



Bilan économique et social de la région Centre 2011

Environnement économique

Situation du marché du travail

Approches sectorielles

Évolutions démographiques et sociales

Finances publiques

Bilan économique et social de la région Centre 2011

**Directeur de la publication**

Dominique Perrin

Rédaction en chef

Philippe Calatayud
Danielle Malody

Maquettistes

Hélène Fernandes-Ferreira
Christian Leguay

Relations avec la presse

Martine Blouin

Attachée de presse

Hortense Robert

Webmestre

Yves Dupuis

ISSN 1630-1587

©INSEE Centre

Insee Centre

131 rue du faubourg Bannier

45034 Orléans cedex 1

téléphone : 02 38 69 52 52

télécopie : 02 38 69 52 00

Les organismes contributeurs

Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Pôle entreprises emploi et économie, service compétitivité et mutations économiques

Service études statistiques et évaluations

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Cellule économique régionale du Bâtiment et des Travaux publics Centre, Cerbtp Centre

Pôle sécurité routière et intermodalité

Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

Service régional de l'information statistique et économique

Rectorat

Division organisation scolaire, évaluation prospective et performance

Direction régionale des Finances publiques du Centre et du département du Loiret

Division secteur public local - action et expertise économiques

Pôle fiscal, division des professionnels et du contrôle

Comité régional du Tourisme

Pôle étude et veille marketing

Synthèse générale

Résultats mitigés en 2011 malgré un bon début d'année..... 2

Environnement économique

Commerce extérieur : reprise confirmée des échanges extérieurs, mais réduction de l'excédent commercial..... 5

Création d'entreprise : recul des créations d'entreprise individuelle, légère hausse pour les sociétés..... 7

Situation du marché du travail

Emploi régional : coup de frein sur l'emploi salarié régional..... 10

Marché du travail : une année morose sur le marché de l'emploi..... 12

Politiques de l'emploi : retour à la normale du niveau des aides à l'emploi, avec une progression des entrées en contrat d'alternance..... 15

Approches sectorielles

Bâtiment, Travaux publics : une embellie conjoncturelle en 2011 après deux années de recul..... 18

Transports : une reprise menacée en fin d'année..... 21

Agriculture : une production limitée mais de bons niveaux de prix..... 23

Tourisme : les touristes français plus nombreux en région Centre..... 26

Industrie : repli dans l'industrie après un bon début d'année..... 29

Services : essoufflement de l'activité en cours d'année..... 31

Évolutions démographiques et sociales

Démographie : la natalité soutient toujours l'évolution de la population 33

Enseignement : plus de bacheliers dans une génération mais moins de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur..... 35

Minima sociaux : moindre progression du RSA..... 38

Finances publiques

Finances locales : finances 2010 des collectivités territoriales : baisse des investissements..... 41

Impôts : les recettes fiscales en légère hausse..... 44

Résultats mitigés en 2011 malgré un bon début d'année

L'économie régionale poursuit son lent redressement en 2011 suite à la forte récession de 2008-2009. Après une fin d'année 2010 et un premier trimestre 2011 dynamique, l'activité a nettement ralenti sur le reste de l'année, comme pour les économies française et européenne. L'emploi a pâti de cette longue période de fragilité avec une baisse, entraînant une hausse modérée du chômage. Le début de l'année 2012 est morose sur toutes les composantes de l'économie. La suite de l'année s'inscrit dans un contexte incertain.

L'année 2011 est marquée au niveau national par la poursuite de la reprise économique, mais avec des évolutions infra-annuelles très inégales. Le PIB français progresse de 1,7 % sur l'année grâce à un bon premier trimestre consécutif à une fin d'année 2010 assez dynamique. Il dépasse ainsi son niveau d'avant crise, comme en Allemagne, tandis que d'autres pays européens comme l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni en sont loin. En 2011, la croissance mondiale reste tirée par les États-Unis et les pays émergents. Le second trimestre et le reste de l'année sont moins positifs en France comme ailleurs, en lien avec plusieurs événements : les conséquences de la catastrophe au Japon, le renchérissement des matières premières et surtout la crise des budgets des états européens, dont les dettes, déjà importantes, se sont dégradées du fait des plans de relance de 2009 et 2010. La croissance française est faible sur les trois derniers trimestres de 2011, tirée par un rebond de l'investissement des entreprises et des ménages, et une hausse du commerce extérieur. La consommation des ménages a fortement ralenti, comme le pouvoir d'achat en cours d'année, conséquence d'une

hausse des prix proche de celle des revenus. L'emploi a souffert du manque de confiance des acteurs économiques depuis trois ans avec une nouvelle perte annuelle d'emploi et une hausse du chômage.

La région Centre traverse cette crise économique avec une perte d'emploi plus marquée qu'au niveau national en 2008-2009, un redressement plus faible en 2010 et 2011, et donc un resserrement entre les taux de chômage régional et national.

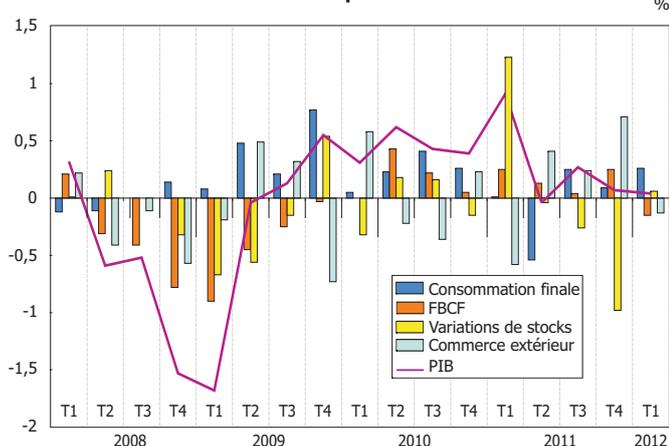
Nouvelle reprise industrielle limitant les pertes d'emplois

Au niveau national, l'activité industrielle progresse de nouveau en 2011 (+ 3 % après + 4,3 % en 2010 mais - 12 % en 2009). La reprise semble plus faible en région Centre au regard de l'évolution de l'emploi, moins favorable qu'au niveau national. Dans la lignée de la fin d'année précédente, les entreprises ont augmenté leur production début 2011 afin de répondre aux commandes et de reconstituer leurs stocks. L'activité a ensuite nettement ralenti à partir du second semestre du fait de la baisse de la demande extérieure, des difficultés de certains approvisionnements suite à la catastrophe du Japon et de la fin de la prime à la casse dans l'automobile. Ce ralentissement touche tous les secteurs, notamment celui du matériel électrique et électronique. Grâce à la hausse globale de la production depuis deux ans, l'emploi industriel régional diminue plus faiblement en 2011 que les années précédentes, avec même une hausse dans l'énergie. La tendance de l'emploi dans l'industrie est moins favorable qu'au niveau national où la perte d'emploi s'est arrêtée en 2011.

Reprise modérée dans la construction

L'activité progresse légèrement dans la construction en 2011 après trois années de baisse consécutive à

Taux d'évolution trimestriel du PIB et contributions des composantes de la demande %



Source : Insee, Comptes nationaux

un boom immobilier entre 2003 et 2007. Les mises en chantier croissent de 17 %, un peu moins qu'au niveau national (+ 21 %). Elles augmentent particulièrement pour le logement collectif du fait des anticipations de l'abandon du dispositif fiscal Scellier à partir de 2012. Les mises en chantier sont moins dynamiques pour le logement individuel, notamment en mode groupé. L'amélioration et l'entretien du bâtiment progressent grâce à des facilités de crédits de l'État. Par contre, la construction de locaux professionnels est de nouveau en recul. L'activité dans les travaux publics se redresse aussi, grâce notamment à la mise en place de lignes de tramway à Tours et Orléans.

Sur l'ensemble de la construction l'emploi salarié se stabilise, les entreprises ayant plutôt eu recours à l'intérim pour faire face au regain d'activité.

Deuxième année assez positive pour les agriculteurs

L'activité a été globalement favorable dans l'agriculture. La production de céréales a été perturbée par un climat atypique : printemps chaud et sec, été frais et humide. Cependant, les prix sont restés élevés grâce à une hausse de la demande. La récolte de maïs, d'oléagineux, de pommes de terre et de betteraves a été bonne. L'année est plus mitigée pour les fruits et légumes, secteur peu favorisé par la météo et devant faire face à la concurrence étrangère et à la crise sanitaire du concombre.

La production animale, tout comme la production laitière, a été satisfaisante, les prix élevés et la demande soutenue.

Faible dynamisme dans les services

Après le fort redressement observé en 2010, l'activité dans les services est restée assez soutenue au premier trimestre de 2011 puis a nettement ralenti sur le reste de l'année. L'emploi a été touché par ce ralentissement et s'est stabilisé sur l'année alors qu'il a crû d'un point sur l'ensemble du territoire national. L'emploi dans les activités de services aux ménages a le plus souffert, que ce soit le commerce ou les services aux ménages, tandis qu'il augmente faiblement pour les services aux entreprises. L'activité touristique a légèrement progressé, les français choisissant des vacances sur le territoire national plutôt qu'à l'étranger.

Une consommation des ménages s'essouffant progressivement

La consommation des ménages a fortement ralenti en 2011, notamment les dépenses énergétiques, en raison d'un automne et un hiver doux, ainsi que les dépenses de produits manufacturés et le commerce. Le pouvoir d'achat est resté dynamique en début d'année grâce à la hausse de l'emploi et des salaires et au maintien de prestations sociales élevées. Il a ensuite ralenti en lien avec la baisse des revenus d'activité, la hausse des prélèvements sociaux et fiscaux et l'accroissement des prix à la consommation. De plus, les ménages ont préféré épargner et investir dans l'immobilier quand ils le pouvaient plutôt que de consommer.

Nouvelle hausse des échanges commerciaux

Comme en 2010, les échanges commerciaux ont progressé en 2011 avec une hausse de 10 % des exportations et de 14 % des importations, dépassant ainsi les niveaux d'avant la crise de 2008. La croissance plus forte des importations provoque une baisse de l'excédent commercial régional qui se situe autour de 400 millions d'euros. Les échanges se sont particulièrement accrus avec l'Union européenne tandis qu'ils ont peu évolué avec l'Asie. La majeure partie des exportations provient des secteurs de la pharmacie, de la cosmétique et des machines et équipements, principalement dans les départements du Loiret, de l'Eure-et-Loir et de l'Indre-et-Loire.

Repli de l'auto-entrepreneuriat

La création d'entreprises baisse de 12 % en raison d'une moindre création d'auto-entreprises par rapport à l'année précédente (- 20 %). Les créations des autres entreprises individuelles sont en très légère baisse tandis que la création de sociétés progresse pour la deuxième année consécutive (+ 4,3 %), notamment dans la construction, les services aux entreprises, l'hébergement et la restauration.

Augmentation des difficultés sociales

Le fléchissement de l'emploi en 2011 dans la région (- 0,4 %) compense la légère hausse observée en 2010. L'emploi régional se situe 4 % en dessous de son niveau d'avant crise. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de près de 6 % en 2011, un peu

plus qu'en France métropolitaine. La hausse est très marquée une nouvelle fois pour les seniors tandis qu'elle est faible pour les moins de 25 ans, sauf en fin d'année. La part des demandeurs d'emploi de longue durée diminue légèrement et se situe à 36 % de l'ensemble. Le taux de chômage augmente de 0,2 point et représente 8,7 % de la population active. L'écart avec le taux national diminue de 0,1 point. Il est de 0,7 point contre 1,1 point avant la crise. Les aides à l'emploi ont baissé et retrouvent leur niveau d'avant crise, l'accent étant mis sur les contrats en alternance.

Le nombre d'allocataires du RSA augmente de 3 % et concerne 62 500 personnes. La hausse est particulièrement forte pour les allocataires ayant une activité professionnelle.

Un début 2012 terne, une suite très incertaine

La croissance du PIB devrait être faible en 2012 en France. L'acquis de croissance n'est que de 0,2 % en début d'année et la croissance sera quasi nulle au premier semestre. La crise des budgets européens et la relative faiblesse de la demande mondiale expliquent ce résultat. Les exportations ralentissent au premier trimestre et l'investissement se replie. La consommation est légèrement positive grâce à la

hausse des dépenses énergétiques, liées à un hiver froid, tandis que les dépenses en produits manufacturés baissent. Le pouvoir d'achat des ménages évolue peu du fait d'une inflation persistante. Le chômage poursuit sa tendance haussière avec + 0,3 % au premier trimestre, tant au niveau national que régional, atteignant respectivement 10 % et 9 % de la population active. La suite de l'année est dépendante du dynamisme de la demande mondiale, de la gestion de la crise financière en Europe et des risques sur les prix de l'énergie.

Une population régionale toujours en progression grâce à la natalité

La population régionale est de 2 551 000 habitants au 1^{er} janvier 2011. Elle progresse en un an de 6 000 personnes, essentiellement grâce à l'excédent naturel. En effet, les naissances sont toujours à un niveau élevé, supérieures aux décès malgré le vieillissement de la population. Les nombreuses arrivées dans la région, notamment d'Île-de-France, sont compensées par des départs vers cette même région ainsi que vers le sud et l'ouest du pays.

Olivier Aguer
Insee Centre

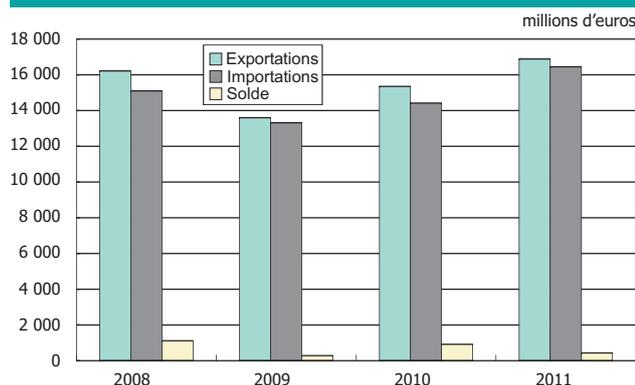
Reprise confirmée des échanges extérieurs, mais réduction de l'excédent commercial

En 2011, la reprise des échanges extérieurs observée en 2010 se confirme en région Centre. Les exportations et les importations progressent respectivement de 10 et 14 %, dégageant un excédent commercial de 427 millions d'euros (M€). Le Loiret, l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire concentrent les trois quarts des exportations comme des importations. Les principaux biens échangés sont les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, parfums et cosmétiques. La croissance régionale des échanges est majoritairement due à l'Union européenne, surtout à l'Allemagne.

Après une année 2009 marquée par le contrecoup de la crise économique et financière internationale, la reprise déjà constatée en 2010 se prolonge en 2011. Les exportations s'élèvent à 16,9 milliards d'euros (Md€), soit + 10 % par rapport à l'exercice antérieur contre + 8 % à l'échelon national. Ces résultats permettent de dépasser à nouveau les niveaux observés de 2005 à 2008. Les importations atteignent 16,5 Md€, en croissance de 14 %, au-dessus de la moyenne nationale (10 %).

Le commerce extérieur dégage ainsi un excédent de 427 M€, plus faible qu'en 2010 (924 M€). Le taux de couverture, rapport entre la valeur des exportations et celle des importations, s'élève à 102,6 % contre 106 % en 2010.

Évolution des échanges extérieurs en région Centre

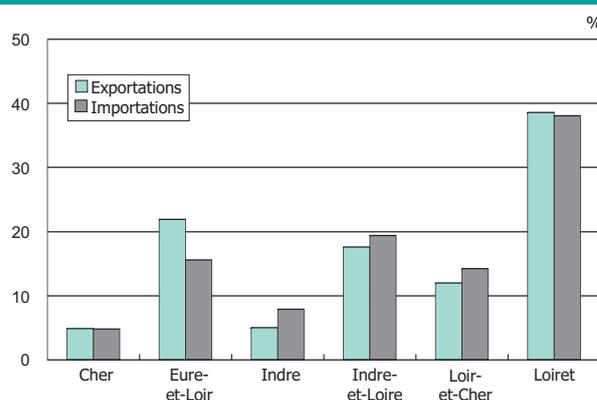


Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Un rang régional consolidé

Les échanges régionaux représentent 4 % des exportations de la France (418 Md€) et 3,3 % de ses importations (504 Md€). Le Centre se situe ainsi en 9^e position parmi les régions françaises exportatrices (10^e en 2010, 9^e en 2009), devancé par l'Île-de-France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, le Nord-Pas-de-Calais, l'Alsace, la Haute-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et la

Ventilation régionale des échanges extérieurs en 2011



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

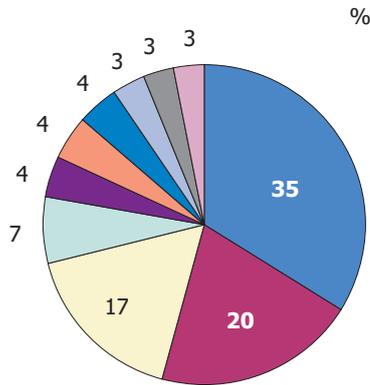
Lorraine, mais devant les Pays de la Loire. Il contribue, en 2011, à hauteur de 0,4 % à l'augmentation de 7,5 % des exportations françaises. Tout comme en 2010, la région se maintient au 9^e rang pour ses importations. Son excédent commercial la place en 8^e position parmi l'ensemble des régions françaises.

Les trois quarts des échanges extérieurs réalisés par trois départements

Le Loiret, l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire représentent 78 % des exportations et 73 % des importations. Le Loir-et-Cher, l'Indre et le Cher en réalisent environ le quart.

En 2011, par suite d'un nouveau comptage intégrant des entreprises réalisant annuellement moins de 460 000 euros vers l'Union européenne, les Douanes ont recensé 9 760 exportateurs (contre 4 848 en 2010) sur l'ensemble de la région Centre, dont 5 % de primo-exportateurs.

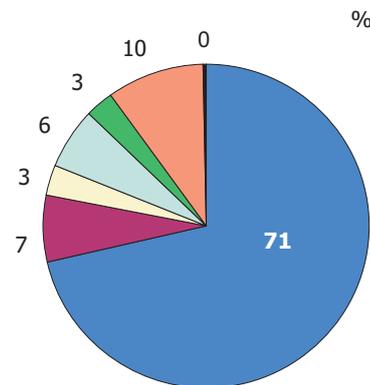
Principaux produits exportés en 2011



Produits pharmaceutiques	Produits en plastique
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	Équipements pour automobiles
Machines et équipements d'usage général	Produits en caoutchouc
Matériel électrique	Produits de la culture et de l'élevage
Chimie de base, mat. plastiques et caoutchouc synthétique	Appareils de mesure, d'essai et de navigation

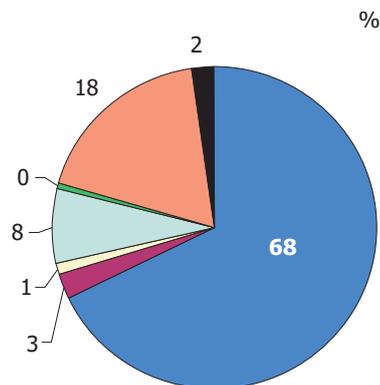
Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Exportations par zone géographique



Union européenne	Proche et Moyen-Orient
Europe hors Union européenne	Asie
Afrique	Divers
Amérique	

Importations par zone géographique



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Le Centre, deuxième région exportatrice de produits pharmaceutiques et cosmétiques

Les produits pharmaceutiques (3 911 M€), les parfums et cosmétiques (2 350 M€), ainsi que les machines et équipements d'usage général (1 984 M€) sont les principaux produits vendus à l'extérieur par la région, avec des parts respectives de 23, 14 et 12 %, représentant la moitié des exportations totales. Le Centre reste la 2^e région française exportatrice de produits pharmaceutiques et de parfums et cosmétiques, derrière l'Île-de-France.

Les importations sont composées pour un tiers de produits pharmaceutiques (2 021 M€), de machines et équipements d'usage général (1 385 M€), de produits chimiques de base, de matières plastiques et caoutchouc (1 267 M€), et de produits électroniques grand public (719 M€) avec respectivement 12, 8, 8 et 4 % des achats extérieurs.

Un commerce extérieur essentiellement tourné vers l'Union européenne

En 2011, l'Union européenne concentre 71 % des exportations et 68 % des importations, chacune en réalisant 55 % avec la zone euro. Par rapport à 2010, la dépendance du commerce extérieur du Centre vis-à-vis des pays de l'Union européenne s'accroît, tandis que la part des importations en provenance d'Asie baisse (- 8 %). Les échanges avec l'Union européenne sont excédentaires (920 M€, dont 249 M€ dans la zone euro), alors qu'ils restent fortement déficitaires avec l'Asie (- 1 363 M€).

L'Allemagne, premier partenaire commercial

En 2011, l'Allemagne est redevenue le premier client de la région Centre, avec 15 % des exportations (2 496 M€), devant la Belgique (2 274 M€, 14 %), qui était la première cliente en 2009 et 2010. Les autres principaux pays destinataires sont le Royaume-Uni (1 386 M€, 8 %), l'Espagne (1 339 M€, 8 %) et l'Italie (1 267 M€, 8 %) suivis par les Pays-Bas, les États-Unis, le Japon, la Russie et la Pologne.

Le premier fournisseur de la région Centre est également l'Allemagne (2 710 M€) avec 17 % du total des importations. L'Italie repasse au second rang (1 630 M€, 10 %), devant la Chine (1 369 M€, 8 %), l'Irlande (1 318 M€, 8 %) et l'Espagne (1 027 M€, 6 %) suivies par la Belgique, les États-Unis, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Corée du Sud. ♦

William Péciaux
Directeur Centre

Recul des créations d'entreprises individuelles, légère hausse pour les sociétés

En 2011, les créations d'entreprises sont en baisse en région Centre, de même ampleur qu'à l'échelon national. Ce résultat est essentiellement dû à l'essoufflement des créations d'auto-entreprises après le fort engouement de 2009 qui s'est confirmé en 2010. Trois créateurs sur quatre optent néanmoins pour le statut d'entrepreneur individuel lors de la création de leur entreprise. À l'inverse, la reprise des créations de sociétés, amorcée en 2010, se poursuit.

En région Centre comme au plan national, les créations d'entreprises diminuent fortement en 2011 : - 11,9 %. Au cours de l'année, 16 127 entreprises ont été immatriculées dans la région contre 18 302 en 2010. Le taux de création est en recul, de même qu'au niveau national. Avec 15,1 % dans le Centre, il reste inférieur à la moyenne nationale mais l'écart se restreint : 0,5 point en 2011 pour 0,7 en 2010.

La baisse du nombre de créations résulte essentiellement du recul important des immatriculations d'auto-entreprises (- 20,3 %). Mais les autres créations d'entreprises individuelles sont également en léger retrait par rapport à 2010 (- 1,3 %). Ainsi, les créations d'entreprises individuelles chutent de 16,6 % dans la région. Cette forte baisse masque le bon niveau des créations de sociétés. En 2011, elles progressent pour la deuxième année consécutive (+ 4,3 %), particulièrement dans les secteurs de la construction (+ 15,2 %) et du soutien aux entreprises (+ 14,1 %).

Ces tendances ne sont pas spécifiques à la région. Les créations d'entreprises individuelles montrent également un fort repli en métropole (- 16,8 %), résultat du fléchissement des créations d'auto-entreprises (- 18,8 %). Pareillement, les immatriculations de sociétés augmentent mais dans une moindre mesure qu'en région Centre (+ 1,9 %).

Si le statut des auto-entrepreneurs, pour sa troisième année d'existence, a tendance à régresser, leur part représente encore 57 % de l'ensemble des créateurs en région Centre. Ce statut, bien ancré dans le paysage de la création, se normalise. Le nombre de nouvelles entreprises créées en 2011 dépasse toujours le volume des créations antérieures à 2009, date de la mise en place du statut d'auto-entrepreneur.

Peu de secteurs d'activité épargnés par la baisse

La contraction du nombre des créations affecte tous les secteurs, excepté celui des activités financières et d'assurance où le nombre d'entreprises créées reste stable (+ 0,3 %).

Elle est particulièrement forte dans les secteurs d'activité privilégiés par les auto-entrepreneurs, comme les services aux ménages (- 22,6 %) ou l'information et la communication (- 19,8 %).

Les créations dans les activités de soutien aux entreprises, en hausse depuis deux années grâce aux auto-entrepreneurs, sont également en perte de vitesse (- 14 %), notamment dans les services de conseil en gestion.

Après une année 2010 dynamique, les créations dans le secteur de l'immobilier diminuent de 5,4 %, à l'inverse de la métropole (+ 5,6 %).

Parallèlement, les créations hors auto-entreprises augmentent, du seul fait de la progression des créations de sociétés, plus marquée dans la construction (+ 15,2 %), les activités de soutien aux entreprises (+ 14,1 %) et l'hébergement et la restauration (+ 9,4 %). Dans ces secteurs, davantage de créateurs privilégient la constitution de sociétés.

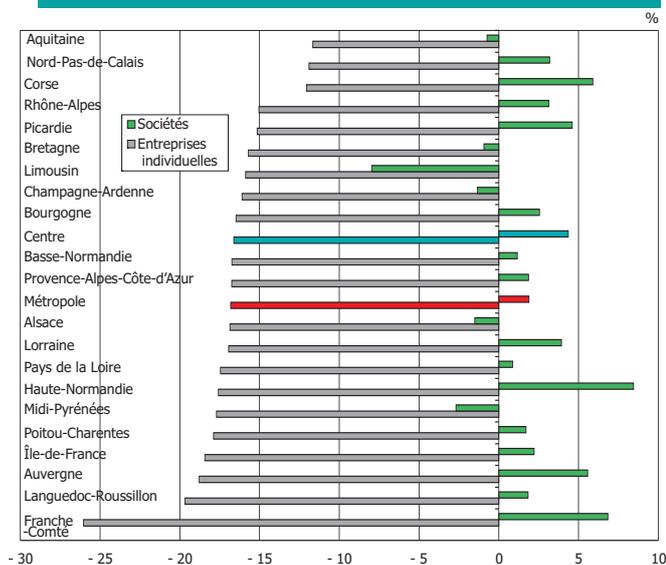
Des créations en recul dans tous les départements

La baisse importante des créations d'auto-entreprises se ressent dans tous les départements de la région, entraînant pour tous, une diminution du nombre d'entreprises nouvelles. Cependant les auto-entrepreneurs restent majoritaires parmi les créateurs, hormis dans l'Eure-et-Loir où leur part est de 48,6 %.

Le recul des créations est plus atténué dans le Loir-et-Cher (- 6,5 %) et l'Indre-et-Loire (- 9,9 %). En effet, la baisse des créations d'auto-entreprises y est plus faible qu'en moyenne régionale et les créations de sociétés y progressent davantage, particulièrement dans l'Indre-et-Loire (+ 10,3 %).

Dans le Loiret, les créations ralentissent au même rythme qu'en région (- 11,9 %). Les créations d'auto-entreprises diminuent de 21 %, mais la hausse des créations de sociétés atteint 9,2 %.

Évolution des créations 2011/2010 selon la forme juridique



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Les créations d'entreprises par secteur d'activité en 2011

Secteur d'activité	Centre					Métropole				
	Créations	Stock* au 1 ^{er} janvier	Taux de création %	Part des créations %	Évolution du nombre de créations 2011/2010 %	Créations	Stock* au 1 ^{er} janvier	Taux de création %	Part des créations %	Évolution du nombre de créations 2011/2010 %
Industrie	944	9 033	10,5	5,9	- 11,2	25 416	231 524	11,0	4,8	- 13,4
<i>dont industrie manufacturière</i>	792	8 375	9,5	4,9	- 8,4	21 281	207 157	10,3	4,0	- 6,5
Construction	2 589	16 517	15,7	16,1	- 11,4	79 368	457 695	17,3	15,0	- 11,5
Commerce, transports, hébergement et restauration	4 893	32 960	14,8	30,1	- 8,0	144 127	1 015 796	14,2	27,2	- 10,4
<i>dont commerce, réparation d'automobiles et de motocycles</i>	3 862	23 025	16,8	23,9	- 8,7	110 753	696 141	15,9	20,9	- 12,0
<i>dont transports et entreposage</i>	282	2 650	10,6	1,7	- 5,4	9 056	84 601	10,7	1,7	- 1,5
<i>dont hébergement et restauration</i>	749	7 285	10,3	4,6	- 5,5	24 318	235 054	10,3	4,6	- 6,1
Information et communication	589	2 417	24,4	3,7	- 19,8	25 625	113 986	22,5	4,8	- 13,1
Activités financières et d'assurance	360	3 858	9,3	2,2	0,3	12 634	126 016	10,0	2,4	0,5
Activités immobilières	510	4 588	11,1	3,2	- 5,4	18 237	169 057	10,8	3,4	5,6
Soutien aux entreprises	2 848	14 635	19,5	17,7	- 14,0	113 489	576 055	19,7	21,4	- 14,9
Enseignement, santé, action sociale	1 450	13 336	10,9	9,0	- 6,0	52 273	441 495	11,8	9,9	- 3,0
Autres services aux ménages	1 944	9 501	20,5	12,1	- 22,6	58 823	259 573	22,7	11,1	- 21,4
Ensemble	16 127	106 845	15,1	100,0	- 11,9	529 992	3 391 197	15,6	100,0	- 11,9

*données semi-définitives

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Pour les trois autres départements, la création d'entreprise baisse davantage qu'en moyenne régionale. L'Indre accuse un déficit moyen de 12,4 % alors que les créations d'auto-entreprises ne reculent que de 8,2 %. Cela provient à la fois d'un fort repli du nombre de nouvelles entreprises individuelles hors auto-entreprises et d'un léger recul des créations de sociétés.

Le Cher (- 17,6 %) et l'Eure-et-Loir (- 14,2 %) connaissent une baisse de créations plus conséquente. Dans le Cher, elle s'explique par la diminution des créations d'auto-entreprises (- 14,5 %) et de sociétés (- 10,2 %). En Eure-et-Loir, les créations de sociétés résistent, mais celles d'auto-entreprises se contractent fortement (- 34,8 %).

Résultat de la diminution du nombre de nouvelles entreprises, le taux de création régional atteint 15,1 %, inférieur de 2,4 points à celui de 2010. Cet indicateur du renouvellement du tissu productif varie de 12,7 % dans l'Indre à 16,2 % dans le Loiret.

Les auto-entreprises minoritaires dans l'Eure-et-Loir

	Créations 2011		Évolution 2011/2010 %		Stock* au 1 ^{er} janvier	Taux de création 2011 %
	Créations	dont auto- entreprises %	Créations	Auto- entreprises		
Cher	1 786	60,7	- 17,6	- 19,5	12 866	13,9
Eure-et-Loir	2 660	48,6	- 14,2	- 34,8	17 483	15,2
Indre	1 187	57,7	- 12,4	- 8,2	9 355	12,7
Indre-et-Loire	3 994	59,2	- 9,9	- 15,9	25 793	15,5
Loir-et-Cher	2 029	55,0	- 6,5	- 13,6	13 711	14,8
Loiret	4 471	57,6	- 11,9	- 21,0	27 637	16,2
Centre	16 127	56,5	- 11,9	- 20,3	106 845	15,1
Métropole	529 992	53,6	- 11,9	- 18,8	3 391 197	15,6

* données semi-définitives

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Une majorité de nouvelles entreprises sans salarié

La quasi-totalité des demandes de créations d'auto-entreprises se réalisent sans salarié. Du fait de la part toujours importante d'auto-entrepreneurs parmi les créateurs, la proportion de créations sans salarié reste, comme en 2010, très élevée (94 %). En dehors des créations d'auto-entreprises, 86 % des nouvelles unités démarrent également leur activité sans salarié.

Parmi les entrepreneurs employeurs, la moyenne de salariés évolue de 3,3 en 2010 à 2,9 en 2011. L'industrie reste le secteur où le nombre moyen d'emplois créés est le plus élevé : 4,1 salariés par nouvelle entreprise. ◆

 Muriel Pizzinat
Insee Centre

Champ de la démographie des entreprises

Les statistiques proviennent du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) géré par l'Insee.

L'étude porte sur les créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services). Ce champ inclut les activités financières et les activités de location de biens immobiliers.

La décomposition en secteurs d'activité utilisée dans cette étude s'appuie, pour l'essentiel, sur le niveau d'agrégation en dix postes (dit A10) de la nomenclature d'activités française (Naf rév.2, 2008), mais seuls neuf postes sont utilisés car le champ exclut les activités agricoles. Les intitulés de certains postes ont été résumés : ainsi, le poste « Autres activités de services » a été renommé « Autres services aux ménages », mais il ne recoupe pas les activités du poste « Services aux particuliers » de la nomenclature d'activités française révision 1 (Naf rév.1, 2003). Le secteur du « Commerce, transports, hébergement et restauration » étant peu homogène, a été quelquefois détaillé, pour plus de précision, en trois sous-secteurs : commerce, transports et hébergement-restauration.

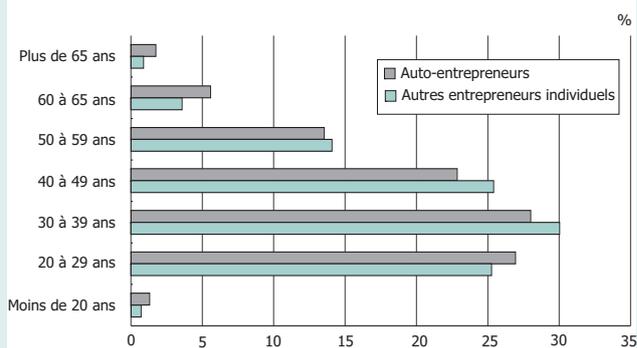
Les créateurs d'entreprises individuelles

Malgré une année de repli pour la création d'entreprise individuelle, 73,3 % des créateurs choisissent d'exercer leur activité sous cette forme en 2011. En 2010 leur part atteignait 77,4 %. Parmi ces créateurs, les trois quarts adoptent le statut d'auto-entreprise.

Les nouveaux chefs d'entreprise ont en majorité entre 30 et 39 ans. Cependant, la création d'entreprise profite également du dynamisme des jeunes seniors : près d'un nouveau chef d'entreprise individuelle sur cinq a dépassé la cinquantaine. Les auto-entrepreneurs sont plus nombreux que les autres créateurs d'entreprise individuelle parmi les moins de 20 ans et les plus de 60 ans.

Les femmes représentent 37 % des créateurs d'entreprises individuelles. Elles s'orientent plus souvent vers les activités de l'enseignement, la santé et l'action sociale (61,5 %) et les services aux ménages (59,6 %). Les hommes restent largement majoritaires dans des secteurs comme la construction (97,2 %) ou l'information et la communication (82,2 %).

Les créateurs d'entreprise individuelle selon l'âge



Note de lecture : en 2011, 28 % des auto-entrepreneurs ont entre 30 et 39 ans, cette proportion est de 30 % chez les autres entrepreneurs individuels.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Définitions

Créations d'entreprises : la définition des créations d'entreprises dénombrées par l'Insee s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Les créations d'entreprise correspondent aux nouvelles immatriculations enregistrées dans le répertoire Sirene, le début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de plus d'un an ;
- cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Toutefois, dans le cas des auto-entreprises, on ne peut dénombrer des créations au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene mais on ignore s'il y aura ou pas un début d'activité. On comptabilise donc des « demandes de création » ; certaines se traduiront par une vraie création d'activité, d'autres par un démarrage différé, voire jamais réalisé. Une partie de ces demandes, enfin, seront invalidées par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) : les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de diverses professions réglementées n'ont en effet pas le droit d'être auto-entrepreneurs, ce qui entraîne finalement le rejet de leur affiliation.

Le **régime de l'auto-entrepreneur**, mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, offre des formalités allégées de création d'entreprise ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de

l'impôt sur le revenu. L'auto-entrepreneur bénéficie ainsi d'un régime microsocial simplifié, d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour les commerçants, d'une exonération de TVA et sur option, d'un régime microfiscal simplifié (versement libératoire de l'impôt sur le revenu) et d'une exonération de la cotisation foncière des entreprises (CFE) pendant trois ans à compter de la date de création.

Taux de création : rapport entre le nombre de créations observées au cours d'une année et le nombre d'entreprises actives au 1^{er} janvier de cette même année.

Entreprise individuelle : une entreprise individuelle correspond à un entrepreneur qui exerce son activité en tant que personne physique, sans avoir créé de personne juridique distincte. Les différentes formes d'entreprises individuelles sont : commerçant, artisan, profession libérale, agriculteur.

Une société est une entité dotée de la personnalité juridique. Elle est créée dans un but marchand, à savoir, produire des biens ou des services pour le marché, et peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leur activité sous de nombreuses formes juridiques ; les plus fréquentes sont :

- la SARL, société groupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel ;
- la Société anonyme (SA) où l'exercice de l'activité est séparé de la responsabilité des actionnaires ;
- la société civile, présente notamment dans les professions libérales et l'immobilier.

Coup de frein sur l'emploi salarié régional

Après une légère reprise en 2010, l'emploi salarié régional ne parvient pas à stopper sa diminution depuis 2007 (- 0,4 % en 2011). Tous les secteurs sont touchés, même l'intérim qui a pourtant contribué à la hausse des emplois en 2010 (+ 14,5 %) avant de se replier de 2,8 % en 2011. Seuls l'Eure-et-Loir et le Loiret stabilisent leurs effectifs.

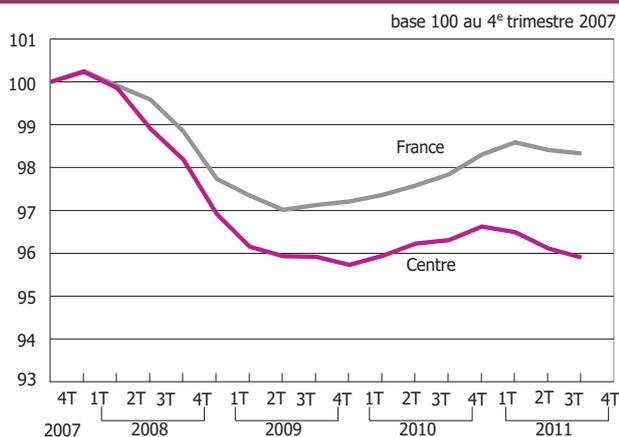
La région Centre compte plus de 578 500 emplois salariés dans le secteur marchand non agricole.

Après un fort ralentissement en 2008 et 2009 (- 4,3 % entre 2007 et 2009), la tendance régionale est repartie à la hausse en 2010 (+ 0,4 %) avant de se contracter en 2011 (- 0,4 %). Le fléchissement du nombre d'emplois régionaux amorcé au premier trimestre 2011 se poursuit tout au long de l'année. Semblable à la tendance nationale jusqu'au troisième trimestre 2010, l'emploi régional s'en écarte en 2011 avec une baisse plus précoce, et aussi plus brutale.

Le nombre d'emplois industriels diminue en région Centre (- 0,8 %). La baisse est toutefois moins importante qu'en 2010 (- 3,2 %), l'industrie avait en effet perdu plus de 5 100 emplois entre 2009 et 2010 contre 1 200 postes en 2011. Dans ce secteur, seuls l'Eure-et-Loir et l'Indre gagnent des postes. Le Loiret est le plus touché (- 1,7 %).

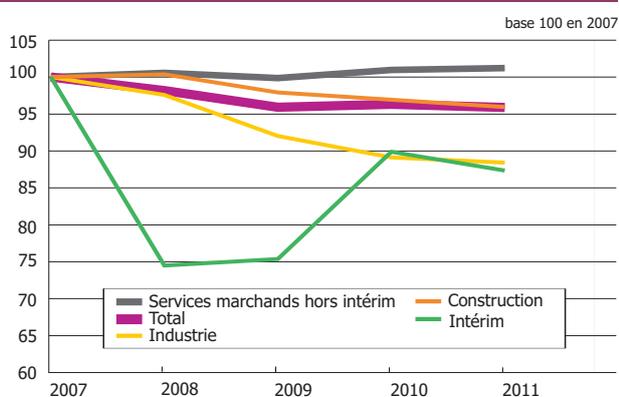
Stable jusqu'en 2008, le secteur de la construction régresse en 2011 tant au niveau national (- 0,7 %) qu'au niveau régional (- 1,0 %) dans les mêmes proportions qu'en 2010, malgré une hausse des effectifs dans le Loiret. C'est l'Indre-et-Loire qui perd le plus grand nombre de postes.

Baisse de l'emploi salarié, à compter du second trimestre 2011



Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole
Source : Insee, Estimations d'emploi

Stabilité du secteur marchand



Champ : emploi salarié hors agriculture et administration
Source : Insee, Estimations d'emploi

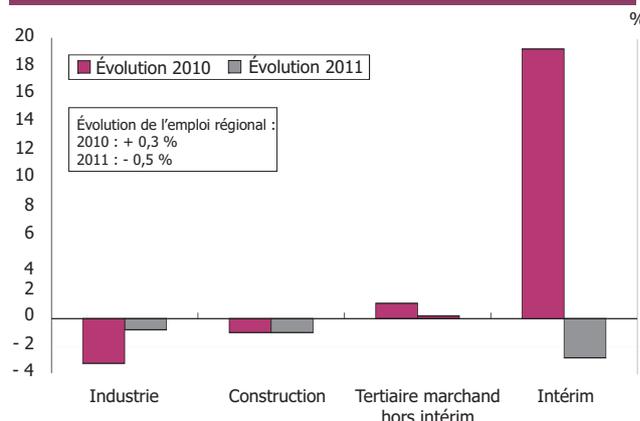
Nouvelle baisse dans l'industrie et la construction

L'emploi industriel souffre particulièrement de la crise. Alors qu'il se stabilise en 2011 au niveau national, le

Le tertiaire pénalisé par l'intérim

Le secteur tertiaire marchand, plus dynamique en 2010 au niveau régional (+ 2,4 %) qu'au niveau national (+ 1,7 %) est en recul en 2011 (- 0,2 % contre + 0,8 % au niveau national). Le secteur intérimaire, après avoir fortement baissé en 2008 (- 25,5 %), s'est repris en 2010 (+ 19,3 %) avant de connaître à nouveau un recul en 2011 (- 2,8 %). L'intérim est cependant moins impacté en 2011 dans le Centre qu'au niveau national (- 3,8 %). Les secteurs du commerce et du transport perdent également des emplois en 2011 (- 0,3 % chacun) tandis qu'ils progressent au niveau national (respectivement + 0,7 % et + 0,3 %).

Déclin de l'intérim en 2011



Champ : emploi salarié hors agriculture et administration
Source : Insee, Estimations d'emploi

L'Eure-et-Loir et le Loiret épargnés

Après une forte baisse de l'emploi régional en 2008 et 2009 (- 4 % au niveau régional entre 2007 et 2009), l'Eure-et-Loir et le Loiret, qui ont le plus souffert (respectivement - 4,9 % et - 5 %) sont les seuls à stabiliser

Évolution de l'emploi régional 2011/2010

milliers, %

	Cher		Eure-et-Loir		Indre		Indre-et-Loire		Loir-et-Cher		Loiret		Centre	
	Effectif	Évolution 2011/2010	Effectif	Évolution 2011/2010	Effectif	Évolution 2011/2010	Effectifs	Évolution 2011/2010	Effectifs	Évolution 2011/2010	Effectifs	Évolution 2011/2010	Effectif	Évolution 2011/2010
Industrie	18,8	- 0,9	27,0	0,7	14,3	0,2	30,6	- 0,9	22,3	-1,0	43,7	- 1,7	156,7	- 0,8
Construction	6,3	- 2,0	8,9	0,1	4,8	- 3,0	15,6	- 2,0	7,7	- 2,1	16,8	0,8	60,1	- 1,0
Tertiaire marchand	35,9	- 1,7	52,9	0,2	28,4	- 2,3	92,1	- 0,1	43,0	- 0,1	109,5	0,6	361,8	- 0,2
dont														
commerce	12,2	- 1,4	18,5	0,1	9,4	- 1,0	27,3	- 0,5	13,0	- 0,1	30,3	0,2	110,7	- 0,3
transport, entreposage	5,2	- 0,7	7,1	0,1	4,3	- 0,1	13,3	- 0,7	4,9	2,1	15,4	- 0,8	50,3	- 0,3
intérim	2,3	3,0	3,5	- 6,5	2,1	- 13,5	5,4	- 8,0	4,2	- 6,0	11,1	3,7	28,7	- 2,8
Ensemble	61,0	- 1,5	88,8	0,3	47,5	- 1,6	138,3	- 0,5	73,0	- 0,6	170,0	0,0	578,6	- 0,4

Champ : emploi salarié hors agriculture et administration
Sources : Insee, Estimations d'emploi ; Urssaf

leurs effectifs en 2010 puis 2011. L'Indre (- 1,6 point) et le Cher (- 1,5 point) sont les plus touchés par la baisse de l'emploi régional en 2011. Ces pertes restent limitées dans l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher.

En 2011, seul l'Eure-et-Loir enregistre une légère augmentation des effectifs (+ 0,3 %), dans tous les secteurs, excepté l'intérim. C'est la bonne tenue de l'industrie dans ce département (+ 180 postes) qui contribue le plus à cette évolution positive.

Le Loiret, qui représente à lui seul un tiers des emplois régionaux, reste stable malgré une perte de plus de 700 emplois dans l'industrie. Le secteur tertiaire marchand (+ 0,6 %), et particulièrement l'intérim, avec un gain de 400 emplois, participe au maintien de l'emploi salarié cette année.

Dans l'Indre-et-Loire, le secteur industriel, qui représente 22,0 % de l'emploi départemental, baisse de 0,9 % ; le secteur de la construction perd également 300 postes.

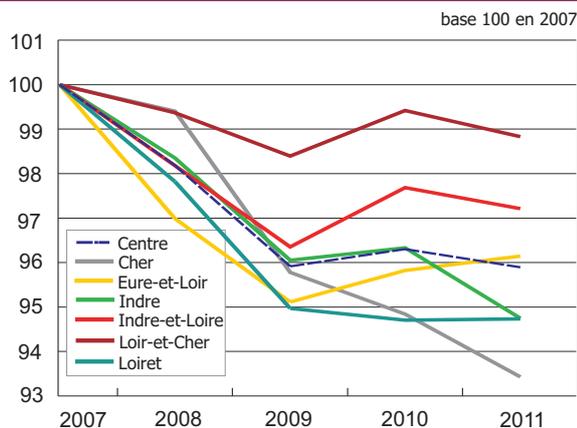
Le tertiaire marchand, secteur le plus employeur du département, reste stable malgré la diminution forte de l'intérim (- 8 %).

Seul le secteur intérimaire bénéficie d'une progression (+ 3,0 %), dans le Cher. Le tertiaire marchand, plus de la moitié des emplois salariés du département, est très touché par la baisse de l'emploi, la bonne tenue de l'intérim ne suffisant pas à compenser les pertes dans le commerce (- 1,4 %) et le transport (- 0,7 %).

L'emploi recule davantage dans l'Indre (- 1,6 %) que dans les autres départements de la région. La stabilité de l'industrie ne permet pas de compenser les pertes d'emploi dans les autres secteurs, notamment le tertiaire marchand. Le secteur intérimaire enregistre une très forte diminution (- 13,5 %). ♦

Pascale Haye-Delise
Insee Centre

Ralentissement de l'emploi régional



Champ : emploi salarié hors agriculture et administration
Source : Insee, Estimations d'emploi

La perte des effectifs salariés dans le Loir-et-Cher se concentre dans l'industrie et la construction. La hausse dans le secteur des transports et de l'entreposage permet au tertiaire marchand, représentant presque 59,0 % de l'emploi départemental, de ne pas perdre d'emplois.

Sources

Les données présentées sont provisoires et susceptibles d'être révisées chaque année.

Elles sont présentées selon la nouvelle nomenclature d'activités de 2008. Elles ne sont donc pas comparables directement avec celles des bilans économiques régionaux antérieurs.

Les estimations d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles en France métropolitaine s'appuient sur les estimations annuelles d'emploi jusqu'au 31.12.2008 auxquelles sont appliquées des évolutions trimestrielles d'emploi pour obtenir les résultats jusqu'en 2011. La source principale des évolutions d'emploi en 2010 et 2011 provient des données collectées par les Urssaf à partir des bordereaux de recouvrement des cotisations adressés par les employeurs pour le versement des cotisations sociales. L'Insee interroge directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs : La Poste, France Télécom, EDF, GDF, SNCF et RATP. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi.

Les évolutions provisoires de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles en France sont réalisées selon la nomenclature d'activité française « Naf-rev.2 ». Le champ est celui des secteurs dits « essentiellement marchands ». Les salariés du secteur « administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » ainsi que les activités extra-territoriales en sont exclus.

Une année morose sur le marché du travail

En 2011, la région Centre enregistre de nouveau une hausse du nombre de demandeurs d'emploi (+ 5,9 %). Cette augmentation touche toutes les tranches d'âge, les seniors restant les plus fragilisés par la dégradation du marché du travail.

Les entrées à Pôle emploi progressent plus rapidement que les sorties, notamment au deuxième semestre. Les inscriptions s'accroissent quel que soit le métier recherché.

Les offres d'emploi sont aussi plus nombreuses que l'année précédente, particulièrement celles de courte durée. Seulement quatre offres sur dix sont durables (plus de 6 mois).

En région Centre, la hausse des demandeurs d'emploi se poursuit en 2011. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi de catégories A, B et C s'accroît de + 5,9 % en données corrigées des variations saisonnières, soit 9 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à l'année précédente. Fin 2011, la région en totalise près de 163 000. Cette augmentation annuelle est légèrement supérieure à celle de la France métropolitaine (+ 5,6 %) et à celle de l'année précédente (+ 2,7 %) dans la région.

Les six départements de la région sont touchés : l'augmentation varie de + 2,9 % en Eure-et-Loir à + 10,9 % dans l'Indre. Le Loiret, le Cher et l'Indre ont une hausse supérieure à la moyenne régionale.

À partir de juillet, les effectifs des demandeurs d'emploi de la région n'ayant exercé aucune activité (cat. A) dans le mois franchissent le seuil des cents milliers. Fin 2011, en données corrigées des variations saisonnières, ils sont près de 105 000, soit une progression de + 6,1 % en un an contre + 5,6 % en métropole. Cet écart est particulièrement marqué au second semestre.

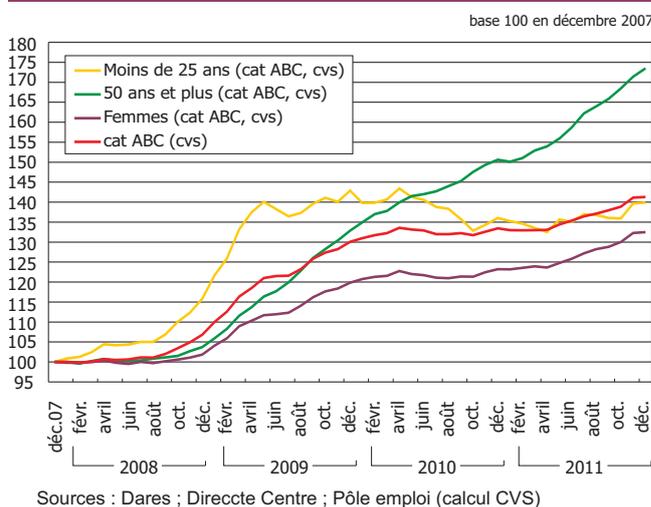
Une situation fragile pour tous les publics

Si toutes les tranches d'âge sont concernées par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, les seniors (50 ans et plus), représentant plus d'un cinquième des demandeurs d'emploi, sont encore les plus touchés sur l'année 2011 (+ 15,2 %). Cette forte dégradation concerne aussi bien les hommes que les femmes.

Depuis le deuxième trimestre, la situation se retourne pour les moins de 25 ans. Alors qu'elle s'était améliorée depuis 2009, les jeunes enregistrent une hausse de + 2,8 % entre fin 2010 et fin 2011. Toutefois, cette progression est moindre que celles des autres tranches d'âge. Les femmes demeurent plus affectées par les difficultés du marché du travail (+ 7,5 %) que les hommes (+ 4,2 %), et ceci quelles que soient les tranches d'âge.

Après deux années où la durée moyenne d'inscription des demandeurs d'emploi s'est accrue, passant de 11,9 à 13,6 mois entre décembre 2008 et décembre 2010,

Les seniors, toujours plus affectés



elle se stabilise à 13,8 mois fin décembre 2011. La moitié des demandeurs d'emploi présents alors étaient inscrits depuis 7 mois. La part des demandeurs d'emploi de longue durée diminue de 1,5 point (données brutes), atteignant 36,2 % fin 2011 contre 37,7 % en France métropolitaine.

Plus de la moitié des demandeurs d'emploi seniors sont inscrits depuis un an ou plus. Leur nombre augmente de 2 200 en un an. Inversement, les effectifs des demandeurs d'emploi de longue durée de moins de 50 ans régressent (- 1 300). Ce constat traduit la difficulté pour les seniors à retrouver un emploi.

Des entrées plus nombreuses que les sorties

Au cours de l'année 2011, en région Centre, Pôle emploi a comptabilisé 230 000 inscriptions (catégories A, B et C) pour 215 000 sorties. En un an, la progression des inscriptions est de + 5,4 %, soit près de 12 000 de plus. À un degré moindre, les sorties augmentent de 1,0 %, soit 2 000 de plus qu'en 2010. À partir du second semestre, le solde des entrées-sorties s'est fortement renforcé entraînant l'augmentation du stock des

Baisse des sorties dans l'Indre et le Loir-et-Cher

	Entrées		Sorties		Évolution des entrées (%)	Évolution des sorties (%)
	2010	2011	2010	2011		
Cher	25 639	27 238	24 671	24 885	6,2	0,9
Eure-et-Loir	35 001	37 056	33 094	35 267	5,9	6,6
Indre	18 403	19 273	18 986	17 371	4,7	- 8,5
Indre-et-Loire	53 661	55 142	52 693	52 758	2,8	0,1
Loir-et-Cher	27 667	28 706	27 961	27 391	3,8	- 2,0
Loiret	57 925	62 565	55 761	57 544	8,0	3,2
Centre	218 296	229 980	213 166	215 216	5,4	1,0

Champ : flux d'entrée et de sortie des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C
Sources : Pôle emploi ; Dares (données brutes)

demandeurs d'emploi en fin de mois.

Autant de femmes que d'hommes se sont inscrits en catégories A, B et C à Pôle emploi en 2011. Les jeunes de moins de 25 ans représentent trois inscriptions sur dix, les seniors 12 %. Les inscriptions s'accroissent dans tous les départements de la région. Toutefois, elles sont plus élevées dans l'Eure-et-Loir, le Cher et le Loiret, avec une augmentation supérieure à la moyenne régionale. Pour les sorties, deux départements se démarquent par une baisse : l'Indre et le Loir-et-Cher.

En région Centre, les principaux motifs d'inscription à Pôle emploi sont les fins de contrat à durée déterminée (près d'un quart), les licenciements (une sur dix) et les premières entrées (5 %). L'évolution des flux d'entrées fait apparaître en 2011 un recul important des demandes consécutives à un licenciement économique ou à une première entrée. À l'inverse, les inscriptions pour fin de CDD et fin d'intérim progressent.

Dans la région, les sorties pour arrêt de recherche diminuent du fait de la forte réduction de dispenses. Elles chutent ainsi de moitié sur l'année 2011 puisque les conditions de cette mesure sont devenues plus restrictives, cette dernière devant être supprimée au 1^{er} janvier 2012. Les sorties pour entrée en stage progressent de + 8,8 % sur l'année.

Des inscriptions en hausse dans la plupart des métiers recherchés

Avec 153 000 offres déposées à Pôle emploi, l'année 2011 se solde par une progression de + 8,5 % des propositions d'emploi. Cette hausse annuelle est plus marquée pour les offres de courte durée que pour les offres d'emploi durables, CDI ou CDD de plus de six mois (respectivement + 10,0 % contre + 6,2 %). Près de quatre offres sur dix concernent des emplois durables.

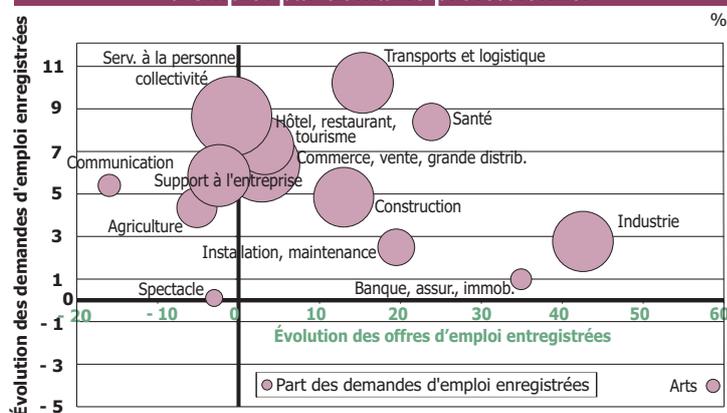
Par rapport à l'année précédente, une hausse des entrées intervient pour les principaux métiers recherchés comme les services à la personne et à la collectivité, le commerce (vente et grande distribution), le support à l'entreprise, les transports et logistique. Ces métiers représentent respectivement 17, 16, 10 et 10 % des inscriptions en catégories A, B et C. Les offres correspondant à ces métiers évoluent peu entre 2010 et 2011, excepté dans les transports et la logistique où el-

les se sont renforcées. L'industrie (10 % des entrées) connaît une légère hausse des inscriptions avec une forte augmentation de l'offre.

Le type d'offres collectées à Pôle emploi diffère selon le domaine de métier recherché. Six sur dix dans le commerce, la vente et la grande distribution sont durables. Dans l'hôtellerie-restauration-tourisme ou dans les services à la personne et à la collectivité, c'est près d'une sur dix dans l'industrie, légèrement moins dans le support à l'entreprise ou le transport et logistique. À l'inverse, elles sont essentiellement de courte durée dans l'agriculture, de par la saisonnalité. ♦

Pascale Casamayou
Directrice Centre

Évolution 2011/2010 des offres et des demandes d'emploi par domaine professionnel



Note de lecture : dans l'industrie en 2011 les offres d'emploi enregistrées ont progressé de 43 % alors que les demandes n'ont crû que de 3 %. La superficie de chaque cercle représente la part du secteur dans la demande enregistrée totale.
Champ : demande d'emploi enregistrée en catégories A, B et C
Sources : Fichiers Pôle emploi ; Directrice Centre (données brutes)

Six offres sur dix sont durables dans le domaine du commerce, vente et grande distribution

Libellés des métiers recherchés (agrégés niveau I)	Nombre d'offres en 2011	Part des offres durables (%)
Agriculture et pêche, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux	9 682	9,1
Arts et façonnage d'ouvrages d'art	257	28,8
Banque, assurance, immobilier	2 898	64,8
Commerce, vente et grande distribution	23 247	60,0
Communication, média et multimédia	684	42,8
Construction, bâtiment et travaux publics	11 364	37,1
Hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et animation	16 484	46,3
Industrie	18 414	31,3
Installation et maintenance	6 853	50,2
Santé	5 998	43,8
Services à la personne et à la collectivité	20 935	45,4
Spectacle	1 827	3,5
Support à l'entreprise	17 930	28,6
Transport et logistique	16 089	24,0
Non renseigné	107	21,5
Ensemble	152 769	38,8

Sources : Directrice Centre ; Pôle emploi (données brutes)

Légère progression du chômage

Au quatrième trimestre 2011, le taux de chômage de la région Centre s'élève à 8,7 %, soit 0,7 point de moins qu'au niveau national. Sur un an, le taux régional augmente légèrement : + 0,2 point contre + 0,1 point pour la France métropolitaine. Ces deux hausses ont suivi le même mouvement : une baisse au premier semestre suivie d'une reprise lors du second.

Le Centre maintient son 8^e rang des régions métropolitaines, ex-æquo avec la Franche-Comté et la Bourgogne. La première place est occupée par la Bretagne et les Pays de la Loire avec un taux de 8,0 % chacun.

Dans la région, le taux le plus élevé est, comme en 2010, celui du Cher. Avec 9,9 % il dépasse cette année le taux national de 0,5 point. Les autres départements ont un taux inférieur au niveau national, variant entre 8,1 % dans le Loir-et-Cher et 9,0 % dans le Loiret. En 2011, excepté dans l'Eure-et-Loir où il stagne, le chômage augmente dans tous les départements et particu-

Évolution des taux de chômage trimestriels

	4 ^e trimestre 2010	4 ^e trimestre 2011	%
Cher	9,3	9,9	
Eure-et-Loir	8,8	8,8	
Indre	8,0	8,4	
Indre-et-Loire	8,1	8,2	
Loir-et-Cher	7,9	8,1	
Loiret	8,7	9,0	
Centre	8,5	8,7	
France métropolitaine	9,3	9,4	

Source : Insee (données CVS)

lièrement dans le Cher (+ 0,6 point). L'écart entre les taux de chômage départementaux de la région se renforce (1,8 point contre 1,4 fin 2010).

Pascal Boulin
Insee Centre

Définitions des demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

A	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
B	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).
C	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Avertissement :

En raison d'un incident de gestion rencontré depuis février 2011, le nombre d'entrées a été légèrement surestimé. Cet incident n'a toutefois pas d'effet sur les effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ni sur l'évolution de ces effectifs d'un mois sur l'autre : il a seulement eu pour conséquence de considérer à tort certains demandeurs d'emploi présents sur les listes comme étant entrés lors du dernier mois alors qu'ils étaient déjà entrés précédemment. Cette surestimation des entrées explique une partie de l'écart observé ces derniers mois entre la variation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et le solde entre les flux d'entrée et les flux de sortie.

Retour à la normale du niveau des aides à l'emploi, avec une progression des entrées en contrat d'alternance

En net repli par rapport à 2009 et 2010, les entrées dans les différents dispositifs de la politique de l'emploi retrouvent leur niveau d'avant crise. Les efforts promotionnels de l'alternance ont été suivis d'effet en 2011 avec 18 000 entrées en apprentissage ou en contrats de professionnalisation.

La politique de l'emploi a bénéficié à près de 49 000 personnes en 2011 (contrats aidés ou entrées dans les dispositifs de toute nature).

La diminution du nombre d'entrées dans les différents dispositifs de la politique de l'emploi est d'environ 15 %, d'après les données disponibles. Ce résultat recouvre des évolutions différenciées selon les catégories de mesures.

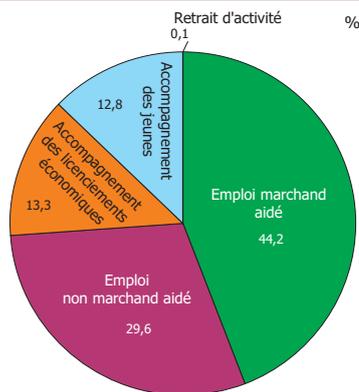
Les entrées du secteur marchand (hors aide au chômeur créant ou reprenant une entreprise (Accre) accusent une nette baisse du fait principalement des entrées en contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi (CUI - CIE) et de la non-reconduction de l'exonération des charges pour les très petites entreprises. Inversement, les contrats en alternance progressent de 6,3 %.

En 2011, les entrées dans les différentes mesures du secteur marchand représentent 44,1 % des entrées de la politique de l'emploi, contre 53,6 % en 2010.

La baisse est aussi importante en ce qui concerne l'accompagnement des jeunes (- 18,4 %), mais les entrées en contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) avaient fortement augmenté les années précédentes du fait de la crise économique. Elle est de moindre ampleur pour l'accompagnement des licenciements économiques.

À l'opposé les entrées du secteur non marchand augmentent (+ 1,9 %).

La politique de l'emploi par catégorie de mesure en 2011

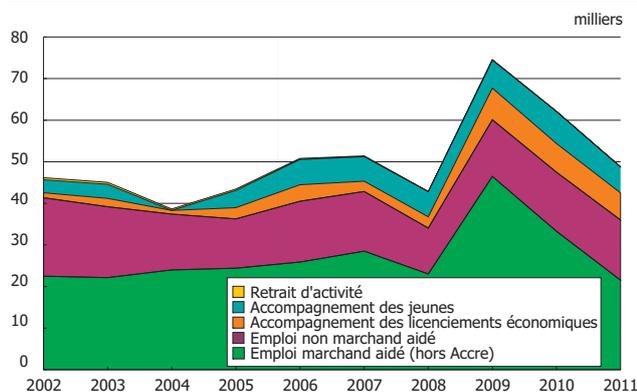


Champ : données provisoires, hors formation des demandeurs d'emploi
Source : Dares (séries longues)

L'alternance, premier dispositif du secteur marchand aidé

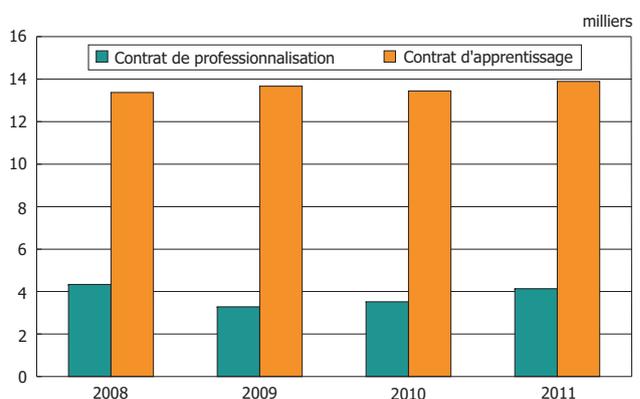
En 2011, 13 891 personnes ont bénéficié d'un contrat d'apprentissage et 4 135 d'un contrat de professionnalisation.

L'évolution des politiques d'emploi sur les dix dernières années



Source : Dares, Politique d'emploi (séries longues)

L'alternance en région Centre



Source : Dares (séries longues)

Les mesures de la politique d'emploi en 2011

	Centre		France métropolitaine
	2010	2011	2011
Emploi marchand aidé (hors Accre)	33 299	21 536	564 089
Exonération de cotisations sociales et primes à l'embauche (jeunes)	29	0	0
Prime à l'embauche des jeunes stagiaires	29	0	0
Exonération de cotisations sociales et primes à l'embauche (CLD)	3 764	1 786	53 032
Contrat unique d'insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI - CIE)	3 764	1 786	53 032
Autres exonération de cotisations sociales et primes à l'embauche	11 359	560	13 883
Exonération de cotisations sociales pour l'embauche du 1 ^{er} au 50 ^e salarié en ZRU	54	16	714
Exonération de cotisations sociales pour l'embauche du 1 ^{er} au 50 ^e salarié en ZRR	481	382	5 466
Exonération de cotisations sociales pour l'embauche du 1 ^{er} au 50 ^e salarié en ZFU	141	154	7 648
Exonération de cotisations sociales pour l'embauche par une association en ZRU ou en ZFU	7	8	55
Aide à l'embauche dans les très petites entreprises (AETPE/ Zéro charge) *	10 676	0	-
Aide à la création d'entreprises	6 910	3 390	101 680
Accre (bénéficiaires)	6 910	3 390*	101 680
Contrats en alternance	16 965	18 026	459 013
Contrat de professionnalisation (Jeunes)	2 788	3 146	136 786
Contrat de professionnalisation (Total)	3 518	4 135	168 553
Contrat d'apprentissage	13 447	13 891	290 460
Accompagnement des restructurations	274	159	11 440
Conventions d'adaptation et de formation du FNE	159	7	7 695
Allocations temporaires dégressives	115	152	3 745
Insertion par l'économique	908	1 005	26 721
Embauches en entreprise d'insertion (régime de l'aide forfaitaire)	908	1 005	26 721
Emploi non marchand aidé	14 195	14 465	363 552
Contrats Pacte	18	1	260
Apprentis du secteur public	362	391	8 660
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI - CAE)	13 815	14 073	354 632
Formation des demandeurs d'emploi	4 942	255	3 594
Prévention du chômage de longue durée	4 942	255	3 594
Contrats de volontariat pour l'insertion	277	255	3 594
Formations conventionnées	2 257	nd	nd
Actions de formation préalable au recrutement	2 408	nd	nd
Validation des acquis de l'expérience	361	328	7 606
Accompagnement des licenciements économiques	6 895	6 491	143 970
Cellule de reclassement	1 257	897	13 766
Conventions de reclassement personnalisé	4 827	3 864	87 775
Contrats de transition professionnelle	811	689	19 942
Contrats de sécurisation professionnelle	-	1 041	22 487
Accompagnement des jeunes	7 666	6 254	168 070
Contrats d'autonomie	133	0	8 429
Civis	7 533	6 254	159 641
Retrait d'activité	81	49	1 022
Allocations spéciales du FNE	81	49	1 022
Ensemble des entrées hors formation des demandeurs d'emploi et Accre	62 136	48 795	1 240 703

* donnée non disponible en 2009 et 2010

** données provisoires

Source : Dares, Politique d'emploi (séries longues)

Avec 18 026 entrées, l'alternance constitue, comme les années précédentes, la mesure la plus importante du secteur marchand aidé. La progression des mesures d'alternance a été importante et particulièrement visible en ce qui concerne celle des contrats de professionnalisation qui ont augmenté de 17,5 % en un an.

Les embauches en contrat de professionnalisation ont d'abord été réalisées par des entreprises du tertiaire (71,8 % des contrats), loin devant celles de l'industrie (17,8 %) ou de la construction (10,1 %).

Les contrats proposés ont été à durée déterminée dans plus des trois quarts des cas.

Les hommes restent majoritaires dans les embauches (57,1 %).

Un bénéficiaire sur trois avait un niveau de formation ne dépassant pas le niveau V de formation (CAP-BEP).

Secteur non marchand : légère progression du nombre de CUI - CAE

Le contrat unique d'insertion représente désormais la presque totalité des contrats aidés du secteur non marchand, les 391 contrats d'apprentissage du secteur public n'en représentant que 2,7 %.

Un peu plus de 14 000 personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi ont bénéficié d'un contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI - CAE) en 2011 soit 1,9 % de plus qu'en 2010.

Comme en 2010, les associations restent les premiers employeurs, avec 47,2 % des entrées. Les établissements sanitaires publics ont totalisé 16,7 % des contrats, les établissements publics d'enseignement 13,1 % et les communes 11,9 %.

Les employeurs publics recourant au contrat unique d'insertion (CUI - CAE)

	2010	2011
Commune	12,1	11,9
EPCI	3,2	2,7
Département	0,5	0,7
Région	1,7	2,7
Association	44,6	47,2
Établissement public d'enseignement	19,3	13,1
Établissement sanitaire public	14,2	16,7
Autre établissement public	4,0	4,7
Autres	0,4	0,3
Ensemble	100,0	100,0

Source : Dares, Politique d'emploi (séries longues)

Deux bénéficiaires d'un CUI - CAE sur trois sont des femmes. À l'entrée dans la mesure, 77,1 % avaient un niveau de formation au plus égal au niveau CAP-BEP et 20,1 % le niveau VI (équivalent de la 5^e). La presque quasi-totalité était inscrite à Pôle emploi au moment de l'embauche, avec une durée de plus d'un an dans 64,1 % des cas.

Le contrat de sécurisation professionnelle, nouvelle mesure d'accompagnement des licenciements économiques

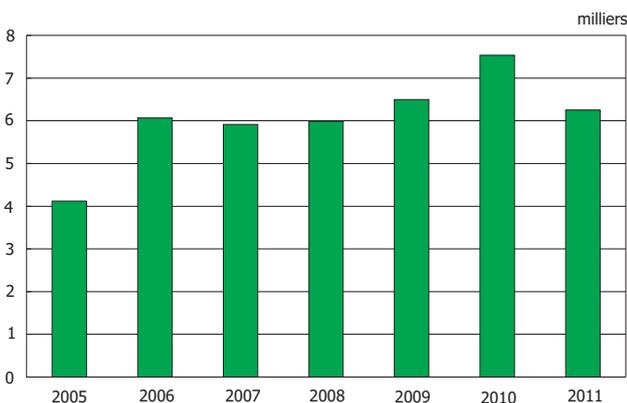
Créé au plus fort de la crise, le contrat de transition professionnelle (CTP) a été étendu le 1^{er} septembre 2011 à l'ensemble des licenciés pour raison économique. Fusionné avec le contrat de reclassement personnalisé (CRP), il prend le nom de contrat de sécurisation professionnelle (CSP).

En contrepartie, le signataire d'un CSP perçoit 80 % de son ancien salaire et bénéficie d'un suivi personnalisé. Au second semestre 2011, période de mise en place de ce nouveau dispositif, 1 041 contrats de sécurisation professionnelle ont été signés. Au cours de la même année, 3 864 CRP et 689 CTP ont été enregistrés.

Recul de l'accompagnement des jeunes

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) a bénéficié en 2011 à 6 260 jeunes. Leur nombre baisse de 17 % en 2011 après avoir fortement augmenté en 2009 (+ 8,6 %) et 2010 (+ 15,9 %).

Les entrées en contrat d'insertion à la vie sociale (Civis)



Source : Dares (séries longues)

Ce dispositif, créé dans le cadre du Plan de cohésion sociale et géré par les missions locales et les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans sans qualification professionnelle et rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Près de la moitié des signataires d'un Civis, sortant de scolarité sans CAP-BEP ou avant la terminale, ont profité d'un accompagnement renforcé.

Les femmes restent majoritaires dans ce dispositif (55,2 %).

Les sorties vers l'emploi durable (CDI ou CDD de 6 mois ou plus) restent modestes (30 % en 2011). ♦

Jacques Mothon
DIRECCTE Centre

Sources et méthode

Les données sont issues des tableaux de bord des politiques de l'emploi établis par la Dares (Tableaux de bord des politiques de l'emploi – séries longues).

Elles sont d'origines diverses : Cnasea, Pôle emploi, Dress, Dares.

Le total des entrées ne comprend que les mesures dont on connaît les valeurs départementales et postérieures au 31 décembre 1992 et qui ne font pas référence à des entrées multiples d'une même personne dans un dispositif particulier.

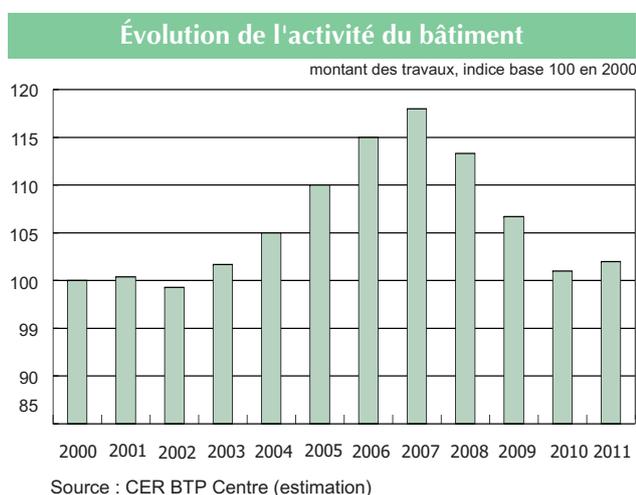
La période de référence est l'année civile. Les données sont provisoires pour les deux dernières années disponibles.

Une embellie conjoncturelle en 2011 après deux années de recul

L'activité du bâtiment et des travaux publics renoue avec une croissance modérée en 2011. Toutefois, cette amélioration conjoncturelle ne s'accompagne pas d'une franche reprise de l'emploi salarié dans les entreprises.

Bâtiment : redressement de l'activité des entreprises

Après trois années de recul, le secteur enregistre une légère amélioration. Cependant, cette dernière paraît marquer le pas au cours du quatrième trimestre 2011, selon l'opinion exprimée par les chefs d'entreprise, lors des enquêtes de fin d'année.



Près de 14 500 logements mis en chantier

La progression du marché de la construction de logements neufs constitue le point d'ancrage majeur de la reprise générale de l'activité en 2011.

Ainsi, sur l'ensemble de l'année, près de 14 500 logements sont mis en chantier, soit une augmentation de 17,1 % par rapport à 2010 (+ 21,8 % au niveau national).

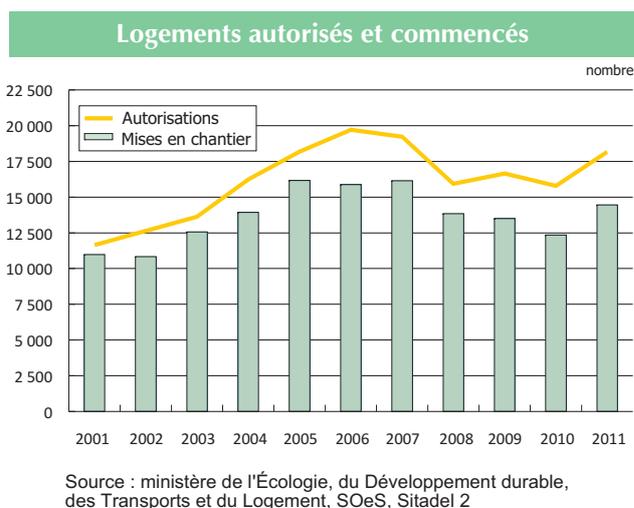
C'est dans le domaine de la construction de logements collectifs que la hausse des mises en chantier est la plus forte, portée par les deux grandes catégories de maîtres d'ouvrage intervenant sur ce secteur de l'habitat.

Cette progression s'explique à la fois par le fait que les organismes HLM ont accéléré les ouvertures de chantiers déjà programmées et que les promoteurs privés ont anticipé la suppression du dispositif fiscal Scellier d'ici 2013 en commercialisant de nouvelles opérations immobilières (+ 18,6 % par rapport à 2010), particulièrement dans les agglomérations d'Orléans et de Tours.

Dans le domaine de la maison individuelle, les évolutions, bien que positives, apparaissent plus contrastées.

Ainsi, le recul des mises en chantier sur l'habitat individuel groupé est compensé par une légère progression de celles du

secteur diffus. Les ménages accédant à la propriété sont pour les deux tiers des primo-accédants.



Une reprise modérée du marché de l'amélioration et de l'entretien

Après une année 2010 en demi-teinte le marché de l'amélioration et de l'entretien renoue avec la croissance en 2011.

La bonne mobilisation des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah) contribue à la relance des travaux réalisés. Ces crédits subventionnent les travaux sur le logement ancien des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs. Le nouveau prêt à taux zéro (PTZ +), ouvert pour 2011 au financement de l'habitat ancien, est largement sollicité par les ménages et permet une hausse de 37 % des offres de prêt.

Les résultats des différentes enquêtes d'opinion trimestrielle réalisées auprès des entrepreneurs régionaux confirment cette tendance au redressement de 2011.

Par contre, les prêts accordés aux ménages au titre de l'Éco-PTZ, dispositif spécifique mis en place en 2009 pour financer des travaux d'économie d'énergie sur l'ancien, diminuent sensiblement en 2011. Les conditions d'octroi de ces prêts sont jugées assez contraignantes par les ménages.

Opinion des entrepreneurs du bâtiment sur leur activité récente

Travaux entretien - rénovation	solde d'opinion en %			
	4 ^e trimestre 2008	4 ^e trimestre 2009	4 ^e trimestre 2010	4 ^e trimestre 2011
Logement	- 1	- 28	- 21	- 5
Bâtiment	- 5	- 38	- 28	12

Source : ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Évolution du montant de travaux neufs, d'amélioration de logements et de bâtiments

Travaux neufs et entretien (en millions d'euros)	2009	2010	2011	2011/2010 (Évolution en euros courants %)
Bâtiment logement	3 240	3 170	3 335	5
Bâtiment non résidentiel	2 140	2 085	2 140	2
Total Bâtiment	5 380	5 255	5 475	4
Travaux publics	1 525 ⁽¹⁾	1 400 ⁽¹⁾	1 480 ⁽²⁾	6

⁽¹⁾ FNTP nouvelle base statistique

⁽²⁾ estimation

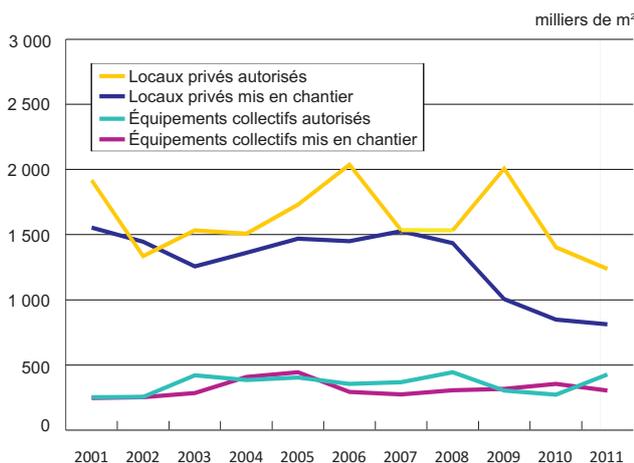
Source : CER BTP Centre (estimation, base EAE 2000)

La construction de locaux d'activité et de bâtiments publics de nouveau en recul

La construction de locaux professionnels d'activité prolonge, en 2011, la tendance à la baisse déjà constatée depuis quatre ans.

Les surfaces des bâtiments mis en chantier diminuent pour la plupart des types de locaux à l'exception des bureaux, orientés à la hausse (essentiellement en Indre-et-Loire et en Eure-et-Loir).

Surfaces mises en chantier ou autorisées pour les bâtiments non résidentiels



Source : ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, SOeS, Sitadel 2

Dans le domaine des bâtiments publics, la tendance apparaît plus incertaine, avec une diminution des surfaces des bâtiments commencés. Cependant, les perspectives d'évolution semblent a priori favorables au regard de la progression des autorisations de projets nouveaux.

Nombre d'établissements du bâtiment

	01.01.2009	01.01.2010	01.01.2011
Établissements sans salarié	6 769	8 155	8 345
Établissements avec salariés	7 899	7 731	7 787
de 1 à 9 salariés	6 616	6 469	6 545
de 10 à 49 salariés	1 196	1 167	1 151
50 salariés et plus	87	95	91
Total général	14 668	15 886	16 132

Source : Insee, Sirene (données définitives)

Travaux publics : retour de la croissance après trois années de baisse

Cette reprise du niveau d'activité est confirmée par les indicateurs de consommation de matériaux sur les chantiers de travaux publics (+ 8 % pour les granulats et + 16 % pour le béton prêt à l'emploi).

Toutefois, l'amélioration de la situation conjoncturelle constatée par les chefs d'entreprise lors des trois premiers trimestres 2011 semble marquer le pas à la fin de l'année 2011.

Malgré un carnet de commandes moyen de 5,4 mois (supérieur à celui de la fin 2010 : 4,8 mois), les entrepreneurs prévoient à court terme un nouveau retournement de tendance à la baisse de l'activité, compte tenu des actuels éléments d'incertitude liés au financement des projets d'investissement, notamment ceux des collectivités territoriales.

Une évolution différenciée des dépenses prévisionnelles d'investissement des collectivités territoriales

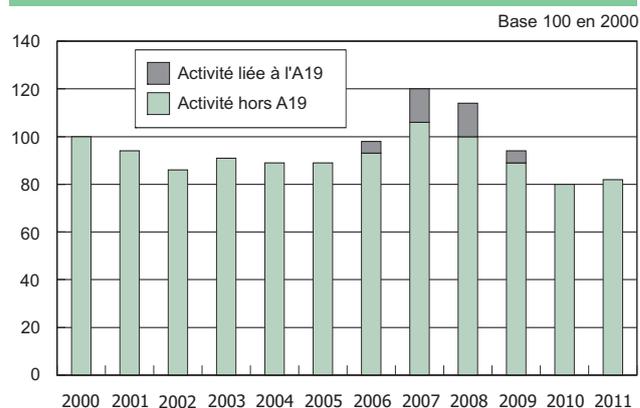
La commande de travaux impulsée par les collectivités territoriales continue de représenter près de la moitié des chantiers de travaux publics effectués dans la région.

Après le léger ralentissement des travaux effectivement réalisés en 2010 (- 3 % en euros courants) les dépenses de travaux budgétisées en 2011 progressent d'environ 4 %.

Toutefois, cette tendance régionale masque des évolutions contrastées suivant le type de collectivité considéré : ainsi les dépenses prévisionnelles sont en hausse pour les communes et syndicats inter-communaux mais en baisse pour les conseils généraux et les groupements de communes à fiscalité propre.

Les deux opérations de transport en commun en site propre des agglomérations d'Orléans (construction de la seconde ligne de tramway Est/Ouest) et de Tours (construction de la première ligne) contribuent en 2011, pour une large part, au bon maintien du niveau d'investissement global des collectivités régionales.

Évolution de l'activité des travaux publics



Source : CER BTP Centre (estimation)

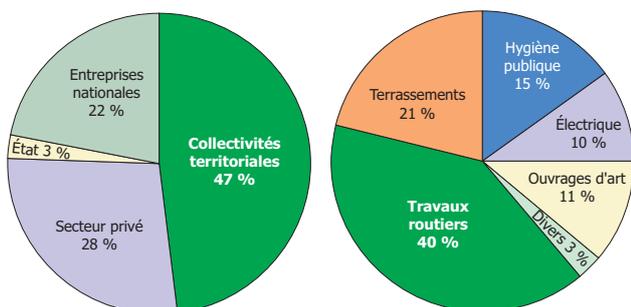
Secteur privé : un regain conjoncturel d'activité

Le niveau de la commande privée de travaux s'améliore en 2011 après le fort recul de l'année 2010.

Cette reprise d'activité des entreprises s'observe plus particulièrement dans le domaine des travaux de réseaux divers liés à la construction de logements neufs, et, dans une moindre mesure, à celui des locaux d'activité.

Le développement des zones d'activité et des zones d'aménagement concertées de la région ainsi que la réalisation des programmes de rénovation urbaine contribuent de façon significative au renouvellement des carnets de commandes des entreprises.

Répartition des travaux réalisés dans la région Centre en 2011



Source : Fédération nationale des travaux publics

Par ailleurs, le réseau autoroutier qui maille désormais le territoire de la région Centre (avec l'A10, l'A85, l'A71, l'A77 et l'A19) génère un flux croissant de travaux d'entretien et d'amélioration des chaussées et des ouvrages d'art.

Entreprises et emplois dans le bâtiment et les travaux publics : des évolutions peu marquées

Le tissu des entreprises présentes sur le territoire régional reste dense avec 16 132 établissements dans le bâtiment et 1 134 dans les travaux publics au 1^{er} janvier 2011.

Durant l'année 2011, le rythme de création d'établissements nouveaux fléchit après deux années de forte hausse, la part des auto-entrepreneurs représentant encore plus de la moitié. Parallèlement, selon les informations disponibles en milieu d'année, le rythme de défaillance ralentit.

Dans le domaine de l'emploi, les évolutions constatées en 2011 illustrent une situation économique conjoncturelle certes en amélioration, mais sans véritables perspectives de consolidation de croissance.

Nombre d'établissements de travaux publics

	01.01.2010	01.01.2011
Établissements sans salarié	505	536
Établissements avec salarié	612	598
de 1 à 9 salariés	404	386
de 10 à 49 salariés	158	160
50 salariés et plus	50	52
Total général	1 117	1 134

Source : Insee, Sirene

C'est ainsi que les effectifs permanents des entreprises ne progressent pas et se stabilisent au mieux au-dessus du seuil des 60 000 salariés.

Par contre, au niveau régional, deux tendances plus favorables se dégagent ; d'une part, une progression de près de 10 % des effectifs intérimaires employés sur les chantiers du BTP est observée, soit l'équivalent de 4 300 emplois en moyenne sur les trois premiers trimestres. D'autre part, les agences de Pôle emploi de la région Centre enregistrent une augmentation des offres liées aux métiers du BTP (contrats à durée déterminée et indéterminée). ♦

Travaux sur les grandes infrastructures

Infrastructures ferroviaires

Ligne Bourges/Saincaize (Cher) : mise en service le 11 décembre 2011 (77,3 M travaux d'électrification) ;

Ligne Chartes/Voves (Eure-et-Loir) : achèvement de la remise à niveau de la première section ; conventionnement pour travaux de régénération de la deuxième section de la ligne pour modernisation (67,5 M) ;

Ligne à grande vitesse (LGV) Tours/Bordeaux : 42,3 km dans le département de l'Indre-et-Loire (tracé : définition du fuseau des 500 m) - engagement des travaux prévus au cours du premier semestre 2012 pour une mise en service prévisionnelle à mi-2017 ;

Ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon (POCL) - organisation du débat public d'octobre 2011 à janvier 2012 - compte-rendu des débats mars 2012 (opportunité du projet ; analyse des différents tracés prévus par RFF...).

Infrastructures routières (sur routes nationales)

RN 154 - projet d'aménagement de la RN 154/RN 12 par concession autoroutière - calendrier d'action en vue de la DUP (réunions du comité de suivi) sélection du groupement de prestataires sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;

Déviations Prunay le Gillon/Allonnes (RN 154) - réalisation des travaux pour mise en service en 2013 (45,2 M de travaux).

François Bréchemier

Cellule économique régionale du BTP Centre

Une reprise menacée en fin d'année

Après un début d'année 2011 positif dans le secteur du transport de marchandises, l'activité ralentit sensiblement au second semestre. L'emploi se stabilise et les immatriculations de véhicules retrouvent leur niveau antérieur à l'instauration de la prime à la casse. Par ailleurs, de grands projets d'infrastructures devraient impacter l'économie locale dans les années à venir.

De par sa situation au sud de la région parisienne, le Centre reste un pôle logistique important.

Baisse des flux de marchandises

En 2011, la part de la région dans les flux nationaux totaux s'accroît, représentant 5,8 % du total de tonnes-kilomètres (tkm) contre 5,7 % l'an passé. Le niveau total des flux concernant la région atteint 16 milliards de tkm, soit une baisse de 1,2 % par rapport à 2010. Si la fin d'année 2010 et les deux premiers trimestres de 2011 présentent un fort rebond, sur la seconde partie de l'année la tendance s'inverse, pour rejoindre les niveaux de la crise de 2009.

Le trafic interne est en hausse (+ 8 %), alors que le trafic externe (échanges inter-régionaux) baisse. Avec 6,1 % du total national de ce dernier, le Centre est la quatrième région française derrière Rhône-Alpes, Île-de-France et Pays de la Loire. En 2011, les principales régions partenaires restent l'Île-de-France (22 % des envois régionaux et 19 % des réceptions) et les Pays de la Loire (14 et 11 %). Le Centre bénéficie de sa position de carrefour à l'entrée de l'Île-de-France, avec des liaisons particulières vers l'ouest et le sud-ouest (Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Bretagne, Normandie...).

La progression annuelle des exportations régionales reste élevée en 2011 : + 10,2 % après + 12,8 % en 2010, pour des évolutions nationales respectives de + 8,3 % et + 13,9 %.

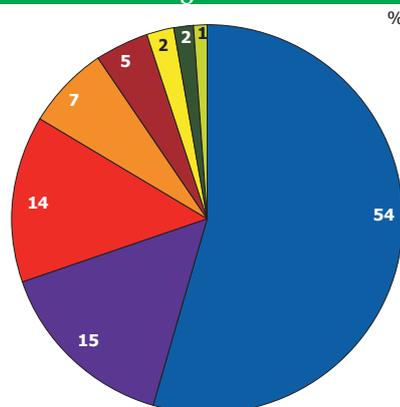
Les importations croissent plus vite qu'à l'échelon national : + 13,8 % après + 8,4 % en 2010, pour respectivement + 11,5 % et + 14 % l'année précédente.

Il en résulte une balance commerciale régionale qui reste positive, mais au solde fortement réduit : + 465 millions d'euros (M€) après + 896 milliards d'euros (Md€) en 2010.

En 2011, la part des pays de l'espace communautaire dans les importations régionales augmente de 5 points pour atteindre 67,7 %, tandis que celle de l'Asie passe de 22 à 18 %. La part de l'Europe progresse également pour les exportations (+ 0,8 %).

Les industries pharmaceutique et cosmétique soutiennent de façon marquée les échanges extérieurs de la région. Respectivement 19,6 et 15,5 % des exportations nationales incombent au Centre.

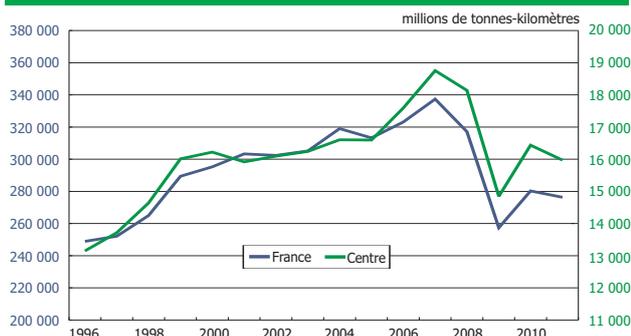
Part dans les flux internationaux de la région Centre



■ Zone euro ■ Autres pays de l'UE ■ Europe hors UE ■ Asie
■ Amérique ■ Afrique ■ Proche et Moyen-Orient ■ Divers

Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Chiffres du commerce extérieur

Évolution des flux totaux de 1996 à 2011



Sources : SOeS ; Sitram 2011

Stabilisation de l'emploi

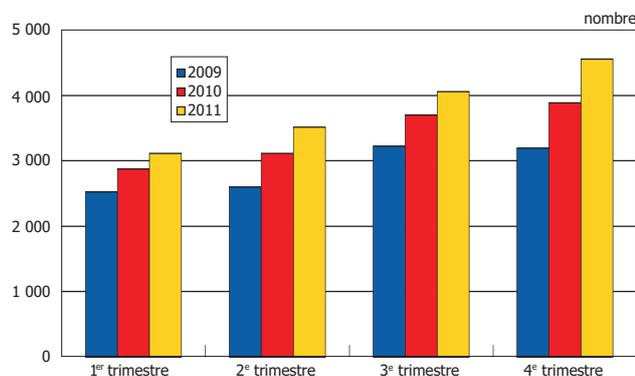
Avec un effectif de 50 280 salariés (hors intérim), le secteur du transport et de l'entreposage semble se stabiliser en 2011 : - 0,3 %, après la baisse de 1,0 % enregistrée l'année précédente.

Sur l'année 2011, près de 15 700 demandeurs sont inscrits à Pôle emploi (en catégorie A, en données brutes) dans ce secteur : c'est 2,0 % de moins par rapport à 2010, contre une hausse de 1,8 % tous secteurs confondus.

Pôle emploi a collecté 3 233 offres d'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage (données brutes), en

augmentation de 12,6 %. Près de six sur dix sont des offres durables. Par ailleurs, 137 505 contrats de travail temporaire ont été conclus, soit l'équivalent de 15 231 emplois en temps plein (ETP), correspondant à une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente.

L'intérim dans le transport en région Centre (ETP)



Sources : Dares ; Direccte Centre, SESE

Fin de la prime à la casse, retour des immatriculations à leur niveau de 2008

Au niveau national, malgré un redressement du marché des voitures particulières neuves au deuxième semestre 2011, le nombre d'immatriculations baisse de 2,2 % par rapport à 2010. Dans le Centre, 73 808 véhicules neufs ont été vendus en 2011, atteignant le niveau de 2008 (avant la mise en place de la prime à la casse), soit une baisse de 3,8 % par rapport à 2010. Au niveau départemental, le Loiret, l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire concentrent 69,4 % des immatriculations de véhicules particuliers de la région, contre 67,7 % en 2010.

Les achats de poids lourds (PL) neufs progressent de 37,1 % en 2011 au niveau national, la région fait un peu

mieux avec + 38,4 %. Les immatriculations de véhicules utilitaires légers (VUL) neufs sont en baisse de 4,1% en 2011, pour une augmentation nationale de 3,1 %. Là également, le Loiret, l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire totalisent 71,7 % des immatriculations neuves régionales de VUL.

Réseaux routiers et ferroviaires : grands projets en perspective

L'année 2011 est marquée, en région Centre, par l'avancement de plusieurs projets d'envergure nationale. Le débat public sur le projet de ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Orléans-Clermont-Lyon (POCL) s'est achevé le 31 janvier 2012.

Par ailleurs, l'inauguration de l'électrification de la ligne Bourges-Saincaize, itinéraire de fret européen (transversale Nantes-Lyon) a eu lieu. Le réseau régional compte actuellement 2 184 km de lignes exploitées, dont 1 052 km électrifiées, 509 km de voies de service, 207 gares et haltes voyageurs et 177 installations terminales embranchées (ITE).

Pour le domaine routier, le projet d'aménagement des RN 154 et 12 en Eure-et-Loir par mise en concession s'est poursuivi. Il est inscrit au projet de Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) au titre des projets visant à améliorer la sécurité routière. À fin 2011, le réseau routier national, en région Centre, compte 347 kilomètres de routes nationales et 982 km d'autoroutes, dont 121 km d'autoroutes non concédées.

La croissance annuelle moyenne du trafic autoroutier est de 1,2 % sur les huit dernières années. En 2011 sa progression ralentit (+ 0,7 %) après avoir suivi une croissance progressive (+ 1,1 % en 2009 puis + 1,6 % en 2010) consécutive au recul de 2008 (- 1,9 %). ♦

Service Déplacements, Infrastructures et Transports – DREAL Centre

Immatriculations des véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers ⁽¹⁾		Véhicules industriels à moteur ⁽²⁾		Ensemble immatriculations ⁽³⁾	
	2011	Évolution 2011/2010	2011	Évolution 2011/2010	2011	Évolution 2011/2010	2011	Évolution 2011/2010
Cher	8 313	- 6,2	1 624	- 2,9	276	27,2	10 226	- 5,5
Eure-et-Loir	14 384	- 1,0	2 931	- 0,8	414	77,7	17 752	0,0
Indre	5 763	- 0,3	1 103	- 5,2	223	34,3	7 094	- 0,2
Indre-et-Loire	16 596	- 0,3	4 492	- 5,0	324	62,8	21 508	- 0,5
Loir-et-Cher	8 501	- 15,9	1 697	- 13,7	222	- 1,3	10 448	- 15,2
Loiret	20 251	- 2,4	4 425	- 1,1	486	33,2	25 218	- 1,7
Centre	73 808	- 3,7	16 272	- 4,1	1 945	38,4	92 246	- 3,2
France métropolitaine	2 160 920	- 2,2	425 298	3,1	49 461	37,1	2 642 467	- 0,8

⁽¹⁾ camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC

⁽²⁾ camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers

⁽³⁾ y compris immatriculations de transports en commun

Source : SOeS, Fichier central des automobiles (données brutes)

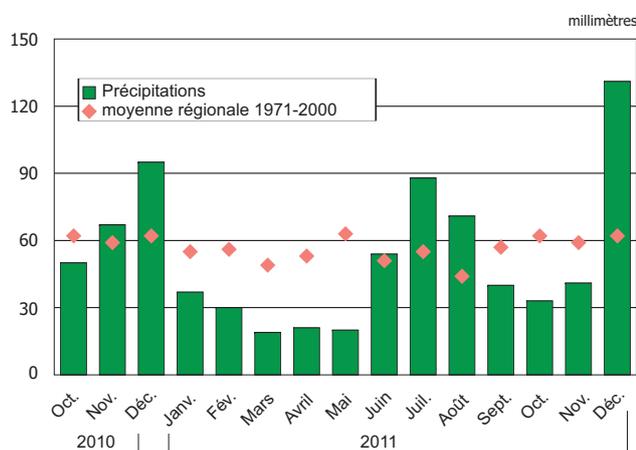
Une production limitée mais de bons niveaux de prix

L'année 2011 a été marquée par un déficit pluviométrique au printemps, qui laissait augurer une forte limitation de la production des cultures d'hiver. Finalement, les pluies de juillet et la fraîcheur de l'été ont été bénéfiques, favorisant notamment le maïs. Les prix se sont maintenus à un niveau élevé, en dépit d'une baisse après un début 2011 au sommet. Pour les cultures légumières l'année 2011 a été plus défavorable que 2010 : la récolte précoce, la concurrence étrangère, la crise de la bactérie E. Coli, et les températures fraîches de juillet ont éprouvé le marché. Les fruits à pépins ont également pâti de leur précocité en début de campagne.

Le marché des bovins a été dopé en fin d'année par le dynamisme des exportations qui ont soutenu les prix à un bon niveau. Les coûts de production ont continué de s'accroître, sous l'effet de la hausse ininterrompue du pétrole et des prix élevés des consommations intermédiaires.

Les productions végétales ont été fortement perturbées par le climat : un printemps atypique, figurant parmi les plus chauds et plus secs depuis cinquante ans, suivi d'un été frais et humide. L'été a limité les dégâts du printemps, et a été finalement bénéfique au maïs.

L'été humide succède à un printemps très sec



Source : Météo France

Des rendements variables

La production de céréales diminue de plus de 6 % dans le Centre en 2011 (4 % au niveau national) sous l'effet du recul de la production des céréales à paille et malgré une récolte record de maïs grain dans la région. Celle-ci est supérieure de 12 % à celle de 2010 (+ 8 % en moyenne nationale), grâce à une augmentation des surfaces conjuguée à des rendements élevés. Les rendements de céréales perdent globalement cinq quintaux par hectare (q/ha) en 2011, sous l'effet de la séche-

resse du printemps. Les rendements de blé tendre, très hétérogènes, sont plus affectés par la sécheresse au nord de la région qu'au sud. Ils s'établissent à 63 q/ha, soit 5 points de moins que la moyenne quinquennale. Ils répondent correctement aux besoins des boulangers en termes de qualité. La récolte d'oléagineux gagne 17 %, en raison d'une forte augmentation des surfaces et de rendements corrects. La récolte de colza est bonne, l'accroissement des surfaces compensant un rendement plus faible qu'en 2010.

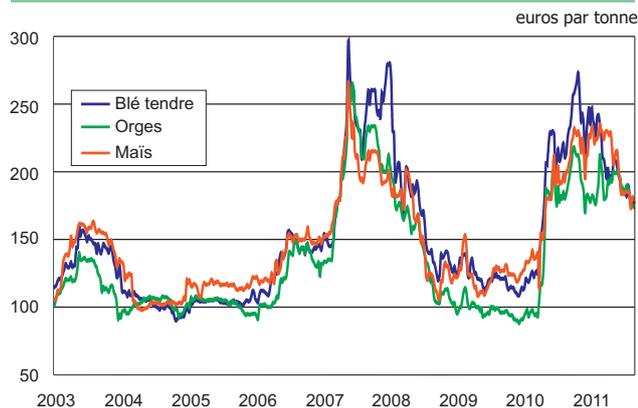
La pomme de terre et la betterave gagnent chacune 7 % en volume, la betterave multipliant les années record de récolte. Elle affiche en 2011 un rendement de 1 020 q/ha, soit 15 points de plus qu'en 2010 : les pluies d'août ont accéléré la pousse et la chaleur de fin septembre a augmenté la richesse en sucre.

Maintien des prix

Sauf pour les fruits et légumes, les prix de l'année 2011 se sont avérés meilleurs que ceux de la campagne précédente. Le marché intérieur est d'un bon niveau et les prix à la production sont soutenus par une demande croissante, à la fois en produits bruts et en produits transformés. Cependant, le prix d'achat des intrants a augmenté de près de 13 % en moyenne, le prix de l'énergie a notamment crû de plus de 25 %.

Les prix des grandes cultures sont restés quasiment stables depuis la campagne précédente (- 0,2 %) : ceux du blé tendre se tassent dès juillet 2011. Ils avaient atteint un sommet en janvier, après avoir grimpé depuis mi-2010. Globalement, le cours de l'orge s'est maintenu à son niveau de 2010. Celui des oléagineux et des protéagineux est également resté stable. En outre, les craintes sur la baisse de la récolte américaine de maïs ont soutenu les cours, supérieurs à ceux du blé tendre.

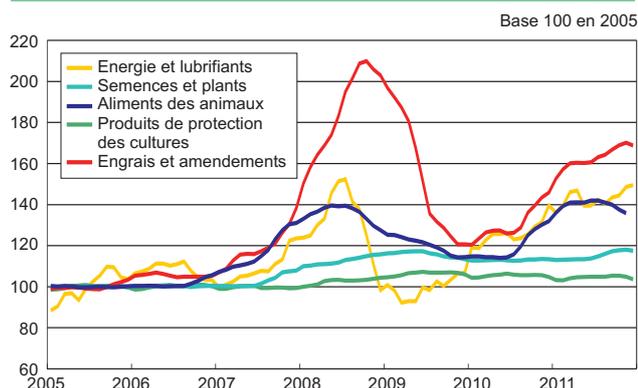
Les cours des céréales renouent avec un niveau élevé



Source : FranceAgrimer

Depuis septembre, les cours des céréales et des oléagineux ont reculé sur les marchés intérieur et mondial, en raison de la reprise des exportations des pays de la mer Noire et du ralentissement de l'économie mondiale.

Hausse des engrais et de l'énergie



Source : Agreste, indice des prix d'achat des moyens de production (IPAMPA)

Une année mitigée pour les productions de fruits et légumes

Les campagnes fruitière et légumière ont été rendues difficiles par l'accentuation de la concurrence étrangère, qui s'est télescopée avec la présence sur les marchés des produits précoces en raison de l'ensoleillement du printemps. La crise du concombre provoquée par les dégâts de la bactérie E. Coli, attribuée à tort à l'Espagne, a semé le doute chez les consommateurs, qui ont boudé d'autres crudités comme la tomate, dès juin 2011. En outre, les conditions climatiques de l'été, ont déplacé la demande de légumes crus vers des produits à cuire, comme la courgette.

Les récoltes précoces de salades (en avril) ajoutées à l'arrivée des cueillettes de l'ensemble des bassins de production ont conduit à une abondance de l'offre, face à une demande ténue, qui a perduré avec les conditions humides de l'été.

Les producteurs ont été contraints de pratiquer des destructions à plusieurs reprises en juin et juillet.

Le marché du concombre s'est redressé en fin de campagne, mais celui de la tomate a persisté dans le marasme. La courgette et le poivron ont bien résisté.

La fraise, présente sur les marchés dès fin avril, s'est trouvée malmenée en début de campagne par l'arrivée précoce des fruits à noyau sur le marché. Puis sa situation s'est rétablie en fin de campagne, faisant ainsi de 2011 une année classique équilibrée en prix et production.

La campagne des pommes et des poires s'est déroulée avec quelques difficultés : en été, report précoce de la consommation sur les fruits à noyau, préférence pour les agrumes en fin d'année. En outre, le prix élevé de la poire a entraîné la défaveur des consommateurs.

En 2011, la vendange est de bonne qualité. Elle s'est réalisée de manière précoce grâce aux conditions climatiques du printemps qui ont réveillé la végétation avec une vingtaine de jours d'avance. La production régionale est estimée quasiment équivalente à celle de 2010.

Les vins de Touraine ont pâti de l'arrivée de la flavescence dorée, jusque-là présente dans le sud de la France. Cette maladie fait l'objet d'un suivi par un réseau d'épidémiologie-surveillance.

Le marché des vins d'appellation de la région est favorablement orienté : leur consommation progresse, le commerce extérieur confirme et poursuit sa reprise. Les échanges sont nombreux avec l'Asie, surtout la Chine, moins avec ceux de l'Union européenne.

La conjoncture laitière orientée favorablement

En 2011, les producteurs de lait de vache bénéficient d'une conjoncture favorable. La production, dynamique tout au long de la campagne, affiche une hausse de 6,7 % par rapport à 2010. Le prix payé aux producteurs s'est également accru, gagnant 6 % par rapport à l'année précédente. L'impact de la sécheresse a été atténué par les pluies estivales qui ont favorisé la repousse de l'herbe.

Pour le lait de chèvre, la situation a été très mitigée, les volumes sont quasiment stables, gagnant environ 1 % sur l'année. Le prix diminue nettement, perdant 3,2 % en un an, sous l'effet du fort recul de la consommation de fromage de chèvre, en raison de la crise économique. La situation est difficile pour les éleveurs, qui subissent la flambée des cours du pétrole et le niveau élevé du cours des céréales.

Les prix des bovins soutenus par les échanges extérieurs

Les abattages de gros bovins ont été plus volumineux en 2011 qu'en 2010, en raison de l'amélioration des prix à la production et de l'accroissement des débouchés à l'export.

Les abattages de bovins régionaux progressent de 12 % (en tonnes), plus qu'en moyenne nationale (2 %). En raison de l'inquiétude d'une insuffisance de fourrages liée à la sécheresse du printemps, certains éleveurs ont

Recensement agricole 2010

En 2010, la région Centre compte 25 080 exploitations agricoles qui valorisent 2,3 millions d'hectares. Le Centre est désormais la première région agricole en matière de surface cultivée, devant Midi-Pyrénées. La production agricole emploie près de 49 000 personnes. Le nombre d'exploitations s'est réduit d'un quart en dix ans. Les adaptations aux nouvelles techniques de production se sont accompagnées d'un gain de productivité dépassant 24 %. Ainsi, dans le Centre, une unité de travail annuel (UTA) agricole valorise 61 hectares, pour 49 hectares en 2000.

Les chefs d'exploitation constituent le pilier de la main-d'œuvre agricole. Ils assurent 59 % du volume de travail, soit 2 points de plus que dix ans plus tôt. Mais

l'agriculture est de moins en moins une affaire de famille. La participation familiale baisse significativement en dix ans en fournissant en 2010 à peine 9 % du volume de travail, contre 14 % en 2000. Les épouses d'exploitants, historiquement fortement impliquées, sont de moins en moins associées à la vie de l'exploitation. Cette évolution s'accompagne d'un accroissement du salariat, qui assure 22 % du volume de travail régional en 2010, contre 19 % dix ans plus tôt.

La région reste en tête pour la production de céréales, mais la diversification des cultures ne se dément pas. Elle est troisième pour la production de légumes de plein champ destinée au marché du frais.

réduit leur cheptel. Ce rythme soutenu des abattages s'est poursuivi jusqu'en octobre, renouant ensuite avec un niveau plus classique.

La demande extérieure a atteint un bon niveau, portée par les pays méditerranéens, Liban ou Maghreb. Elle a dopé les cours qui ont été toute l'année bien supérieurs à ceux de 2010. Le marché turc s'est ouvert aux jeunes bovins, dont les prix se sont appréciés en hausse de 9 % par rapport à 2010.

Le cours des broutards est resté stable, soutenu par la vive demande de la Turquie. Il s'est ainsi affranchi de la baisse saisonnière du second semestre.

Les abattages de porcs ont augmenté de 7 % en un an. En moyenne nationale, ils sont restés quasiment stables. Sur l'année 2011, le cours dépasse celui de 2010, dopé par la demande asiatique en croissance. Cependant, la hausse du coût des aliments pénalise la rentabilité des élevages.

Jacqueline Dussin
Draaf Centre

Les touristes français plus nombreux en région Centre

L'activité touristique 2011 enregistre une hausse modérée du nombre de nuitées hôtelières après une quasi-stabilité en 2010. La clientèle française est venue un peu plus nombreuse, notamment dans les hôtels haut et bas de gamme. Dans l'hôtellerie de plein air, la fréquentation croît légèrement, grâce aux touristes français. L'activité des gîtes ruraux est stable après trois années de bonnes progressions.

La région Centre dispose d'un important patrimoine touristique. Elle propose aux touristes un large choix d'activités conjuguant nature, culture et loisirs.

durant la saison estivale 2011 (- 0,4 %), les touristes français se concentrant plutôt sur la fin d'année (+ 2,9 % par rapport à la même période de 2010).

L'offre touristique en région Centre

L'offre touristique en région Centre	
Les hébergements	nombre d'établissements
Les hébergements marchands	4 048 structures (hôtels, gîtes...) capacité d'accueil 130 300 lits
Les hébergements non-marchands	80 383 résidences secondaires capacité d'accueil 402 000 lits
Les activités touristiques	nombre d'établissements
Le fluvial	74 bateaux en activité
Les sites de visites (monuments, musées et sites)	plus de 500 sites ouverts au public
Les offices de tourisme	169 offices et points d'information

Sources : Insee, Recensement de la population 2008 ; comité régional du Tourisme au 31.12.2011 ; Tourinsoft

Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels selon le type de clientèle

	milliers, %	
	Nombre de nuitées en 2011	Taux d'évolution 2011/2010
	Centre	Centre Métropole
Ensemble de la clientèle	5 660	1,1 3,2
Clientèle française	4 352	1,5 3,5
Clientèle étrangère	1 308	- 0,2 2,4

Sources : Insee, Enquête de fréquentation hôtelière ; DGCIS ; comité régional du Tourisme

Une offre d'hébergement diversifiée et stable

La capacité d'hébergement hôtelier (nombre de chambres offertes) enregistre en 2011 une baisse de 4,7 %. Le nombre d'emplacements dans l'hôtellerie de plein air a par contre légèrement augmenté (21 800 emplacements).

L'Indre-et-Loire (30 %) et le Loiret (24,6 %) regroupent la majorité des chambres offertes dans les hôtels. Les établissements de 2 et 3 étoiles, en représentent la part la plus importante, respectivement 49,5 et 23,7 %.

Dans l'hôtellerie de plein air, l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher concentrent le nombre d'emplacements le plus élevé, avec respectivement 25,5 et 24,7 % du total régional. Là encore, la capacité d'accueil se concentre sur les structures de 2 et 3 étoiles. Les emplacements locaux offerts continuent de progresser (+ 3,8 %) au détriment des emplacements nus.

L'offre régionale labellisée « Gîtes de France » évolue différemment selon le type d'hébergement observé. Ainsi, celle de gîtes ruraux est stable par rapport à 2010, alors que celle de chambres d'hôtes est en légère baisse. Comme l'an passé, l'offre évolue en qualité (montée en gamme) : diminution des hébergements de 1 à 3 épis au bénéfice de ceux de 4 et 5 épis.

Une hausse modérée de la fréquentation hôtelière

La fréquentation hôtelière de la région Centre, stable en 2010 (- 0,2 %), augmente cette année (+ 1,1 %), moins qu'au niveau national (+ 3,2 %). Les clientèles française et étrangère sont venues moins nombreuses

Au final, la clientèle française a été plus nombreuse de 1,5 % en 2011 et représente 77 % des nuitées. En augmentation l'année passée (+ 1,4 %), la fréquentation étrangère stagne (- 0,2 %). Le Royaume-Uni conserve sa première position avec 19,2 % des nuitées, loin devant l'Allemagne et les Pays-Bas (11 % chacun environ).

Le nombre de nuitées des touristes belges (+ 6,2 %) et allemands (+ 4,7 %) s'est accru ; au contraire, la fréquentation des autres nationalités a baissé, notamment celle des américains (- 3,2 %) et des japonais (- 5,3 %) alors qu'elle avait progressé entre 2009 et 2010.

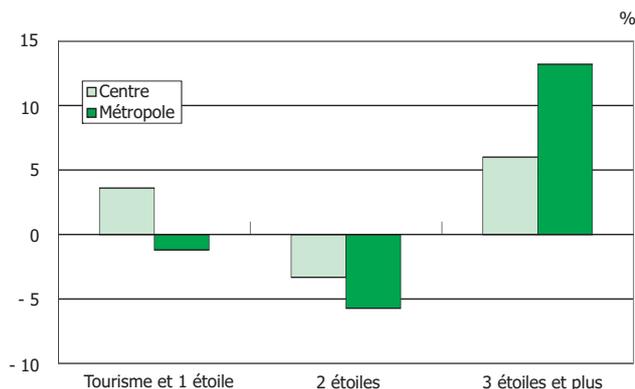
Part de la clientèle étrangère selon les principales nationalités

	%	Évolution 2011/2010
Royaume-Uni	19,2	- 3,5
Allemagne	11,2	4,7
Pays-Bas	10,5	- 5,2
Belgique	9,9	6,2
États-Unis	8,3	- 3,2
Espagne	7,1	- 5,9
Italie	7,0	- 6,5
Japon	6,1	- 5,3

Sources : Insee, Enquête de fréquentation hôtelière ; DGCIS ; comité régional du Tourisme

En 2011, les clients délaissent les hôtels classés 2 étoiles pour l'hôtellerie économique (+ 3,6 %) quand, au niveau national, la fréquentation des établissements sans ou avec 1 étoile chute (nouvelles normes de classement). La baisse du nombre de nuitées dans les hôtels de 2 étoiles se confirme sur l'ensemble du territoire. Les hôtels haut de gamme voient cette année encore leur fréquentation augmenter de plus de 6 % dans la région et du double en métropole.

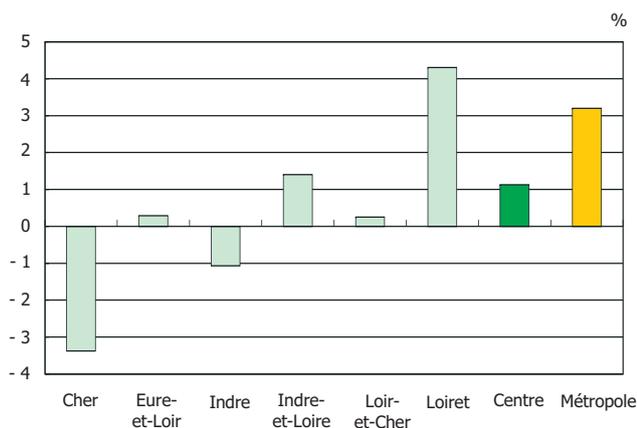
Évolution du nombre de nuitées selon la catégorie d'hôtel (2011/2010)



Sources : Insee, Enquêtes sur la fréquentation touristique ; DGCIS ; comité régional du Tourisme

En 2011, la hausse du nombre de nuitées est la plus forte dans le Loiret et l'Indre-et-Loire, respectivement 4,3 et 1,4 % (après - 0,7 % et - 2,3 % en 2010). L'évolution de la fréquentation dans le Loir-et-Cher reste positive (+ 0,3 %). Elle est de même ampleur dans l'Eure-et-Loir après une percée en 2010 (+ 5,5 %). Elle continue de diminuer dans l'Indre, et plus significativement dans le Cher (- 3,4 %).

Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels (2011/2010)



Sources : Insee, Enquêtes sur la fréquentation touristique ; DGCIS ; comité régional du Tourisme

La durée moyenne de séjour en hôtel est stable par rapport à 2010 (1,4 nuit) ; les étrangers y restent un peu plus longtemps que les français.

Stabilité pour l'hôtellerie de plein air

L'activité de plein air progresse légèrement dans la région (+ 0,7 % contre + 2,8 % au niveau national) durant la saison 2011 après une hausse plus sensible l'an dernier. Les nuitées étrangères restent majoritaires malgré un repli de 2 % (+ 0,4 % à l'échelon national), les nuitées françaises croissant de 3,7 % en un an.

Dans la région, la moitié des nuitées étrangères sont le fait de hollandais. Les anglais sont toujours présents (un quart des nuitées étrangères), suivis par les allemands (9 %) et les belges (7 %).

Le nombre de nuitées espagnoles (+ 6,3 %) et anglaises (+ 4,6 %) a progressé entre 2010 et 2011 tandis que la fré-

quentation des belges subit une forte baisse (- 10,5 %) et que les nuitées allemandes restent stables.

Évolution du nombre de nuitées dans les campings

	Nombre de nuitées en 2011 (milliers)		Taux d'évolution 2011/2010 (%)	
	Centre	Métropole	Centre	Métropole
Ensemble de la clientèle	1 783	1 783	0,7	2,8
Clientèle française	864	864	3,7	4,1
Clientèle étrangère	919	919	- 2,0	0,4

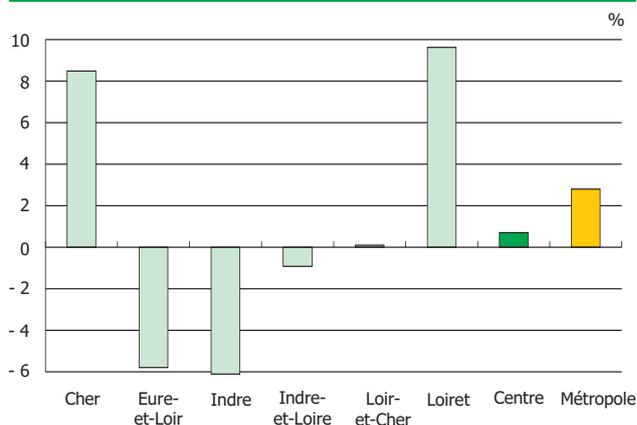
Sources : Insee, Enquête de fréquentation dans les campings ; DGCIS

L'engouement pour les emplacements locatifs en 2010 (+ 16 %) s'essouffle en 2011 (- 4,7 %), après plusieurs années de forte hausse, contrairement à la tendance nationale. Le nombre régional de nuitées dans les emplacements nus augmente de 3 % à l'inverse de la tendance métropolitaine. La clientèle française privilégie les emplacements locatifs en 2011 (+ 7,8 %, pour une évolution de 1,9 % sur les emplacements nus) alors que la clientèle étrangère est moins présente (- 16,5 %).

Le Cher enregistre cette année une progression du nombre de nuitées de 8,5 % après une saison 2010 très difficile. De la même façon, le Loiret bénéficie d'une saison 2011 propice. Au contraire, dans l'Eure-et-Loir, la fréquentation baisse alors qu'elle avait crû de 17 % la saison précédente. L'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher restent stables. Dans l'Indre, la diminution du nombre de nuitées se poursuit en s'accroissant cette année.

Les touristes, français ou étrangers, séjournent en moyenne 3,1 nuits dans les campings. La durée est plus longue sur les emplacements locatifs (5,6 nuits).

Évolution du nombre de nuitées dans les campings

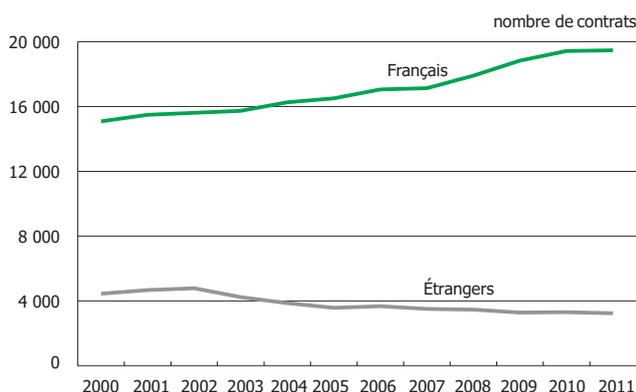


Sources : Insee, Enquête de fréquentation hôtelière ; DGCIS ; comité régional du Tourisme

Maintien du nombre de contrats dans les gîtes ruraux

En 2011, le nombre de contrats se maintient après une forte hausse les trois années précédentes. Une stabilité de la clientèle française est observée, même si la fréquentation issue des principaux bassins émetteurs n'est pas totalement favorable, avec une baisse de 3 % des contrats franciliens et une stabilité de la clientèle originaire du Centre. La clientèle étrangère diminue légèrement (- 2 %). Cette tendance concerne l'ensemble des nationalités, excepté les allemands (+ 7 %) et les suisses (+ 9 %). Les bri-

Évolution de l'activité des gîtes ruraux de la région Centre (en service de réservation)



Sources : CRT ; CDT ; OET, Services de réservation

taniques restent néanmoins la première clientèle étrangère des gîtes ruraux.

En région Centre, la durée moyenne de location des gîtes ruraux en service de réservation reste stable par rapport à 2010, environ 19 semaines. Les évolutions diffèrent suivant les départements ou les catégories. La moyenne de fréquentation varie de 14 semaines dans les gîtes du Loir-et-Cher à 29 semaines dans ceux du Loiret. ◆

L'itinéraire de « La Loire à Vélo »

Grâce aux nombreux aménagements de ces dernières années, l'itinéraire de « La Loire à Vélo » s'est beaucoup développé, proposant aujourd'hui 800 km de voies aménagées. La région Centre dispose de neuf compteurs à boucles électromagnétiques permettant d'enregistrer les passages de vélos de Couargues (Cher) à Candes-Saint-Martin (Indre-et-Loire).

En 2011, près de 348 000 passages de vélos sont recensés, soit une progression de 15 % par rapport à l'an passé (à échantillon comparable). Cette activité de plein air a largement bénéficié d'un printemps à la météo quasi estivale et d'une belle arrière saison.

Progression de la fréquentation des monuments et des sites touristiques

En 2011, plus de 8,6 millions de visiteurs fréquentent les monuments, sites et musées de la région Centre, soit une progression de 5,2 % par rapport 2010.

Les monuments accueillent près de 5 millions de personnes, soit 5,6 % de plus que l'an passé. La fréquentation des musées, également en hausse (+ 1,6 %), dépasse 1,4 million de visiteurs. Les autres sites de la région attirent aussi nombre de visiteurs (environ 2,2 millions, soit une hausse de fréquentation de 6,7 %).

Fréquentation des dix premiers monuments et sites touristiques en région Centre

Organisme	Département	nombre d'entrées, %		
		2010	2011	Évolution 2011/2010
Château de Chambord	Loir-et-Cher	729 551	779 431	7
Zo parc de Beauval	Loir-et-Cher	530 000	600 000	13
Domaine régional et festival international des jardins - Chaumont sur Loire	Loir-et-Cher	345 614	357 952	4
Château et jardins de Villandry	Indre-et-Loire	329 411	348 569	6
Château de Cherverny	Loir-et-Cher	nd	340 000	nd
Château de Blois et musées	Loir-et-Cher	262 301	287 723	10
Château d'Azay-le-Rideau	Indre-et-Loire	272 223	286 478	5
Forteresse de Chinon	Indre-et-Loire	121 679	133 763	10
Parc floral de la Source Orléans	Loiret	109 182	126 771	16
Château de Langeais	Indre-et-Loire	102 458	108 587	6
Parc et Château de Valencay	Indre	110 000	98 714	- 10

Tableau établi sur la base des répondants à l'enquête

nd = non diffusable

Attention, les données individuelles de certains châteaux sont confidentielles : leurs chiffres sont pris en compte dans la fréquentation globale mais ils ne figurent pas dans le tableau présentant la fréquentation des 10 premiers monuments et sites de la région.

Sources : comité régional du Tourisme ; OET ; CDT

Pascale Haye-Delise Insee Centre

en collaboration avec le Pôle étude et veille marketing du comité régional du Tourisme Centre-Val de Loire

Sources et définitions

Les informations relatives à l'offre touristique pour les hôtels et campings sont issues du recensement de la population (Insee) et des hébergements touristiques (direction du Tourisme).

Les données relatives à l'offre régionale en hébergement marchand classé ou labellisé et aux activités touristiques proviennent du comité régional du Tourisme (CRT) Centre-Val de Loire.

Les autres données sont issues de deux enquêtes de fréquentation que l'Insee réalise chaque mois, l'une auprès des hôtels, l'autre auprès des campings classés tourisme. Ces enquêtes ont été mises en place grâce à un partenariat national entre la direction du Tourisme et l'Insee.

Dans ce cadre national, l'enquête sur les hôtels ne concerne qu'un échantillon. En région Centre, le CRT Centre-Val de Loire et l'Insee collaborent afin de rendre exhaustive cette enquête et d'en améliorer le mode d'interrogation.

Le CRT Centre-Val de Loire, en partenariat avec les comités départementaux du Tourisme (CDT) et les observatoires économiques départementaux, réalise une enquête sur la fréquentation des gîtes adhérent aux services de réservation départementaux, soit près des trois quarts du parc régional. À noter que dans le cas de l'Eure-et-Loir et de l'Indre, les chiffres de fréquentation regroupent

les meublés « Clévacances » et les gîtes ruraux « Gîtes de France ». Ces organismes réalisent également une enquête sur la fréquentation des monuments, des musées et des sites touristiques de la région.

Nouvelles normes de classement, la réforme du classement hôtelier résulte de la loi n°2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques. Cette réforme porte sur deux grands axes : la refonte des critères et la procédure de classement. Le 23 juillet 2012, l'ancien classement devient caduc. Ainsi, les établissements changent progressivement de catégorie. Les évolutions peuvent donc en être affectées. À titre d'exemple, moyennant quelques aménagements l'ensemble des Ibis classés 2 étoiles suivant les anciennes normes passe progressivement en 3 étoiles, les Novotel anciens 3 étoiles deviennent des 4 étoiles.

La fréquentation dans les hôtels et campings est observée en « **nuitées** » : nombre total de nuits passées par les clients des hôtels et des campings.

Durée moyenne de séjour : rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées

Saison estivale : de mai à septembre

Fin d'année : d'octobre à décembre

Repli dans l'industrie après un bon début d'année

L'activité est dynamique en début d'année. À partir du deuxième trimestre 2011, en cohérence avec l'évolution nationale, la croissance de l'activité industrielle se réduit pour retrouver son rythme de long terme. Sur l'année, l'emploi industriel diminue de 0,8 %, sa plus faible perte depuis 2002, mais cette évolution est moins favorable qu'au niveau national. Les créations d'entreprise se réduisent dans l'industrie, principalement parmi les entreprises classiques.

En France, l'année 2011 commence dans un climat économique favorable dû à la reprise économique de 2010 et à des reconstitutions marquées des stocks en produits manufacturés. À partir du deuxième trimestre 2011, la production industrielle diminue légèrement. En effet, la croissance se réduit en Europe et devient négative au quatrième trimestre. De plus, au deuxième trimestre, les conséquences de l'accident survenu au Japon se font sentir à l'international, particulièrement dans l'industrie en raison de difficultés d'approvisionnement de certains composants. En région Centre, l'industrie perd des emplois, alors que l'emploi industriel au niveau national reste stable. La situation régionale est la plus défavorable dans l'industrie agro-alimentaire et dans le matériel de transport.

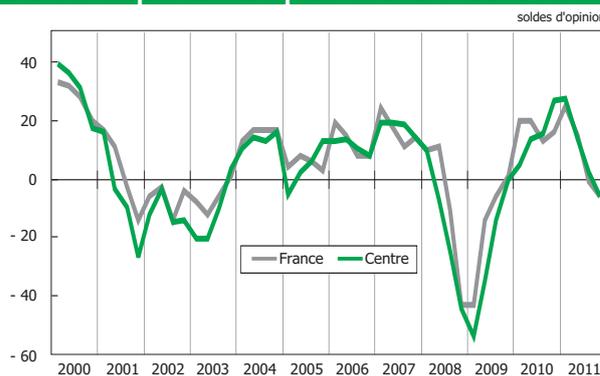
Ralentissement de l'activité en fin d'année

Au premier trimestre, l'opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'activité et la demande reste largement positive, en cohérence avec les évolutions françaises et européennes. Seul le secteur de la fabrication de matériel de transport enregistre une activité en diminution au premier trimestre, avec la fin des mesures de soutien, telle la prime à la casse.

L'activité devient moins dynamique à partir de la fin du premier trimestre. Les enquêtes de conjoncture réalisées dès cette date indiquent une moindre amélioration de l'activité, liée à l'affaiblissement de la demande globale, surtout étrangère.

Le ralentissement de la demande de produits industriels à l'échelle internationale pénalise ce secteur. Ce mouvement se confirme et s'amplifie à partir du deuxième semestre, avec des résonances diversifiées suivant les branches, selon les chefs d'entreprises industrielles. Au cours du quatrième trimestre, la production évolue négativement par rapport à sa tendance de long terme.

Tendance passée de la production dans l'industrie



Source : Insee, Enquêtes de conjoncture (séries CVS)

Les chefs d'entreprises de fabrication de matériel électrique et électronique jugent les commandes insuffisantes, alors que leurs stocks restent élevés : toutefois, ils maintiennent leur production et leur effectif à un niveau proche de la moyenne de long terme. Les autres secteurs industriels sont aussi affectés, notamment la fabrication de matériel de transport déjà mal-en-point.

La situation de ces secteurs contraste avec celle de « la fabrication de denrées alimentaires et de boissons » où le moral reste bon pour les industriels, qui jugent leurs carnets de commandes suffisamment remplis pour soutenir la production.

La plus faible destruction d'emplois de la décennie

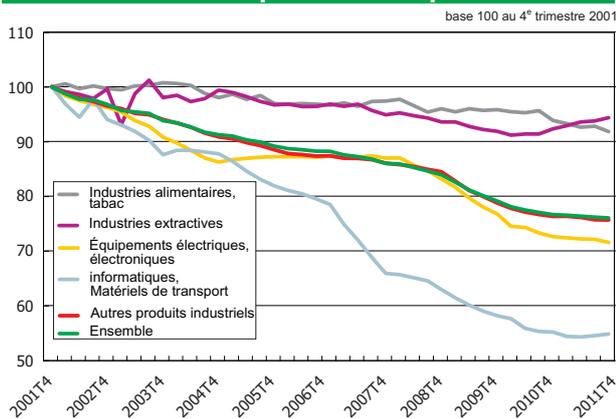
En 2011, l'industrie régionale compte près de 156 700 emplois salariés, en diminution de 1 200 (- 0,8 %), contre plus de 5 000 suppressions l'année précédente (- 3,3 %). Cette baisse est la plus faible depuis 2002. Dans le même temps, l'emploi industriel se stabilise au niveau national.

Effectifs par secteur d'activité

	2010		2011				Variation trimestrielle				nombre, %
	4T	1T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	Variation 4T 2011/2010
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	19 964	19 844	19 704	19 744	19 532	- 0,6	0,7	0,2	- 1,1	- 2,2	
Industries extractives, énergie, eau, cokéfaction, déchets	16 720	16 829	16 951	16 986	17 091	0,7	0,7	0,2	0,6	2,2	
Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines	25 713	25 639	25 561	25 537	25 344	- 0,3	- 0,3	- 0,1	- 0,8	- 1,4	
Matériels de transport	12 155	11 980	11 959	12 011	12 078	- 1,4	- 0,2	0,4	0,6	- 0,6	
Autres produits	83 327	83 351	83 135	82 675	82 624	0,0	- 0,3	- 0,6	- 0,1	- 0,8	
Région Centre	157 880	157 643	157 310	156 953	156 668	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,8	
France	3 334 977	3 338 973	3 339 866	3 335 164	3 334 682	0,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	

Source : Insee, Estimations trimestrielles d'emploi

Évolution de l'emploi industriel par secteur



Les pertes d'emploi sont relativement stables sur l'année 2011, avec environ 300 postes perdus par trimestre, soit 0,2 % des emplois industriels.

En un an, l'intérim dans l'industrie progresse d'environ 4 %, compensant en partie la diminution des emplois industriels. Environ la moitié des postes d'intérim concernent le secteur industriel.

Toutes les branches industrielles sont touchées par les réductions d'effectifs, hormis les industries extractives.

La fabrication de denrées alimentaires et de boissons, qui représente 13 % des emplois industriels, en perd 2,2 % cette année, principalement au cours du quatrième trimestre 2011. En volume, ces destructions constituent, le tiers des suppressions enregistrées dans la région.

Les industries d'équipements électriques et électroniques (16 % des emplois) cèdent 1,4 % de leur main-d'œuvre sur l'année.

Enfin, les industries de fabrication de matériel de transport (7,6 % des emplois) réduisent faiblement leurs emplois (- 0,6 %), après une année 2010 plus difficile (- 5,2 %). La diminution est marquée au premier trimestre, et suivie d'une reprise de l'emploi à partir du deuxième semestre.

Les effectifs des autres industries diminuent de 0,8 %, principalement dans le travail du bois, l'industrie du papier et l'imprimerie.

Seules les industries extractives, qui emploient 11 % des effectifs industriels, bénéficient d'une augmentation de 2,2 % en moyenne sur l'année 2011.

Le Loiret concerné par une perte d'emploi sur deux

La dégradation de l'emploi dans l'industrie affecte diversement les départements.

Le Loiret est le plus touché, avec une baisse de 1,7 % par rapport à 2010. Regroupant trois emplois industriels régionaux sur dix, il concentre plus de la moitié des suppressions enregistrées cette année par les différents secteurs. La diminution atteint 3 % dans l'industrie agro-alimentaire, les équipements électriques et le matériel de transport. En 2011, les emplois dans ce dernier secteur progressent de 2,1 % à l'échelon national.

Évolution de l'emploi industriel par département

	4 ^e trimestre		Variation 4T 2011/2010
	2010	2011	
Cher	18 941	18 774	- 0,9
Eure-et-Loir	26 769	26 951	0,7
Indre	14 299	14 322	0,2
Indre-et-Loire	30 888	30 611	- 0,9
Loir-et-Cher	22 576	22 345	- 1,0
Loiret	44 406	43 666	- 1,7
Centre	157 880	156 668	- 0,8

Source : Insee, Estimations trimestrielles d'emploi

Les industries extractives sont les seules activités du Loiret à gagner des effectifs.

Dans le Cher, l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher, l'évolution est proche de la moyenne régionale. Dans l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher, l'industrie agro-alimentaire perd environ 5 % de ses effectifs en 2011, après une légère augmentation en 2010. L'emploi des autres industries diminue dans le Cher et l'Indre-et-Loire.

Dans l'Indre et l'Eure-et-Loir, les effectifs progressent légèrement, après une année 2010 difficile. Dans l'Indre la croissance des effectifs dans le secteur de matériel de transport fait plus que compenser la légère diminution dans les autres industries. Dans l'Eure-et-Loir, les effectifs progressent dans l'industrie agro-alimentaire et le secteur des autres industries.

L'attrait confirmé pour l'auto-entreprise

En 2011, le nombre de nouvelles créations d'entreprise industrielle recule de 11 %, moins qu'au niveau national (13,9 %). Cette baisse est moins marquée pour les auto-entrepreneurs (- 4,8 %) que pour les autres créateurs classiques (- 19,6 %). En conséquence, la part des auto-entrepreneurs progresse de 4 points, pour s'établir à 61 % des créations industrielles régionales. Au plan national, elle augmente de près de 7 points représentant 57 % des créations dans l'industrie.

Parmi les entrepreneurs classiques, le recul est quasiment circonscrit à la branche « production d'électricité-gaz ». La création d'auto-entreprise est moins dynamique dans les « autres produits industriels » (- 13 %). ♦

Benoît Bourges
Insee Centre

Répartition des créations d'entreprises par secteur industriel

	Année 2010		Année 2011		nombre	
	Créations	Part des auto-entreprises %	Créations	Part des auto-entreprises %		
						Centre
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	89	40,4	32,6	108	31,5	33,2
Industries extractives, énergie, eau, cokéfaction, déchets	152	52,0	44,0	198	21,2	16,8
Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines	33	33,3	34,4	22	50,0	35,3
Matériels de transport	8	50,0	34,0	7	71,4	40,3
Autres produits	662	67,1	66,6	728	70,2	67,0
Ensemble de l'industrie	944	60,8	57,4	1 063	56,7	50,7

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

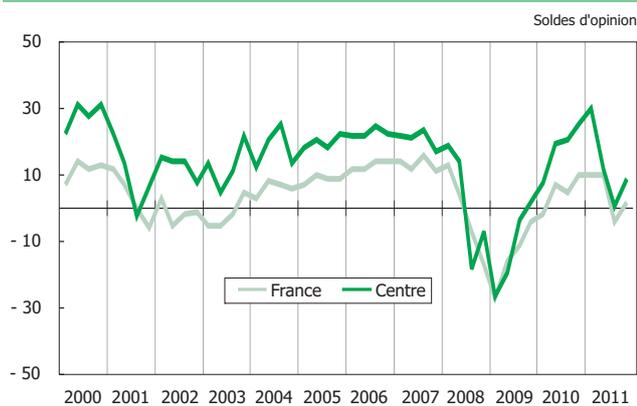
Essoufflement de l'activité en cours d'année

L'activité économique régionale a ralenti tout au long de l'année 2011 dans les services marchands, hors intérim. Sur un an, l'emploi est stable alors qu'il augmente de 1 point au niveau national. Le secteur des services aux ménages est le plus affecté par ce ralentissement, les activités financières et d'assurance sont celles qui créent le plus d'emplois. Le Cher et l'Indre sont les plus touchés par le recul de l'emploi dans les services tandis que l'Eure-et-Loir poursuit sa progression. Tout comme à l'échelon national, les créations d'entreprises diminuent du fait du recul de l'auto-entreprise, alors que les créations « traditionnelles » augmentent modérément.

Depuis fin 2009 jusqu'au début du premier trimestre de 2011, l'activité s'est nettement renforcée dans les services marchands. Deux trimestres de ralentissement ont succédé à cette embellie avant une légère reprise au quatrième trimestre. Tous les secteurs ne bénéficient pas de ce redressement de fin d'année. Le climat des affaires continue à se dégrader dans l'hébergement et la restauration ainsi que dans les services administratifs et de soutien.

300 emplois (- 0,3 %) décline légèrement. Avec le transport-entreposage et l'immobilier, plus de 700 emplois régionaux sont supprimés dans ces trois secteurs. Cette baisse est compensée par les gains dans les activités financières et d'assurance (+ 714 emplois). Les services aux entreprises sont également créateurs d'emplois avec 200 postes générés en 2011. Les évolutions dans les autres secteurs restent modestes ou stables.

Tendance passée de l'activité dans les services



Source : Insee, Enquêtes de conjoncture (séries CVS)

Évolution de l'emploi par secteur d'activité

Secteurs	Effectifs 2011	Évolution 2011/2010 %	Évolution 2010/2009 %
Commerce et réparation	110 698	- 0,3	0,9
Transports et entreposage	50 280	- 0,3	- 1,0
Hébergement et restauration	27 568	0,1	0,6
Information et communication	14 615	0,2	- 1,0
Activités financières et d'assurance	28 202	2,6	0,0
Activités immobilières	6 793	- 0,2	- 0,3
Services aux entreprises	67 344	0,3	2,1
Services aux ménages	27 609	- 1,0	6,0
Centre	333 108	0,1	1,0
Métropole	10 527 560	1,1	0,9

Champ : emploi salarié des services marchands hors intérim

Nota bene : les chiffres de 2010 ont été révisés

Source : Insee, Estimations d'emploi

Stabilité de l'emploi

Les services marchands hors intérim regroupent 57 % des emplois concurrentiels régionaux, soit moins que nationalement (66 %). En 2011, l'emploi dans ce secteur est stable (+ 0,1 % contre + 1,1 % au niveau national) et concerne un peu plus de 333 000 salariés. Parallèlement à l'activité, il a progressé au premier trimestre puis a légèrement diminué jusqu'à la fin de l'année. Cependant, cette évolution masque des disparités selon les secteurs.

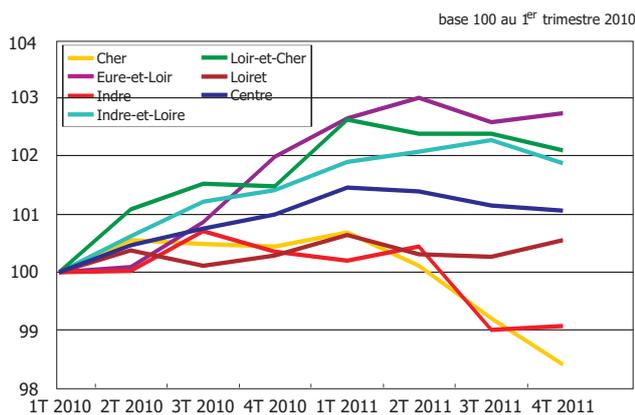
Des évolutions sectorielles contrastées

Les services aux ménages, qui étaient les plus créateurs d'emplois l'année dernière, en perdent 1 % en 2011 (soit - 266 emplois). Le commerce, avec une baisse de

Des pertes d'emplois dans le Cher et l'Indre

En 2011, le Cher et l'Indre sont les seuls départements à perdre des emplois dans les services (un millier au total). Le Cher cède des emplois dans tous les secteurs. Dans l'Indre, les deux tiers des destructions concernent les services aux entreprises. À l'opposé, dans le Loiret, ces derniers contribuent majoritairement au maintien de l'emploi. Les trois départements les plus dynamiques sont l'Indre-et-Loire (+ 395 emplois supplémentaires), l'Eure-et-Loir (+ 360) et le Loir-et-Cher (+ 235). Ce dernier est le seul à avoir créé des emplois dans le transport et l'entreposage. L'hébergement et la restauration y sont aussi, comme en Indre-et-Loire, porteurs d'activité. En Eure-et-Loir, les services aux entreprises et les activités financières et d'assurance sont particulièrement créateurs.

Évolution des emplois dans les services



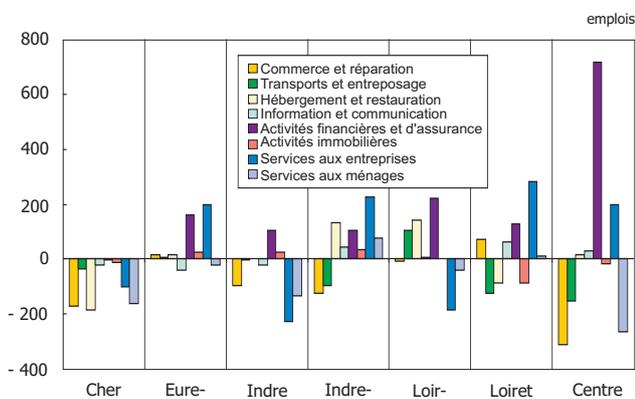
Champ : emplois salariés des services marchands hors intérim
Source : Insee, Estimations d'emploi

mêmes proportions. Les créations d'entreprises « traditionnelles » progressent de 2,4 %.

Dans le Centre, comme à l'échelon national, les secteurs les plus fortement touchés par ce manque de dynamisme sont les autres services aux ménages, ceux aux entreprises et les activités d'information et de communication, ce dernier l'étant moins qu'au niveau national. Les activités immobilières perdent des emplois dans la région alors qu'elles en gagnent nationalement.

Les créations hors auto-entreprises progressent dans tous les secteurs, sauf dans celui des activités immobilières (- 3,9 %). Les services aux entreprises, l'hébergement et la restauration connaissent les meilleures progressions (respectivement + 7,0 et + 6,0 %). Les créations stagnent dans le commerce et réparation ainsi que dans l'enseignement, la santé et l'action sociale.

Évolution de l'emploi du 4^e trimestre 2010 au 4^e trimestre 2011



Champ : emplois salariés des services marchands hors intérim
Source : Insee, Estimations d'emploi

Au niveau départemental, le Cher est plus fortement touché par ce recul du nombre de créations (- 19,1 %) et ce dans tous les secteurs hormis celui de l'enseignement, la santé et l'action sociale. À l'opposé, c'est dans le Loir-et-Cher que ce nombre diminue le moins (- 4,1 %). Cela provient essentiellement d'un fort dynamisme dans les activités d'hébergement et de restauration (+ 28,6 %), immobilières (+ 21,7 %) et d'enseignement, de santé et d'action sociale (+ 11,9 %). Après le Loir-et-Cher, l'Indre est le deuxième département où la baisse des créations est la moins forte (- 8,4 %). Les secteurs créateurs sont les mêmes que dans le Loir-et-Cher, en plus des transports et de l'entreposage (+ 8,3 %). Les autres départements ont des évolutions comparables à celle de la région. L'Indre-et-Loire se distingue par un nombre de créations en hausse dans le secteur des activités financières et d'assurances (+ 22,7 %) ainsi que par la stagnation dans celui du commerce. Les créations euréliennes diminuent dans tous les secteurs sauf dans celui du transport et de l'entreposage. Dans le Loiret, seules les activités immobilières ainsi que financières et d'assurance progressent. ♦

Baisse du nombre de créations d'entreprises

Dans la région, près de 12 600 nouvelles entreprises ont été créées dans le secteur des services, soit 12 % de moins qu'en 2010 (- 11 % au niveau national). Le taux de création est ainsi passé de 18,0 % à 15,5 % en 2011. Cette diminution provient d'un moindre attrait pour l'auto-entreprise (- 20 %), touchant la France dans les

Pascal Boulin
Insee Centre

Évolution des créations d'entreprise du tertiaire marchand

Secteurs	Centre					Métropole		
	Stock 01.2011	Créations 2011	Taux de création 2011 %	Part des créations 2011 %	Évolution des créations 2011/2010 %	Taux de création 2011 %	Part des créations 2011 %	Évolution des créations 2011/2010 %
Commerce et réparation	23 025	3 862	16,8	30,7	- 8,7	15,9	26,2	- 11,5
Transports et entreposage	2 650	282	10,6	2,2	- 5,4	10,4	2,2	- 1,7
Hébergement et restauration	7 285	749	10,3	5,9	- 5,5	10,6	5,9	- 5,6
Information et communication	2 417	589	24,4	4,7	- 19,8	22,4	5,9	- 19,0
Activités financières et d'assurance	3 858	360	9,3	2,9	0,3	10,0	2,9	0,4
Activités immobilières	4 588	510	11,1	4,0	- 5,4	10,8	4,3	6,2
Services aux entreprises	14 635	2 848	19,5	22,6	- 14,0	19,7	26,5	- 14,5
Enseignement, santé, action sociale	13 336	1 449	10,9	11,5	- 6,1	12,0	12,3	- 2,7
Autres services aux ménages	9 501	1 944	20,5	15,4	- 22,6	22,6	13,7	- 21,0
Total	81 295	12 593	15,5	100,0	- 12,1	15,8	100,0	- 11,4

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

La natalité soutient toujours l'évolution de la population

Au 1^{er} janvier 2011, la population de la région Centre est estimée à 2 551 000 habitants. Sa croissance résulte avant tout d'un excédent des naissances sur les décès. Après un rebond l'année précédente, le solde naturel reste positif mais diminue sous l'effet d'une baisse plus sensible des naissances que des décès. Si les mariages augmentent, le pacte civil de solidarité (Pacs) poursuit également sa progression, à un rythme plus soutenu qu'au niveau national.

Le Centre occupe le 10^e rang des régions les plus peuplées avec 2 551 000 habitants, soit 3,9 % de la population française.

La région gagne près de 105 000 habitants de 1999 à 2010, soit une hausse de 4,3 %. Sur cette période, la croissance de la population reste plus modérée qu'au niveau national : + 0,38 % contre + 0,66 % par an. En 2011, la région Centre compte 6 200 habitants de plus qu'en 2010.

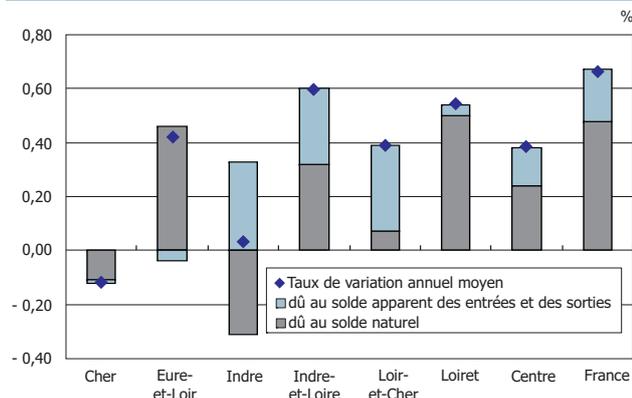
Depuis 1999, l'Indre-et-Loire et le Loiret gagnent davantage d'habitants que le reste de la région, respectivement + 0,60 % et + 0,54 % par an. La population de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher varie dans une proportion proche de l'évolution régionale (+ 0,38 %). L'Indre se stabilise à son niveau de 1999, le Cher perd des habitants (- 0,12 % par an), dans une proportion moindre que celle de la décennie précédente.

Sur cette même période, l'augmentation de la population de la région Centre s'explique par un solde naturel et un solde migratoire tous deux positifs. Cette situation se retrouve dans les trois départements de l'axe ligérien. Dans l'Eure-et-Loir, les migrations légèrement déficitaires atténuent la croissance due à l'excédent naturel. Enfin, l'Indre et le Cher ont un solde naturel négatif. L'Indre stabilise sa population grâce à un excédent migratoire.

Repli du solde naturel

Après avoir augmenté de 11,5 % en 2010, le solde naturel régional baisse de 6,4 % en 2011. Il décroît dans une proportion plus importante qu'au niveau national (- 3 % en 2011). Cette diminution résulte d'un recul à la fois des naissances et des décès, de façon toutefois limitée pour ces derniers.

Contributions à l'évolution annuelle de la population entre 1999 et 2010



Sources : Insee, Recensement de la population 1999 - Estimation de population au 1^{er} janvier 2010, État civil

Évolution démographique entre 1990 et 2010

	Population			Taux de variation annuel moyen %	
	1990	1999	2010	1990-1999	1999-2010
Cher	321 559	314 388	310 133	- 0,25	- 0,12
Eure-et-Loir	396 073	407 747	426 935	0,32	0,42
Indre	237 510	231 061	231 848	- 0,30	0,03
Indre-et-Loire	529 345	553 747	591 091	0,51	0,60
Loir-et-Cher	305 937	314 933	328 643	0,32	0,39
Loiret	580 612	618 086	656 141	0,70	0,54
Centre	2 371 036	2 439 962	2 544 791	0,32	0,38
France	58 041 000	60 123 000	64 647 600	0,39	0,66

Source : Insee, Recensements de la population 1990, 1999 - Estimations de population au 1^{er} janvier 2010

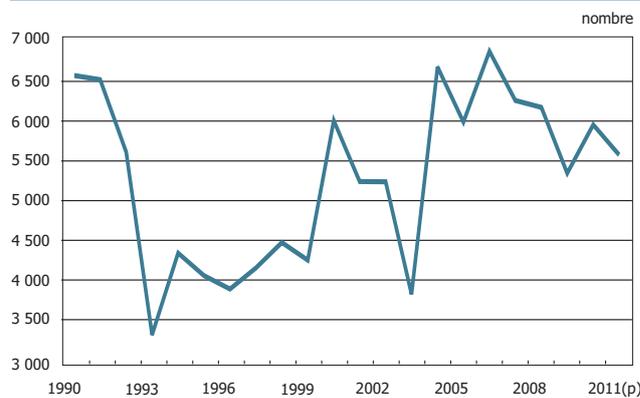
Les naissances baissent de 2,2 % dans le Centre alors qu'elles se stabilisent au niveau national. Elles régressent dans tous les départements de la région, plus fortement dans le Cher (- 4,1 %).

Les décès, en faible progression sur le territoire national (+ 0,4 %), diminuent en région Centre (- 1,2 %), de façon marquée dans l'Indre (- 6,3 %). À l'opposé, le nombre de décès augmente dans l'Indre-et-Loire et le Loiret (respectivement de 2,3 % et 1,2 %).

Davantage de mariages et de divorces

Près de 9 500 mariages ont été célébrés en 2010. Ils augmentent de 5,4 % par rapport à l'année précédente, après avoir baissé d'autant en 2009. Le nombre de mariages est en léger

Évolution du solde naturel régional depuis 1990



(p) : provisoire
Source : Insee, État civil

Données démographiques

									nombre
		Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre	France
Naissances	2003	3 328	5 428	2 329	6 673	3 667	8 329	29 754	793 893
	2004	3 295	5 400	2 333	6 655	3 709	8 514	29 906	798 810
	2005	3 313	5 585	2 394	6 644	3 724	8 200	29 860	806 221
	2006	3 231	5 632	2 283	6 813	3 815	8 635	30 409	828 648
	2007	3 341	5 440	2 341	6 434	3 752	8 644	29 952	817 911
	2008	3 303	5 677	2 371	6 811	3 847	8 524	30 533	826 772
	2009	3 223	5 563	2 178	6 817	3 781	8 479	30 041	821 245
	2010	3 341	5 716	2 221	6 886	3 777	8 757	30 698	831 502
	2011 (p)	3 205	5 527	2 164	6 740	3 652	8 745	30 033	825 200
	Décès	2003	3 967	3 884	3 148	5 399	3 733	5 801	25 932
2004		3 501	3 497	2 821	4 790	3 408	5 206	23 223	517 570
2005		3 649	3 724	2 925	4 930	3 396	5 248	23 872	536 256
2006		3 500	3 627	2 867	4 891	3 398	5 246	23 529	525 243
2007		3 563	3 572	2 916	4 932	3 422	5 286	23 691	529 361
2008		3 618	3 779	2 965	4 976	3 542	5 480	24 360	540 737
2009		3 535	3 742	2 981	5 162	3 623	5 654	24 697	544 746
2010		3 597	3 812	3 052	5 148	3 550	5 583	24 742	549 152
2011 (p)		3 537	3 728	2 861	5 268	3 414	5 648	24 456	551 200
Solde naturel		2003	- 639	1 544	- 819	1 274	- 66	2 528	3 822
	2004	- 206	1 903	- 488	1 865	301	3 308	6 683	281 240
	2005	- 336	1 861	- 531	1 714	328	2 952	5 988	269 965
	2006	- 269	2 005	- 584	1 922	417	3 389	6 880	303 405
	2007	- 222	1 868	- 575	1 502	330	3 358	6 261	288 550
	2008	- 315	1 898	- 594	1 835	305	3 044	6 173	286 035
	2009	- 312	1 821	- 803	1 655	158	2 825	5 344	276 499
	2010	- 256	1 904	- 831	1 738	227	3 174	5 956	282 350
	2011 (p)	- 332	1 799	- 697	1 472	238	3 097	5 577	274 000

(p) : provisoire
Source : Insee, État civil

recul au niveau national (- 0,7 %). Tous les départements enregistrent une hausse à l'exception de l'Indre (- 3,1 %).

Le premier mariage intervient toujours plus tard : à 33 ans pour les hommes et à près de 31 ans pour les femmes.

En 2003, l'âge moyen atteignait respectivement 31 et 29 ans.

En 2010, 4 727 divorces ont été prononcés en région Centre, soit une hausse de 1,0 %, plus faible qu'au niveau national (+ 2,5 %). Le nombre de divorces, en hausse dans l'Eure-et-Loir et dans l'Indre-et-Loire, recule dans les autres départements, particulièrement dans le Loiret.

Les couples séduits par le Pacs

Près de 7 700 Pacs ont été enregistrés en 2010. Par rapport à l'année précédente, la progression régionale du nombre de Pacs, + 28 %, est supérieure de 11 points à l'évolution nationale. Ce nombre croît plus vite dans l'Indre-et-Loire et l'Eure-et-Loir, alors qu'il diminue dans le Loir-et-Cher.

En 2010, le Pacs représente 45 % des unions dans la région, soit 5 points de plus qu'en 2009. C'est dans l'Indre-et-Loire que sa part est la plus importante : 48 %, soit 17 points de plus que dans le Loir-et-Cher. ♦

Définitions

Solde naturel (ou excédent naturel ou accroissement naturel) : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours de l'année.

Solde migratoire : solde apparent des entrées-sorties d'un territoire, calculé comme la différence entre la variation de population et le solde naturel.

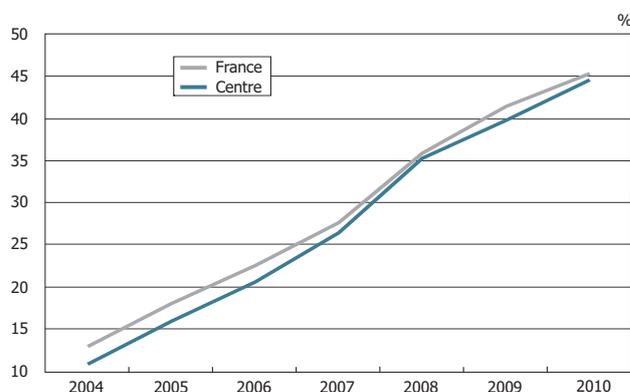
Sources

Depuis 2004, les enquêtes annuelles de recensement de population servent au calcul des estimations de population régionales. Les derniers résultats diffusés sont au 1^{er} janvier 2011 pour la région et au 1^{er} janvier 2010 pour les départements.

Pour les naissances, les décès et les mariages, l'Insee réalise une exploitation des données statistiques issues des bulletins d'état civil. Naissances, décès et mariages sont comptés au lieu de domicile de la mère pour les naissances, au lieu de domicile du défunt pour les décès et au lieu de domicile conjugal pour les mariages.

Les Pacs et les divorces ne sont pas enregistrés en mairie mais auprès des tribunaux d'instance. Ils relèvent donc du ministère de la Justice.

En 2010, le Pacs représente 45 % des unions en région Centre



Sources : ministère de la Justice ; Insee, État civil

Pascal Connin
Insee Centre

Plus de bacheliers dans une génération mais moins de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur

À la rentrée 2011, les effectifs scolaires sont en très légère augmentation dans le premier et second degrés, en particulier dans le secteur privé, et également dans l'apprentissage. En dix ans, les grands retards scolaires dans l'enseignement secondaire, synonyme d'une forte difficulté à l'école, se sont considérablement réduits. Les résultats au baccalauréat enregistrent une nouvelle baisse, corrélée à l'arrivée du nouveau baccalauréat professionnel. La proportion de bacheliers dans une génération a fortement augmenté. Le taux de poursuite dans l'enseignement supérieur diminue. Il reste moins élevé qu'au niveau national et plus important dans le Loiret et le Cher. En février 2011, l'insertion des apprentis s'améliore nettement, alors que celle des lycéens continue de se dégrader.

À la dernière rentrée, l'académie scolarise plus de 521 000 élèves, étudiants et apprentis, dans les lycées publics et privés, les universités et les centres de formation d'apprentis, dépendants du ministère de l'Éducation nationale. Cet effectif est en augmentation de 0,5 % par rapport à celui de la rentrée 2010.

Augmentation des effectifs dans les premier et second degrés et dans l'apprentissage

Avec 254 482 écoliers, le nombre d'enfants scolarisés augmente légèrement par rapport à la rentrée précédente (+ 0,3 %), comme dans huit autres académies dont Montpellier (+ 1,0 %) et Versailles (+ 0,8 %), tandis qu'au niveau national il se stabilise. L'enseignement privé connaît une plus forte augmentation que le public (+ 0,9 % contre + 0,2 %). Le Loiret, l'Indre-et-Loire et l'Eure-et-Loir enregistrent une croissance de leurs effectifs alors que les départements du sud de la région voient les leurs diminuer d'au moins 1 %. Les effectifs des enseignements préélémentaire et spécial progressent (+ 0,7 % et + 7 %) tandis que ceux de l'enseignement élémentaire diminuent légèrement.

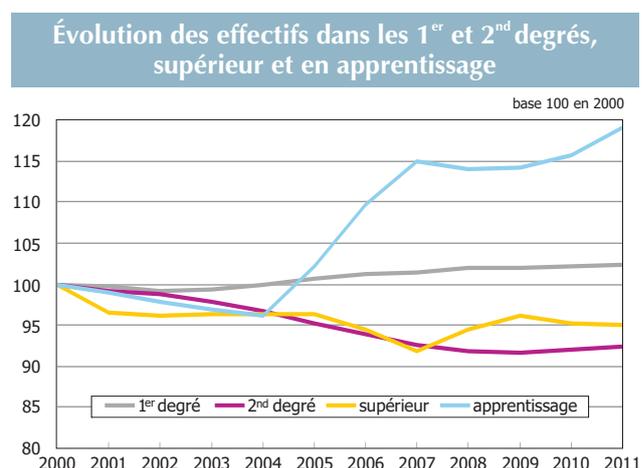
L'enseignement secondaire scolarise 198 970 collégiens et lycéens, soit 844 élèves de plus par rapport à l'année scolaire 2010-2011 (+ 0,4 %). Au niveau national, le nombre d'élèves croît également (+ 0,6 %) ainsi que dans les deux tiers des académies et plus particulièrement celles de Nantes, Grenoble et Montpellier où la hausse dépasse 1,5 %. Cette croissance s'explique par l'augmentation du nombre de collégiens (+ 1,2 %), liée à l'arrivée de générations plus nombreuses. Les effectifs des lycées diminuent, en particulier dans les formations professionnelles (- 2,7 %). Comme dans le premier degré, le nombre d'élèves a plus augmenté dans l'enseignement privé que dans le public (+ 1,7 % contre + 0,2 %). Les effectifs ne baissent que dans le Cher et le Loiret.

Dans l'enseignement supérieur, l'académie dénombre 46 876 étudiants dans ses universités, ses lycées publics et privés et dans ses trois écoles d'ingénieurs. Cet effectif est en légère diminution par rapport à 2010 (- 0,2 %). Réunis-

sant deux tiers des effectifs régionaux, les universités d'Orléans et de Tours sont les acteurs principaux de l'enseignement supérieur, suivies par les sections de techniciens supérieurs (STS) (14 % des inscrits en 2010) et les écoles paramédicales et sociales (9 %). L'académie d'Orléans-Tours se classe en 15^e position en termes d'effectifs, derrière Nancy et devant Nice, une situation qui reste inchangée depuis 2000.

Au 31 décembre 2011, l'académie comptabilise 20 682 apprentis, soit une augmentation annuelle de 2,8 %. Elle se situe à la 6^e place, derrière l'académie de Lille et devant celle de Grenoble.

Recul des grands retards scolaires dans le secondaire



Sources : Rectorat, BEA ; Inspections académiques ; Universités et SIFA

Depuis dix ans, les retards scolaires d'au moins deux ans, appelés « grands retards » et synonymes d'une grande difficulté à l'école, sont en baisse régulière au collège et au lycée en raison de la fluidité des parcours scolaires. À la rentrée 2011, en classe de sixième, seulement 0,6 % des élèves ont au moins deux ans de retard contre 3,6 % en 2000. Cette proportion est inférieure à la moyenne natio-

Effectifs à la rentrée scolaire et universitaire 2011-2012 (public et privé)

	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Académie
Préélémentaire	10 186	17 716	7 390	20 993	12 000	26 755	95 040
Élémentaire	17 154	29 174	12 262	35 701	20 135	43 044	157 470
Spécialisé	286	345	242	373	246	480	1 972
Total 1^{er} degré	27 626	47 235	19 894	57 067	32 381	70 279	254 482
Collèges	13 127	21 127	10 058	27 192	15 394	32 364	119 262
Lycées professionnels	3 140	3 670	1 875	4 946	2 604	6 013	22 248
Lycées	5 336	8 770	4 075	13 466	6 089	15 137	52 873
SEGPA-EREA	611	675	472	885	596	1 142	4 381
FCIL	17	28	51	42	27	51	216
Total 2^m degré	22 231	34 270	16 531	46 531	24 710	54 707	198 980
UFR (dont licence professionnelle)	714	297	553	18 925	397	9 580	30 466
Ingénieurs	434	0	0	883	647	811	2 775
IUT	736	215	392	1 545	517	921	4 326
STS	994	1 003	231	1 936	1 021	2 041	7 226
CPGE	77	96	0	818	87	1 005	2 083
Total enseignement supérieur	2 955	1 611	1 176	24 107	2 669	14 358	46 876
Apprentissage (y compris CFA académique)	1 509	2 437	1 650	6 452	2 528	6 106	20 682
Ensemble	54 321	85 553	39 251	134 157	62 288	145 450	521 020

Les effectifs du supérieur universitaire et de l'apprentissage sont provisoires.

UFR : filières LMD (y compris la santé et les licences professionnelles)

Ingénieurs : regroupe les écoles universitaires (Polytech et EPU) et les écoles non rattachées (ENSIB, ENIVL, ENSNP)

Sources : Rectorat, BEA ; Directions académiques des services départementaux ; Universités, SIFA

nale (0,9 %). Seules les académies de Caen et de Rouen ont des taux encore inférieurs (0,4 %). Les grands retards sont moins fréquents dans le Loiret et le Cher avec respectivement 0,4 et 0,5 %. Ils concernent le plus souvent la classe de terminale générale et technologique (9,3 % contre 9,4 % au niveau national), en diminution de moitié par rapport à 2000. Les grands retards sont plus faibles dans les académies de Nice et Rennes (7,3 % chacune), de même que dans l'Eure-et-Loir (8,7 %) et l'Indre-et-Loire (9,0 %).

Accès au baccalauréat pour sept lycéens sur dix

Le nombre de candidats au baccalauréat augmente de 1 400 jeunes à la session 2011 en raison de la réforme du baccalauréat professionnel. Généralisée en 2009, elle permet aux collégiens d'obtenir un baccalauréat professionnel en trois ans, en préparant le diplôme après la classe de troisième, au lieu de quatre auparavant. En effet, les élèves s'orientaient d'abord vers un brevet d'études professionnelles (BEP) puis vers un baccalauréat professionnel en deux ans, mais cette poursuite d'étude ne concernait qu'un jeune sur deux issu du BEP. La réforme permet donc d'augmenter le nombre de candidats au baccalauréat professionnel. Cet effectif a d'autant plus crû que le baccalauréat professionnel initial a été maintenu, avec un taux de passage du BEP vers la classe de première professionnelle plus élevé.

Dans l'académie, 84,1 % des présentés au baccalauréat obtiennent leur diplôme, un taux une nouvelle fois en baisse par rapport aux sessions précédentes (84,9 % en 2010 et 86 % en 2009) et inférieur au taux national (85,7 %) qui n'enregistre qu'une légère diminution. Cette tendance s'explique essentiellement par les moins bons résultats des séries professionnelles (- 5,5 points dans le secteur de la production et - 3,2 dans celui des services) et des séries technologiques - du secteur de la production

(- 0,9 point en STI et STL). En revanche, le taux de réussite du baccalauréat général augmente de 0,5 point en raison des meilleurs résultats obtenus dans les séries L et ES. Cette hausse est cependant inférieure à celle observée au niveau national.

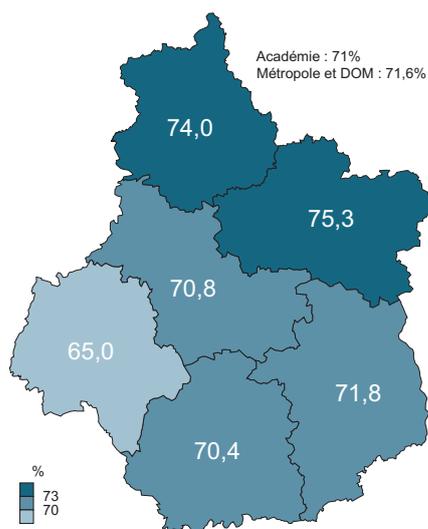
Résultats des examens - session 2011

	Académie	France
DNB (diplôme national du brevet)	80,8	83,4
CAP (certificat d'aptitude professionnelle)	81,6	82,9
BEP (brevet d'études professionnelles)	78,8	75,7
Baccalauréat général	86,6	88,3
Baccalauréat technologique	81,6	82,3
Baccalauréat professionnel	81,8	84,0
Tous baccalauréats	84,1	85,7
BTS (brevet de technicien supérieur)	73,7	71,8

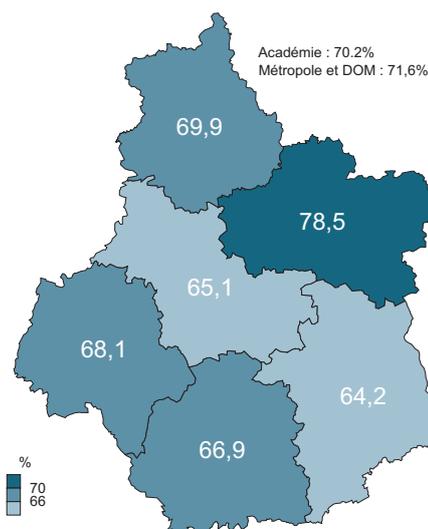
Source : ministère de l'Éducation nationale, OCEAN

Malgré la baisse du taux de réussite, grâce à la progression du nombre de candidats, le nombre d'admis augmente. La proportion de bacheliers dans une génération, calculée selon le lieu de scolarisation, connaît une très forte hausse, passant de 63,9 à 70,2 %. Toutefois, cette amélioration ne permet pas d'atteindre le taux national (71,6 %). Orléans-Tours se situe en 16^e position sur les 26 académies de la France métropolitaine, au même niveau que Bordeaux et Lille, Paris et Rennes étant en tête. Le Loiret se distingue en enregistrant à la fois le pourcentage le plus élevé (78,1 %) et la plus forte croissance entre 2010 et 2011 (+ 8 points). Les autres départements ont des taux inférieurs au taux académique. La proportion de bacheliers dans une génération, selon le lieu de résidence, est plus élevée que celui calculé par rapport au lieu de scolarisation en raison des mouvements de population entre les académies, particulièrement vers l'Île-de-France, et entre départements (du Loir-et-Cher vers le Loiret par exemple). Pour l'académie, il passe de 70,2 à 71 %. À l'exception du Loiret et de

Proportion de bacheliers dans une génération selon le département de résidence le département de scolarisation



Source : ministère de l'Éducation nationale



Source : ministère de l'Éducation nationale

L'Indre-et-Loire, tous les départements enregistrent une différence positive, avec dans le Cher un écart de presque 8 points (64,2 à 71,8 %).

Moindre poursuite des bacheliers dans l'enseignement supérieur

À la rentrée 2010, 72 % des bacheliers de la session 2010 poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur. Ce taux baisse de 0,4 point par rapport à 2009 alors qu'au niveau national, il augmente de 0,4 point (74,9 %). Près de deux bacheliers sur trois poursuivent vers la licence, le diplôme universitaire technologique (DUT), le brevet de technicien supérieur (BTS) et les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), au sein des universités et lycées publics et privés de l'Éducation nationale, dans et hors académie. Parmi ces étudiants, la moitié prépare une licence, un peu plus d'un quart un BTS, 14 % un DUT et 10 % entrent en CPGE. Les poursuites en DUT sont plus fréquentes qu'au niveau national. Dans le Loiret, le Cher et l'Eure-et-Loir, les bacheliers sont plus nombreux à poursuivre leurs études. Ils sont un peu plus de 27 % (3 463) à être inscrits dans un établissement hors académie, le plus souvent en Île-de-France et à Nantes. Dans le même temps, Orléans-Tours accueille seulement 1 604 nouveaux bacheliers venant d'une autre académie (Nantes, DOM-TOM), dont 40 % dans ses formations courtes (BTS et DUT). Le solde de ces migrations est donc négatif : l'académie perd 1 859 bacheliers à la rentrée 2010.

Meilleure amélioration de l'insertion professionnelle des apprentis que les lycéens

En février 2011, 6 390 lycéens et 6 150 apprentis sortants (des classes terminales de formations professionnelles et technologiques - y compris le BTS - de l'académie) se sont présentés sur le marché du travail. Parmi eux, sept mois après leur sortie du système éducatif, respectivement 46 et 64 % occupent un emploi (aidé ou non). Cette proportion baisse encore pour les anciens lycéens (- 4 points par rap-

port à 2010) alors qu'elle est en forte hausse pour les anciens apprentis (+ 6 points). Cette augmentation est liée à l'amélioration de l'insertion des apprentis des filières de la production (+ 8 points du taux d'emploi), proportionnellement plus nombreux, et en particulier ceux issus du travail des métaux et la mécanique, du BTP, du bois et des matériaux associés, formations très touchées l'an dernier par la crise économique. Par ailleurs, le taux d'emploi parmi les apprentis spécialisés dans les services progresse également (+ 3 points), surtout ceux issus du commerce et de la vente, restant toutefois inférieur à celui des sortants du secteur de la production (62 contre 65 %). Pour les anciens lycéens, le taux d'emploi diminue dans toutes les spécialités de formation, surtout dans celles du BTP, de la santé, de la réparation automobile, de l'électricité et de l'électronique, du commerce et de la vente. L'insertion reste plus favorable pour les sortants issus du secteur des services.

L'insertion des anciens lycéens s'est fortement fragilisée ces dernières années : seuls 45 % d'entre eux ont un emploi en 2011 contre 54 % en 2009. La situation des lycéennes demeure un peu plus favorable (48 % en emploi) même si elle se dégrade également. Pour les apprentis, 57 % des filles ont un emploi contre 67 % des garçons.

L'emploi stable continue de diminuer pour les anciens lycéens. Seuls 29 % d'entre eux ont un CDI (- 3 points) contre 48 % pour les anciens apprentis. La part des contrats intérimaires augmente à nouveau, elle reste plus importante pour les lycéens (16,7 contre 10,0 %).

Le taux d'emploi augmente dans tous les départements pour les anciens apprentis, en particulier dans le Loir-et-Cher et l'Indre. Pour les anciens lycéens, il diminue, excepté dans le Cher et l'Indre. L'insertion est globalement plus dynamique dans le Loir-et-Cher, puis dans le Loiret pour les apprentis, dans l'Indre-et-Loire et le Cher pour les lycéens. ♦

Céline Leduc
Rectorat

Moindre progression du RSA

En 2011, le nombre de foyers allocataires bénéficiant du revenu de solidarité active (RSA) a progressé de 3 %. Cette croissance, plus faible que l'année précédente, est notamment liée à la fin de la montée en charge du dispositif, tandis que le marché du travail reste dégradé. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) s'accroît de 5,8 %, une augmentation plus forte qu'en 2010.

Une progression contrastée dans les territoires

En décembre 2011, le RSA est versé par la caisse d'Allocations familiales (Caf) à 62 500 allocataires de la région Centre. Près de 46 000 bénéficient du « RSA socle », la composante sociale du RSA. Parmi eux 7 700 (17 %) perçoivent le « RSA socle et activité » car ils ont une activité professionnelle mais des ressources trop faibles.

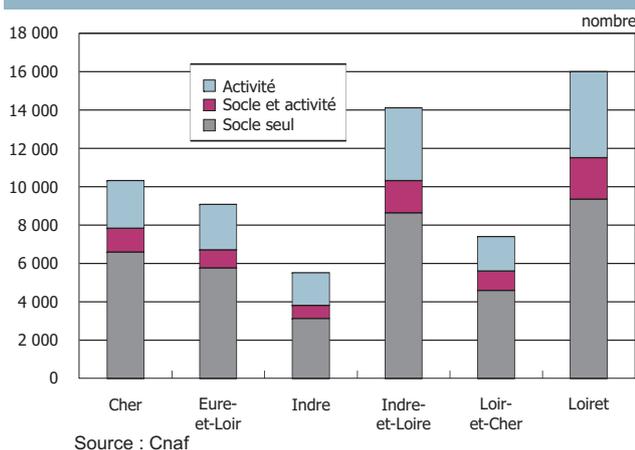
Le « RSA activité seul », complétant les revenus d'activité des foyers modestes, est touché par environ 17 000 foyers.

d'allocataires, intégrés d'office dans le RSA dès sa création en juin 2009, est liée à la conjoncture économique.

Fin 2011, 45 777 foyers bénéficient du « RSA socle » dans la région. La hausse du nombre d'allocataires est identique à celle de la métropole (+ 2,8 %) et plus faible qu'en 2010 (4,5 %). Les évolutions régionale et départementale sont en moindre progression, excepté le Loiret qui enregistre une hausse de 4,9 % de ses allocataires « RSA socle », plus forte qu'en 2010 (+ 4,2 %).

Alors qu'il se stabilise au niveau métropolitain, le nombre d'allocataires régionaux de la catégorie « socle et activité » connaît une forte hausse en 2011 : + 6,8 %. Cet accroissement est encore plus marqué dans l'Indre et l'Indre-et-Loire avec + 10,4 et + 12,5 %.

Nombre d'allocataires du RSA au 31.12.2011



Évolution du RSA par catégorie entre 2010 et 2011

	RSA socle*	RSA activité	RSA ensemble
Cher	2,3	0,2	1,8
Eure-et-Loir	1,0	0,6	0,9
Indre	3,4	5,7	4,1
Indre-et-Loire	2,3	8,4	3,9
Loir-et-Cher	2,1	- 1,1	1,3
Loiret	4,9	4,4	4,8
Centre	2,8	3,6	3,0
Métropole	2,8	- 0,2	2,1

* RSA socle seul et RSA socle et activité

Source : Cnaf

En région Centre, 4,3 % de la population âgée de 20 à 65 ans sont allocataires du RSA, contre 5 % en métropole. Le Centre se situe en 8^e position des régions les moins concernées, très proche de la Bourgogne, la Basse-Normandie et la Franche-Comté. Le RSA total progresse de 3 % dans la région, contre 6 % en 2010 en raison d'un contexte économique difficile. La hausse en 2011 est de 1 point supérieure à celle de la métropole. Elle est moins forte qu'en 2010 du fait de la fin de la montée en charge du dispositif. Son amplitude varie selon les départements. Le nombre d'allocataires de l'Eure-et-Loir ne progresse que de 0,9 % quand celui du Loiret augmente de 4,8 %. L'Indre et l'Indre-et-Loire affichent des hausses supérieures à la moyenne régionale, respectivement 4,1 et 3,9 %.

Les composantes du RSA en hausse plus ou moins marquée

La composante « socle » du RSA s'inscrit dans la continuité du revenu minimum d'insertion (RMI) et de l'allocation parent isolé (Api). L'évolution du nombre

de la composante « RSA activité seul », permet de compléter les revenus d'activité des foyers modestes et s'adresse aux travailleurs pauvres qui n'étaient pas concernés auparavant par les minima.

Suite à une forte progression dès sa mise en place, le nombre de foyers bénéficiaires du « RSA activité seul » augmente en 2011 (+ 3,6 %). Ce sont 16 670 personnes qui perçoivent cette allocation dans le Centre. Leur part s'élève à 26,7 % des allocataires RSA en 2011 contre 25,4 % en 2009. Dans l'Indre, leur proportion, très dépendante du marché du travail, dépasse 30 %. Malgré une stabilisation en 2011 en métropole, le nombre d'allocataires « activité » est en hausse de 3,6 % dans la région. Cette variation est principalement portée par l'Indre (+ 5,7 %), l'Indre-et-Loire (+ 8,4 %) et le Loiret (+ 4,4 %). Les autres départements se maintiennent et le Loir-et-Cher affiche même une légère baisse.

Que ce soit au niveau national ou régional, le nombre d'allocataires du « RSA activité seul » reste largement inférieur aux estimations faites lors de la mise en place

de cette nouvelle modalité. Selon le Comité national d'évaluation du RSA, seul un tiers des foyers pouvant bénéficier de cette prestation en a fait la demande.

Les droits des allocataires étant recalculés trimestriellement, les flux au sein de chaque composante sont très importants. Pour le « RSA activité seul », du fait de la liaison forte avec le marché de l'emploi, le renouvellement des allocataires est très rapide. À l'inverse, la stabilité est plus forte parmi les bénéficiaires du « RSA socle ».

Forte hausse du nombre de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé

Deuxième minimum social versé par les Caf, l'allocation adulte handicapé (AAH) procure un revenu de remplacement aux personnes handicapées qui ne peuvent subvenir à leurs besoins du fait de leur handicap.

Le nombre d'allocataires de l'AAH ne cesse d'augmenter. Dans la région Centre, en dix ans, leur nombre est passé de 25 000 à 34 000, soit + 35 %, contre + 32 % en métropole.

Cette hausse s'explique par la conjugaison de deux effets. Le premier, structurel, concerne la démographie. La part des 40-59 ans, représentant plus du quart de la population, est en progression constante depuis dix ans. Les bénéficiaires de l'AAH s'en trouvent affectés, le handicap augmentant avec l'âge. Le second, conjoncturel, résulte de la concomitance de phénomènes dus à la crise, à la revalorisation de l'allocation sur cinq ans, associée à un relèvement du plafond et à la modification de la législation au 1^{er} janvier 2011. L'AAH prend en compte les ressources du ménage qui, en période de crise, ont tendance à diminuer permettant l'accès à cette prestation à davantage de personnes. Par ailleurs, depuis janvier 2011, la loi permet aux handicapés en emploi de cumuler pendant six mois allocation et revenu d'activité.

Ainsi, en 2011, la croissance du nombre d'allocataires de l'AAH en région se poursuit à un rythme plus soutenu qu'en 2010 (+ 5,6 % après + 3,4 %). Supérieure de 1 point à la hausse métropolitaine, elle concerne tous

Les caractéristiques socio-démographiques des allocataires du RSA : souvent isolés, en charge de famille

L'âge, la situation familiale, l'insertion sur le marché du travail et les conditions de ressources déterminent le droit au RSA et les montants versés. Une majoration est accordée aux parents isolés dans les situations suivantes : grossesse en cours, charge d'un enfant de moins de 3 ans, isolement puis enfant à charge, présence d'enfant à charge puis isolement.

La moitié des allocataires du RSA sont âgés de 30 à 49 ans, un bénéficiaire sur cinq ayant entre 25 et 39 ans.

Huit allocataires sur dix sont des personnes isolées. Cette prestation bénéficie plus aux personnes seules, avec notamment une forte présence d'hommes seuls ainsi que de femmes seules avec enfants. Ces dernières sont particulièrement nombreuses puisqu'elles représentent près d'un tiers des allocataires.

Les personnes vivant en couple sont proportionnellement moins nombreuses et en priorité, bénéficiaires du « RSA activité ».

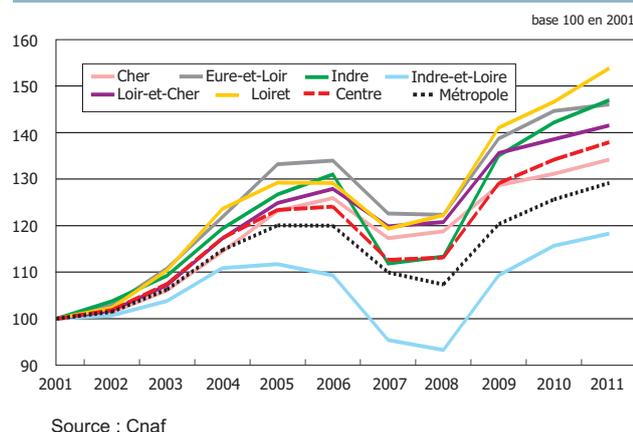
les départements de la région, dépassant 7 % dans le Cher et l'Indre-et-Loire.

La prestation n'est versée qu'aux adultes de 20 à 59 ans. Parmi cette population, la part des allocataires de l'AAH dans la région s'élève à 26 ‰ contre 27 ‰ en métropole. Elle est plus importante dans le Cher et l'Indre : 33,8 et 36,3 ‰. Dix ans auparavant cette proportion n'était respectivement que de 24,3 et 32,1 ‰. En lien avec une structure de population plus jeune, les taux sont inférieurs dans le Loiret et L'Eure-et-Loir (respectivement 21,6 et 21,1 ‰).

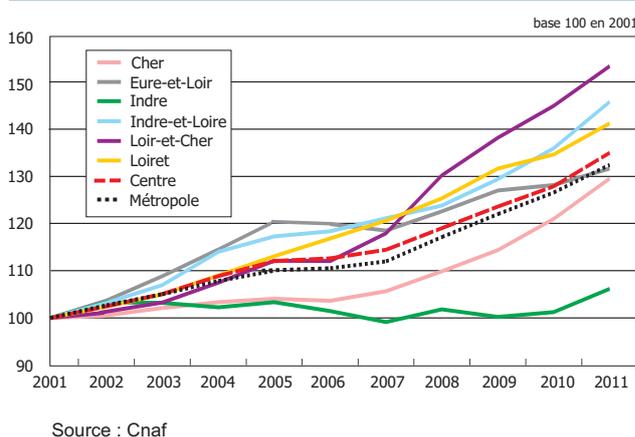
Les adultes handicapés sont majoritairement hébergés dans des structures d'accueil spécialisé et la répartition géographique de cette allocation est pour partie liée à la localisation des établissements. Le Loiret et l'Indre-et-Loire possèdent le plus grand nombre de places ou lits d'accueil pour handicapés. ♦

Anne-Marie Chantrel
Insee Centre

Évolution des bénéficiaires du RMI, de l'API et du RSA socle



Forte hausse en 2011 des bénéficiaires de l'AAH



Évaluation du RSA

Le Comité d'évaluation du RSA a rendu son rapport final en décembre 2011 après avoir analysé ses effets sur la pauvreté et le retour à l'emploi.

C'est principalement la composante « activité » qui accroît sensiblement les revenus des travailleurs pauvres, leur permettant ainsi de passer au-dessus du seuil de pauvreté. Il soulage la pauvreté des foyers dont les revenus d'activité sont supérieurs au RMI.

Le RSA semble avoir un faible impact sur le retour à l'emploi. Cet effet est plus difficile à mesurer car les dispositifs d'accompagnement se sont mis en place lentement pendant une période où le marché du travail se dégrade.

Le rapport met en évidence l'importance du non-recours au dispositif : près de la moitié des personnes qui pourraient prétendre au RSA ne le perçoivent pas. Ils pourraient être 35 % de plus à bénéficier du « RSA socle » et 65 % du « RSA activité ».

Sources et définitions

Les données de cet article sont issues du fichier exhaustif de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf).

L'allocation adulte handicapé (AAH), instituée en 1975, s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit être âgé d'au moins 20 ans et au plus 60 ans. Il doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80 % ou d'au moins 50 % si la Maison départementale du handicap reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

Le revenu de solidarité active (RSA) a été mis en place à compter du 1^{er} juin 2009. Il se substitue au RMI et à l'API ainsi qu'aux dispositifs associés d'aides financières à la reprise d'emploi (CI-RMA, contrat d'avenir, primes d'intéressements...).

Au 1^{er} septembre 2010, le dispositif du RSA s'élargit aux jeunes actifs de 18 à 25 ans sous condition d'activité professionnelle préalable (deux années travaillées au cours des trois dernières années). Le RSA est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti (si elles sont inférieures à ce dernier).

Département et État sont les financeurs de cette mesure. Le premier prend en charge le « RSA socle », le second le « RSA activité ». Certains allocataires

peuvent cumuler socle et activité : le financement est alors conjoint.

On distingue trois catégories d'allocataires du RSA.

RSA socle seul : l'allocataire n'a aucune ressource.

RSA socle et activité : le bénéficiaire a de faibles revenus d'activité et l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire : il bénéficie d'une partie du « RSA socle » et du « RSA activité ».

RSA activité seul : l'allocataire a de faibles revenus d'activité et l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire.

Bénéficiaire du RSA socle : l'allocataire du « RSA socle seul » et du « RSA socle et activité ».

Montant maximal du RSA de base en 2011

	euros
Personne isolée sans enfant	466,99
Personne isolée avec 1 enfant	700,49
Personne isolée avec 2 enfants	840,59
Couple sans enfant	700,49
Couple avec 1 enfant	840,59
Couple avec 2 enfants	980,68
Par enfant supplémentaire à partir du 3 ^e	186,80

Sources : Cnaf ; DREES

Finances 2010 des collectivités territoriales : baisse des investissements

Les niveaux d'investissement sont en baisse en 2010 en raison de l'anticipation des dépenses d'investissement réalisées en 2009, dans le cadre du plan de relance. En cette période de transition pour la fiscalité directe locale, les collectivités adoptent une attitude prudente. Depuis le 1^{er} janvier 2010 la taxe professionnelle est supprimée et les collectivités ont perçu de l'État une compensation relais visant à assurer au minimum le maintien de leur produit fiscal. La conjoncture économique a conduit ces dernières à réduire leurs projets d'investissement et à contenir leur recours à l'emprunt.

Les résultats globaux masquent des réalités contrastées, néanmoins la baisse de la part des investissements dans les dépenses globales concerne tous les échelons.

Dépenses totales des collectivités territoriales

millions d'euros				
	Région	Départements	Communes	GFP
2009				
Dépenses de fonctionnement	613	1 852	2 189	474
Dépenses d'investissement	379	681	1 139	374
Dépenses globales	992	2 533	3 328	848
2010				
Dépenses de fonctionnement	627	1 946	2 207	518
Dépenses d'investissement	352	613	1 116	353
Dépenses globales	979	2 559	3 323	871

Source : direction générale des collectivités locales (DGCL)

La Région Centre : ralentissement du rythme de croissance des dépenses de fonctionnement

L'année 2010 marque le début d'un nouveau mandat de quatre ans pour l'exécutif régional.

Malgré une évolution plus faible qu'en 2009 (2,3 contre 5,1 %), les dépenses de fonctionnement réelles croissent plus rapidement que les recettes correspondantes, d'où une diminution de la capacité d'autofinancement brute. Cependant cette dernière représente encore un quart des produits réels.

Les dépenses concernent principalement l'enseignement, la formation professionnelle et les transports.

Les subventions et contingents représentent 445 millions d'euros (M€), soit 71 % des dépenses réelles. L'augmentation des dépenses de personnel se limite à 3,1 %, les transferts de compétences liés à l'acte II de la décentralisation étant quasiment achevés. Les achats et charges externes, 58 M€, progressent de façon très mesurée.

Les produits de fonctionnement réels, d'un montant de 840 M€, augmentent de 0,8 contre 1,7 % en 2009. Le produit de la fiscalité directe croît de 5,2 % en 2010. Il repose sur une compensation relais, remplaçant la taxe professionnelle et les taxes foncières. Les autres impositions sont stables. La croissance de 2,1 % de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) compense la diminution de 3,4 % des produits de la

taxe sur les certificats d'immatriculation. Les dotations et participations reçues régressent légèrement.

Après remboursement de l'annuité de la dette en capital (44,6 M€), la Région Centre dégage une épargne nette de 168 M€ et autofinance ses dépenses d'équipement à hauteur de 56 %.

Les comptes de la Région

	2010 euros par habitant		2010/2009 Variation** des masses %	
	Centre	France*	Centre	France*
 FONCTIONNEMENT 				
Dépenses - Charges réelles dont :	248	255	2,3	1,7
<i>achats et charges externes</i>	23	27	1,0	11,4
<i>frais de personnel</i>	40	44	3,1	3,8
<i>subventions et contingents</i>	176	176	1,4	-0,3
<i>charges financières</i>	6	7	-3,9	3,6
Recettes - Produits réels dont :	333	338	0,8	1,6
<i>dotations et participations</i>	152	148	-1,3	0,6
<i>impôts directs</i>	85	89	5,2	3,9
<i>autres impositions</i>	94	100	0,3	0,4
Capacité d'autofinancement - Épargne brute	84	83	-3,3	1,2
 INVESTISSEMENT 				
Dépenses - Emplois réels dont :	139	149	-7,1	-14,0
<i>dépenses directes d'équipement</i>	37	43	-15,2	-11,5
<i>subventions d'équipement versées</i>	81	77	-4,8	-10,7
<i>remboursement de dettes</i>	18	23	3,9	-25,8
Recettes - Ressources réelles dont :	55	65	-7,4	-25,8
<i>fonds de compensation de la TVA</i>	8	8	-36,2	-43,2
<i>subventions d'investissement reçues</i>	12	15	-25,1	2,5
<i>emprunts souscrits</i>	28	39	8,9	-28,0
Encours de la dette	220	246	4,9	6,9

données des budgets principaux seulement

*régions de métropole hors Île-de-France et Corse

** variations calculées sur les masses pour neutraliser l'effet population

Source : direction générale des finances publiques

Malgré une baisse des dépenses d'investissement de 7,1 %, la Région reste une structure de soutien pour la dynamisation du territoire. Bien qu'en diminution, les subventions d'équipement versées atteignent 204 M€, soit 58 % des dépenses d'investissement réelles. Elles incluent la subvention d'équipement aux organismes de transport, qui croît de 48,3 % pour atteindre 30 M€. Contrairement aux années précédentes, en 2010 les dépenses directes d'équipement reculent de 15,2%.

La diminution des recettes d'investissement est plus marquée que celles des dépenses correspondantes.

Hors emprunt, elles représentent 52,4 M€, soit une baisse de 30 % par rapport à 2009. La Région, bénéficiaire du plan de relance, avait perçu en 2009 le fond de compensation pour la TVA (FCTVA) afférent aux investissements de 2007 et 2008. Par ailleurs, le montant des subventions d'investissement reçues diminue d'un quart. Pour compléter le financement de ses investissements, la Région a souscrit un emprunt de 70,8 M€.

Ainsi, fin 2010, l'encours de la dette atteint 555,5 M€ (hors crédit bail), soit une augmentation de 4,9 % par rapport à 2009. Le ratio (encours de dette/produits réels de fonctionnement) est toutefois favorable à la Région. Il faut environ huit mois de recettes réelles pour permettre le remboursement de la dette contre neuf mois pour la moyenne nationale de la strate.

Les Départements : hausse de l'épargne et repli des investissements

Les chiffres des six départements révèlent une évolution proche de la moyenne de référence, malgré des montants par habitant inférieurs. Les dépenses d'investissement des départements diminuent au profit de celles de fonctionnement, notamment du fait de l'importance des dépenses sociales. Cependant ces résultats globaux masquent d'importantes disparités au sein des départements.

Les charges réelles de fonctionnement, 1,9 milliard d'euros (Md€), sont lourdement impactées par les dépenses d'action sociale. Ainsi, en 2010, les Départements consacrent 515 M€ d'aides à la personne et 411 M€ de frais de séjour et d'hébergement, en hausse respectivement de 7,2 et 6,6 %. Près d'un quart de ces dépenses est alloué au revenu de solidarité active (RSA) et un cinquième aux personnes dépendantes à travers l'aide personnalisée à l'autonomie (APA). Par ailleurs, la prestation de compensation du handicap enregistre une hausse de 20,5 %.

Les transferts des personnels de l'État initialisés en 2006 étant terminés, les charges afférentes ne progressent que de 4,6 contre 10,7 % en 2009 et 22,4 % en 2008. Elles représentent, toutefois 22 % des charges réelles de fonctionnement.

L'accroissement des produits réels de fonctionnement s'accélère : 5,2 contre 2,3 % en 2009. Ils atteignent 2,2 M€ dont 37 % proviennent des impôts directs, 32 % des dotations et participations et 27 % des autres impositions. Si les deux premières composantes sont relativement stables, le produit des autres impositions s'accroît de 14,8 %. La reprise des transactions immobilières entraîne une hausse générale du produit des droits de mutation comprise entre 14 et 37 %, alors qu'une progression significative des produits de la TIPP n'est constatée que dans trois départements.

Le ralentissement du rythme de croissance des dépenses, associé au dynamisme des recettes favorisent la consolidation de l'épargne brute dans quatre départements. La capacité d'autofinancement brute (CAF) représente entre 8 et 14,5 % des produits réels, selon les départements.

Les comptes des Départements

	2010 euros par habitant		2010/2009 Variation** des masses %	
	Centre	France*	Centre	France*
FONCTIONNEMENT				
Dépenses - Charges réelles dont :	770	844	5,1	3,5
<i>achats et charges externes</i>	98	98	5,9	- 1,0
<i>frais de personnel</i>	168	184	4,6	3,4
<i>subventions et contingents</i>	489	544	5,2	4,7
<i>charges financières</i>	12	14	- 1,7	2,5
Recettes - Produits réels dont :	870	969	5,2	5,1
<i>dotations et participations</i>	274	302	1,4	1,2
<i>impôts directs</i>	317	356	2,6	3,9
<i>autres impositions</i>	230	266	14,8	12,1
Capacité d'autofinancement - Épargne brute	100	126	5,9	17,8
INVESTISSEMENT				
Dépenses - Emplois réels dont :	243	259	- 10,0	- 8,4
<i>dépenses directes d'équipement</i>	132	125	- 11,5	- 13,9
<i>subventions d'équipement versées</i>	60	78	- 17,8	- 13,6
<i>remboursement de dettes</i>	47	50	13,3	20,4
Recettes - Ressources réelles dont :	130	134	- 27,3	- 24,3
<i>fonds de compensation de la TVA</i>	19	21	- 42,0	- 42,6
<i>subventions d'investissement reçues</i>	26	30	- 14,8	- 15,0
<i>emprunts souscrits</i>	74	75	- 27,3	- 23,6
Encours de la dette	444	519	6,6	4,9

données des budgets principaux seulement

*départements dont la population est inférieure à un million d'habitants

** variations calculées sur les masses pour neutraliser l'effet population

Source : direction générale des finances publiques

Les investissements sont en net repli, tant au niveau des dépenses que des recettes. Avec 483 M€ contre 559 M€ en 2009, les dépenses d'équipement se répartissent à hauteur de deux tiers en dépenses directes et d'un tiers en subventions versées. Les remboursements d'emprunts atteignent 118 M€ contre 104 M€ en 2009.

Afin de financer leurs dépenses d'investissement, les Départements ont eu recours à l'épargne brute et aux recettes d'investissement. Le volume de ces dernières, hors emprunt, diminue de 46 M€, sous l'effet de la chute de 42 % du fonds de compensation pour la TVA et de 14,8 % des subventions reçues. Seul l'Indre-et-Loire, non bénéficiaire du plan de relance en 2009, enregistre une progression de 13,4 % du FCTVA.

Pour compléter leur financement, les Départements limitent le recours à l'emprunt, 188 M€ contre 258 M€ en 2009.

Néanmoins, à l'exception de l'Indre et de l'Eure-et-Loir dont le stock de la dette diminue, l'encours global de la dette progresse de 6,6 % et atteint 1,1 Md€.

Les communes : dépenses de fonctionnement maîtrisées et stabilité de la dette

Les chiffres reflètent la situation des 1 842 communes de la région, réparties en deux catégories : les moins de 10 000 habitants en regroupant 98 % (1 807 communes) alors que 2 % ont plus de 10 000 habitants (35 collectivités seulement) mais recensent 37 % de la population.

Pour la seconde année consécutive, la capacité d'autofinancement est en hausse et atteint 434 M€. L'augmentation est toutefois moins marquée qu'en 2009 (4,3 contre 7,8 %). En 2010, la situation est plus favorable aux communes de plus de 10 000 habitants. Ce constat s'explique par la croissance des produits réels de

1,4 %, liée principalement à la hausse des produits de la fiscalité et par une progression des charges réelles limitée à 0,8 contre 1,5 % en 2009.

Ainsi, des dépenses « contraintes » comme les frais de personnel (53 % des dépenses totales) progressent modérément (1,7 %). Par ailleurs, la baisse du coût des charges financières est confirmée (- 3,5 % en 2010 après - 7 % en 2009). Enfin la stagnation du second poste de dépenses, « achats et charges externes », est le résultat d'une politique active de maîtrise des charges, principalement dans les collectivités territoriales de grande taille.

Les comptes des communes

	2010 euros par habitant		2010/2009 Variation** des masses %	
	Centre	France*	Centre	France*
FONCTIONNEMENT				
Dépenses - Charges réelles dont :	850	959	0,8	0,6
<i>achats et charges externes</i>	223	244	0,1	0,7
<i>frais de personnel</i>	445	500	1,7	2,1
<i>subventions et contingents, participations</i>	111	143	- 0,7	- 0,5
<i>charges financières</i>	31	31	- 3,5	- 7,9
Recettes - Produits réels dont :	1 017	1 144	1,4	2,4
<i>ressources fiscales</i>	597	676	1,8	4,4
<i>dotation globale de fonctionnement (DGF)</i>	228	254	- 0,4	- 0,4
<i>Autres dotations et participations</i>	82	95	NS***	NS***
Capacité d'autofinancement - Épargne brute	167	185	4,3	13,0
INVESTISSEMENT				
Dépenses - Emplois réels dont :	430	493	- 2,0	- 3,4
<i>dépenses directes d'équipement</i>	299	333	- 2,8	- 4,9
<i>remboursement de dettes bancaire et autres</i>	78	89	1,0	4,0
Recettes - Ressources réelles dont :	436	493	- 1,2	- 3,8
<i>fonds de compensation de la TVA</i>	44	44	- 32,6	- 39,0
<i>dotations et autres fonds</i>	7	9	5,4	- 13,7
<i>subventions d'investissement reçues</i>	64	70	- 3,7	- 4,9
<i>emprunts bancaires et autres souscrits</i>	80	98	- 7,8	- 4,8
Encours de la dette	815	905	0,2	1,2

données des budgets principaux seulement

* ensemble des communes de France y compris Paris et DOM

** variations calculées sur les masses pour neutraliser l'effet population

*** non significatif (NS) car en 2010 le périmètre a été élargi au compte 74, à l'exception de la DGF compte 74-1

Source : direction générale des finances publiques

Alors qu'en 2009, les communes limitaient la baisse de leurs dépenses d'investissement grâce aux mesures de FCTVA, les dépenses d'équipement, 777 M€ en 2010, diminuent de 2,8 %. Ce recul est plus perceptible pour les petites communes, alors qu'elles représentent encore près de 60 % de l'ensemble de ces dépenses.

Les recettes d'investissement, composées principalement du fond de compensation pour la TVA et des subventions versées par les autres collectivités territoriales, enregistrent une baisse significative à relier au versement exceptionnel du FCTVA en 2009.

Outre l'impact de la conjoncture économique, l'échelon communal est, en 2010, dans l'attente de réformes structurantes, consécutives à la suppression de la taxe professionnelle, au gel annoncé des dotations de l'État ou à la mise en œuvre de la réforme territoriale. Le recours à l'emprunt est limité pour la seconde année consécutive, ce qui contribue à la stagnation de l'encours de la dette. Au 31 décembre, ce dernier atteint 2,1 Md€, dont 54 % pour les 35 villes de plus de 10 000 habitants de la région.

Extension de la couverture des territoires des groupements de communes à fiscalité propre

Au 1^{er} janvier 2010, le Centre recense 144 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, dont 8 communautés d'agglomération (CA) et 136 communautés de communes (CC).

Malgré l'élargissement du périmètre des EPCI, le taux de la couverture des communes demeure inférieur à celui de la moyenne nationale (94,8 %). Toutefois, le pourcentage de la population rattachée à un EPCI est supérieur à celui de la France (89,1 %).

L'évolution la plus marquante concerne le Loiret (+ 4,2 points) et dans une moindre mesure, le Cher (+ 2,4 points).

Les procédures de créations, transformations, fusions et dissolutions conduisent à un solde de moins une communauté de communes pour l'Indre-et-Loire mais de plus deux pour le Loiret.

Depuis 2010, le paysage intercommunal est en évolution, notamment dans le cadre de la loi du 16 décembre 2010, avec la conclusion de schémas départementaux de coopération intercommunale.

Taux de couverture intercommunale par département au 1^{er} janvier 2010

nombre, %

Départements	Nombre d'EPCI à fiscalité propre			Taux de couverture :	
	Communautés d'agglomération	Communautés de communes	Total	communes	habitants
Cher	1	26	27	85,2	94,1
Eure-et-Loir	2	28	30	94,5	97,9
Indre	1	17	18	93,1	93,7
Indre-et-Loire	1	22	23	99,6	99,9
Loir-et-Cher	1	21	22	97,9	98,7
Loiret	2	22	24	79,3	90,0
Centre	8	136	144	91,4	95,6

Note de lecture : en Indre-et-Loire la quasi-totalité des communes font partie d'un EPCI (99,6%) correspondant à 99,9% de la population correspondante.

Source : direction générale des collectivités locales (DGCL)

L'extension des périmètres, associée aux changements de régime fiscal, aux transferts de nouvelles compétences et à la prise en compte des seuls budgets principaux, ne facilitent pas la comparaison des données financières d'une année sur l'autre. De plus, ces résultats révèlent un bilan régional très contrasté bien que la hausse des charges réelles de fonctionnement (liée aux achats et charges externes, aux subventions versées et aux charges de personnel) soit quasi générale.

En contrepartie, la forte progression (+ 8 %) du produit des ressources fiscales et dans une moindre mesure de la dotation globale de fonctionnement (DGF), contribuent à la hausse des produits réels de fonctionnement. Ces derniers étant supérieurs aux charges de même nature, l'épargne brute (CAF brute) s'accroît. ♦

Direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

Les recettes fiscales en légère hausse

Les recettes fiscales collectées en région Centre au cours de l'année 2011 s'élèvent à 9,39 milliards d'euros (Md€), en hausse de 1,7 % après une baisse de 9,5 % en 2009. Les recettes affectées au budget de l'État, soit 6,86 Md€, diminuent de 1,4 %. Le montant de l'impôt sur les sociétés versé par les entreprises et celui de la taxe sur la valeur ajoutée croissent respectivement de 4,5 % et 1,2 %, tandis que les produits de l'impôt sur le revenu progressent de 4,6 %. Les recettes émises au profit des collectivités territoriales, soit 2,53 Md€, augmentent de 10,9 % après une forte baisse l'année précédente.

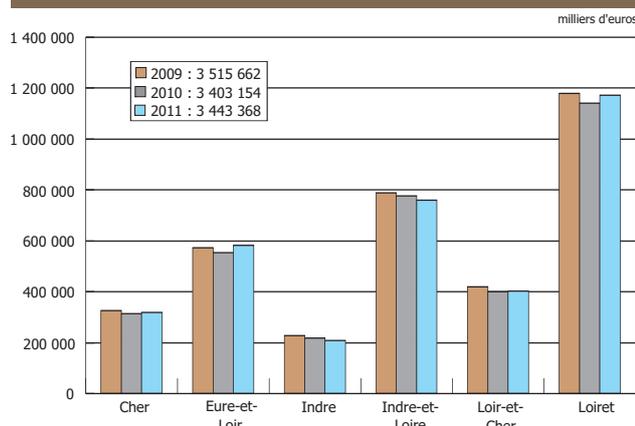
Les impôts versés par les entreprises à la hausse

Les impôts et taxes (impôt sur les sociétés et TVA) acquittés par les entreprises en région Centre progressent de 1,8 % (+ 4,9 % au niveau national). L'impôt sur les sociétés et la TVA représentent 63,2 % des recettes affectées au budget de l'État, contre 63,5 % au plan national.

La TVA acquittée par les entreprises est en hausse de 1,2 % (+ 5,0 % à l'échelon national). D'un montant de 3,44 Md€, elle représente 50,2 % des recettes affectées au budget de l'État. Cette part s'établit au niveau national à 47,5 %.

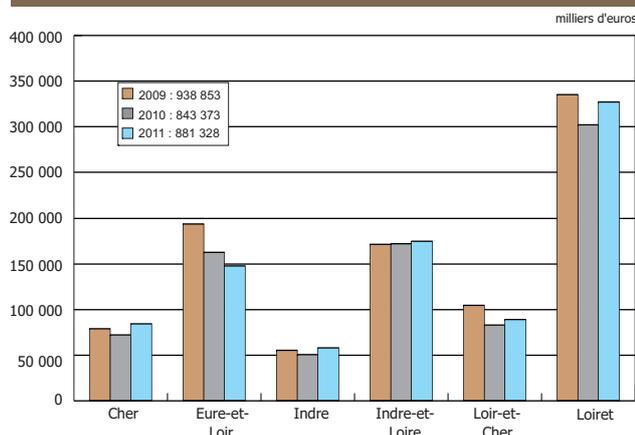
Après une baisse constatée en 2009 et 2010, l'impôt sur les sociétés repart à la hausse avec une augmentation de 4,5 % (+ 4,7 % au plan national). Les recettes de l'impôt sur les sociétés s'élèvent à 881 millions d'euros (M€).

Taxe sur la valeur ajoutée



Encaissements cumulés au 31 décembre
Source : direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

Impôts sur les sociétés

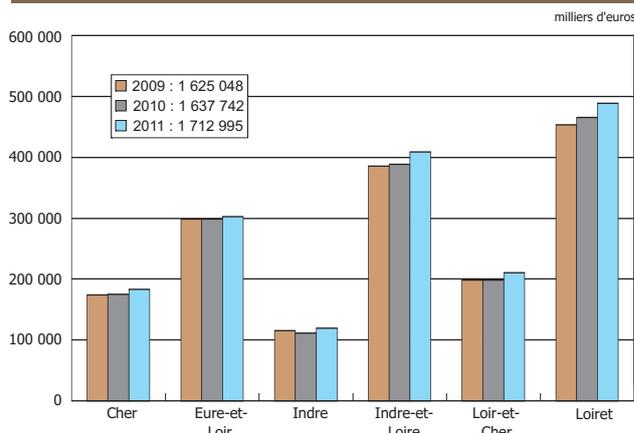


Encaissements cumulés au 31 décembre
Source : direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

Augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu

En 2011, les recettes de l'impôt sur le revenu relatives à la taxation des revenus de 2010 atteignent dans le Centre 1,713 Md€, contre 1,638 Md€ en 2010 (+ 4,6 %). L'évolution enregistrée au plan national est de + 6 %.

Impôt sur le revenu Produit de l'impôt émis



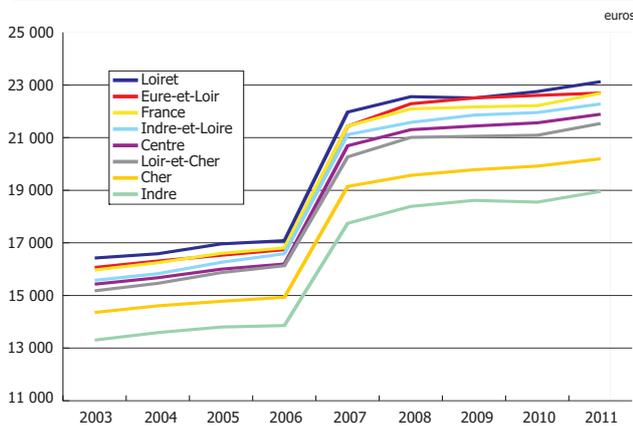
Source : direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

Le revenu moyen déclaré en 2011 est en augmentation dans la région comme au plan national : il s'établit à 21 886 €, contre 22 690 € au niveau national. Le montant moyen de l'impôt versé en 2011 par les foyers fiscaux imposés est en légère progression : il s'élève à

2 495 €, contre 3 165 € nationalement (hausse respectives de 2,2 et 3,7 %). Le nombre de contribuables imposés augmente de 0,7 %, contre 0,9 % au niveau national.

Ces derniers représentent en région Centre 47,2 % de l'ensemble des contribuables, contre 46,7 % à l'échelon national.

Revenu moyen déclaré à l'impôt sur le revenu



Source : direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

Salaires et pensions totalisent 88 % des revenus imposés dans la région ; la part des autres catégories de revenus s'établit à environ 3 % pour les bénéficiaires non commerciaux ou les revenus fonciers, environ 2 % pour les bénéficiaires industriels et commerciaux et environ 1 % pour les bénéficiaires agricoles et les revenus de capitaux mobiliers. Ces proportions sont sensiblement les mêmes au niveau national.

Près de 120 M€ ont été versés dans le Centre au titre de la prime pour l'emploi (PPE). Le nombre de bénéficiaires est en baisse de 6,3 % : elle concerne 292 610 personnes, soit 20,3 % des contribuables, contre seulement 19,3 % au plan national. Le montant moyen de la prime s'établit respectivement à 411 et 426 €.

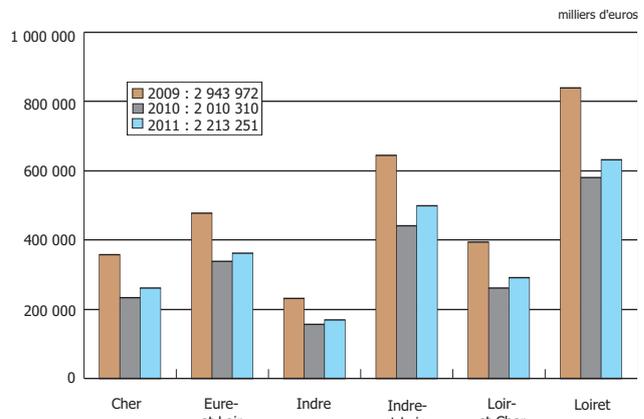
L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) collecté en région Centre s'élève à 88 M€. Les recettes correspondantes baissent de 2 %, contre 3,2 % au plan national.

Progression des recettes fiscales des collectivités territoriales

En 2011, les recettes fiscales émises à destination des collectivités territoriales enregistrent une hausse de 10,9 % pour l'ensemble des recettes et 10,1 % pour le sous-ensemble regroupant taxe d'habitation, impôts fonciers, contribution foncière des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux. Toutefois, cette augmentation est inférieure à celle enregistrée au niveau national, soit respectivement 12,4 et 11,1 %.

Le montant des produits collectés au profit des collectivités territoriales (2,53 Md€) représente près de 27 % de l'ensemble des impôts émis ou recouverts dans la région, contre 13 % au plan national.

Impôts directs locaux Produit de l'impôt émis au profit des collectivités territoriales



Source : direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

En 2011, la contribution foncière des entreprises et l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux représentent 13,4 % des impôts directs locaux émis dans le Centre contre 10,7 % en 2010. La part des autres impôts s'établit respectivement à 53 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 29,4 % pour la taxe d'habitation et 3,4 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Les taxes additionnelles aux droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière et des droits de mutation à titre onéreux d'immeubles augmentent de 17 %, contre + 20,7 % au plan national. ♦

Direction régionale des finances publiques du Centre et du département du Loiret

Avertissement

Les recettes présentées ici comprennent les versements d'impôt sur les sociétés et de TVA effectués auprès de la direction des grandes entreprises (DGE) par les grandes entreprises de la région.